



IDÉES
NAOMI KLEIN ET LES
DANGERS DE L'IA

CANADA — “LE TEMPS DU FEU”
EST ARRIVÉ **TURQUIE — LE TRIOMPHE**
DU PRÉSIDENT ERDOGAN



Courrier international

N° 1700 du 1^{er} au 7 juin 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ CAN,
DOM 5,20 €, Espagne 5,20 €,
Grande-Bretagne £ 5,00, Israël 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

HÉRITAGE EN AVOIR OU PAS

*C'est l'un des grands tabous
de nos sociétés : l'héritage devient
indispensable pour s'en sortir dans la vie,
mais il renforce les inégalités.
L'enquête du Guardian
sur ce paradoxe.*



M 03183 - 1700 - F: 4,90 €



Nissan ARIYA

L'excellence 100% électrique

Jusqu'à 536 km d'autonomie*

Transmission e-4ORCE**
4 roues motrices

Elégance et pureté des lignes



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

*Cycle combiné WLTP, pour ARIYA ENGAGE 87 kWh. **Selon version
Modèle présenté : version spécifique. Nissan West Europe : nissan.fr

Pour les trajets courts, privilégiez la marche



ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Héritage : en avoir ou pas

C'est l'un des grands tabous de nos sociétés, "l'un des secrets les plus inavouables de la classe moyenne", pour reprendre l'expression du **Guardian**, dont la très longue enquête, traduite en ouverture de notre dossier de cette semaine, révèle un paradoxe : si l'héritage est aujourd'hui indispensable pour s'en sortir dans la vie, chez les plus jeunes notamment, il fige voire exacerbe les inégalités. Or, nous entrons dans un moment très particulier, celui d'une transmission massive (et déjà en cours) du patrimoine de la génération née après la guerre, largement gonflé par les prix de l'immobilier et les valeurs boursières. "Le Royaume-Uni,

écrit ainsi Gaby Hinsliff, dans *The Guardian*, est entré dans l'âge d'or de l'héritage : les milliards accumulés par les baby-boomers commencent à ruisseler vers leurs enfants et leurs petits-enfants – c'est ce qu'on appelle le "grand transfert de richesses".

En tout, dans les trente prochaines années, "ce sont près de 5500 milliards de livres qui pourraient circuler dans les familles, sous forme d'héritage traditionnel ou, de plus en plus souvent, de donations", estime la journaliste en s'appuyant sur des études récentes et très documentées.

Le phénomène est identique aux États-Unis. Les baby-boomers, explique **The New York Times** dans un long article dont nous avons retenu une infographie très parlante, détiennent la moitié de la richesse nationale.

D'ici à 2045, ils devraient léguer à leurs enfants de la génération X (nés entre 1965 et 1980) ou milléniaux (nés après 1980) près de 84.000 milliards de dollars.

Des chiffres vertigineux qui, dans leur globalité, traduisent bien l'importance de l'héritage dans la circulation de la richesse. Et qui, observés de plus près, disent surtout l'immense avantage conféré à ceux qui en bénéficient : car nul besoin d'attendre la mort de quelqu'un pour recevoir une partie de son patrimoine, rappelle *The New York Times*, grâce aux donations, effectuées du vivant du donateur, qui "accordent une longueur d'avance à des millions de personnes".

Faudrait-il dès lors envisager d'abolir l'héritage ? Ce n'est pas vraiment ce que suggèrent le *Guardian* ni le *New York Times*. La question qui se pose en revanche est bien celle de l'atténuation des écarts entre ceux qui ont bénéficié d'un héritage et ceux qui n'ont rien reçu. "En France, la part de l'héritage dans la composition du PIB est passée d'environ 4 % en 1950 à 15 % en 2010, indique le journal britannique **Spiked**. Des milléniaux ayant perçu des legs ont hérité de plus

d'argent que ce que gagnent de nombreux actifs durant toute leur carrière."

Au Royaume-Uni, aujourd'hui, impossible de devenir propriétaire sans héritage ou donation préalable, insiste *The Guardian*. Et "les questions de transfert de richesses ne concernent pas uniquement les plus riches", rappelle le quotidien britannique.

La classe moyenne est aussi largement concernée, d'autant que "les biens acquis par cette génération ont connu une trajectoire inhabituelle" avec des prix de l'immobilier qui ont triplé en quarante ans. Résultat, vu les sommes en jeu, la question de l'héritage est souvent source de tensions ou de rivalités dans les familles, voire de culpabilité ou de ressentiment entre les héritiers et les autres.

Un dossier à lire pour mieux mesurer en quoi les successions augmentent la fracture sociale partout en Occident.

Quand on parle d'héritage... Chaque semaine, ce making of vous explique les choix

éditoriaux de la rédaction, nos hésitations sur les unes, le choix de mettre en avant certaines actualités plutôt que d'autres. Fallait-il vraiment choisir tel dessin ? Le titre reflète-t-il ce qui est dans le dossier ? Chaque semaine, depuis vingt-quatre ans, notre directrice artistique, Sophie-Anne Delhomme, nous titille sur le choix des mots, le rapport entre le titre et l'image, et tant d'autres choses encore. Après toutes ces années et de nombreux prix pour des uns remarquables, elle quitte *Courrier international* pour d'autres aventures, qu'il lui reste à écrire. Une page se tourne, et ce n'est pas rien. Je tenais tout simplement à lui dire ici un immense merci.

En couverture :

Héritage : dessin de **Harry Haysom**, Royaume-Uni.

Ikon Images.

Idees : dessin de **Robbie Porter**, Royaume-Uni.

Ikon Images.



Sommaire

TURQUIE p.7

Erdogan, cinq ans de plus

Alors qu'il paraissait affaibli avant le scrutin, Recep Tayyip Erdogan a remporté l'élection présidentielle. Son adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, n'a pu empêcher le troisième mandat de l'homme fort de la Turquie.

ROYAUME-UNI p.18

Un magazine sans foi ni loi

À Glasgow, *The Digger*, une feuille de chou sur les crimes et les gangs de la ville, rencontre un improbable succès. Intrigué, un auteur de polars a rencontré son fondateur controversé.

IDÉES p.44

Naomi Klein contre la "spoliation" menée par les IA

Dans une tribune parue dans **The Guardian**, l'essayiste canadienne accuse les concepteurs d'intelligences artificielles d'"organiser le plus grand pillage de l'histoire de l'humanité".



ZORAN VESELINOVIC/COVER IMAGES/SIPA

MUSIQUE p.42

Tina Turner, une voix de chair et de sang

La reine du rock s'est éteinte à 83 ans après une vie longtemps marquée par la violence. **The Washington Post** rend hommage à cette légende à la voix capable de transcender la souffrance.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

El Confidencial (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Globe and Mail** Toronto, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Jahan-e Sanat** (jahanesanat.ir) Téhéran, en ligne. **Muwatin** Londres, mensuel. **The New York Times** New York, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Rest of World** (restofworld.org) New York, en ligne. **Sisa In** Séoul, hebdomadaire. **La Stampa** Turin, quotidien. **The Times of Israel** (timesofisrael.com) Jérusalem, en ligne. **Tribune de Genève** Genève, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **The World of Chinese** Pékin, bimestriel.



SUR NOTRE SITE

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (France, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carole Lyon (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Vagishita (Japon). **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bélozil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Paul Gallet et Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand **DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malersherbes **ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Solal Abélès, Gabriel Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Ardini, Antoine Berard, Etienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, François Burkard, Cécile Chémel, Anne-Françoise Cochet, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Hami, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mouget, Astrid Mouget, Ophélie Négros, Gabrielle Piroette, Derwell Queffelec, Maëlys Pour, Leslie Souvantasy, Isabelle Taudiers, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international Stevee Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) **Gestion** Lucie Madalena (16 26) **Droits Blandine Mosnat** (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Christiane Monillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino **Responsable du numérique** Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H8E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Entrées : Prot. : 0,083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ukraine. La guerre des drones

La capitale ukrainienne a de nouveau été la cible de frappes russes. Des missiles se sont abattus sur Kiev en pleine journée le 29 mai, avant une attaque de drones massive la nuit suivante. En représailles, la capitale russe a aussi été visée par des drones. Retrouvez toute l'actualité du conflit au quotidien sur notre site.

Reportage. Ce que les dauphins vieillissants ont à nous dire

Jadis, Blue était chasseuse de mines pour l'armée américaine. Aujourd'hui, ses collègues dauphins et elle sont à l'avant-garde de la médecine gériatrique pour mammifères marins. Une discipline nouvelle dont les découvreurs pourraient un jour profiter aux humains.

Vu des États-Unis. Le Français qui "pourrait changer l'histoire" de la NBA

Le prodige français Victor Wembanyama s'apprête à découvrir la NBA, sauf surprise aux Spurs de San Antonio, au Texas. **The New York Times** consacre un portrait au pivot de 19 ans, vu comme la future star du basket mondial.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qu'on mange demain ?
Insectes, viande de mammouth, algues... Dans les cuisines et les laboratoires s'invente la gastronomie du futur. Pour nourrir la planète sans la détruire.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.
 Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : https://www.courrierinternational.com/page/cgv



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

- 6. Espagne. Le coup de poker de Pedro Sánchez
- 8. Contro. L'Espagne est-elle raciste ?

D'un continent à l'autre

- 10. Canada. Le "temps du feu"
- 12. Corée du Sud. Comment trouver le bonheur dans le célibat
- 16. Liban. Paradis pénal
- 17. Iran. Le trafic d'organes bat son plein
- 18. Royaume-Uni. "The Digger", le magazine sans foi ni loi
- 20. Norvège. Un débat de fonds
- 21. Russie. Kaliningrad, enclave en crise

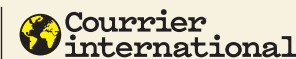
- 22. France. L'accueil des réfugiés déchire le village de Bélâbre
- 24. Maroc-Israël. À la recherche des synagogues perdues

À la une

- 26. Faut-il abolir l'héritage ?

Transversales

- 34. Économie. Au Kenya, le paiement mobile séduit les clients... et les escrocs
- 36. Environnement. Au Japon, des fraises à tout prix
- 37. Sciences. Décoder la douleur chronique
- 360°
- 38. Portfolio. Au Liban, apatrides de tous les pays
- 42. Culture. Tina Turner, une voix de chair et de sang
- 44. Idées. Naomi Klein : "Les IA organisent le plus grand pillage de l'histoire de l'humanité"
- 46. Gastronomie. Le riz gluant de Wenzhou rassemble



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
 abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
 expressmag@expressmag.co m
Suisse : (41) 022 860 84 01
 abonne@edigroup.ch



Espagne. Le coup de poker de Pedro Sánchez

Après la débâcle de son parti aux élections municipales et régionales du 28 mai, le Premier ministre socialiste a convoqué des législatives anticipées pour le 23 juillet. Un pari très risqué, estime la presse espagnole.

Pedro Sánchez a lancé une pièce de monnaie en l'air et, comme dans Match Point, de Woody Allen, celle-ci peut retomber d'un côté comme de l'autre." Le quotidien **El País**, à l'instar de l'ensemble de la presse espagnole, reste stupéfait par le pari du Premier ministre socialiste, qui a annoncé, le 29 mai, la dissolution du Parlement et la tenue d'élections législatives anticipées le 23 juillet. Un scrutin national qui devait initialement se tenir à la fin de 2023.

Avant que le chef de gouvernement ne surprenne son monde, "douze heures à peine" s'étaient écoulées depuis le dépouillement des bulletins des élections municipales et régionales du 28 mai (ou "28-M"), comme le surnomment les médias outre-Pyrénées), retrace **La Vanguardia**. La défaite du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Sánchez y a été sans appel; le triomphe de son principal adversaire, le Parti populaire (PP, droite traditionnelle) d'Alberto Núñez Feijóo, ne souffre aucune contestation.

Le 28 mai, une "marée bleue", la couleur du PP, a arraché au PSOE "l'essentiel de son pouvoir territorial", et le premier s'est imposé comme la principale force politique du moment (31,5 % des suffrages), complète **El Periódico de Catalunya**. Contraint de réagir, Sánchez a pris "la décision la plus risquée de toutes celles qu'il pouvait prendre", juge **El País**. Le quotidien généraliste le plus lu du pays s'interroge: le Premier ministre est-il "audacieux ou téméraire"?

En premier lieu, il semblerait que Sánchez ait réussi "à changer les sujets

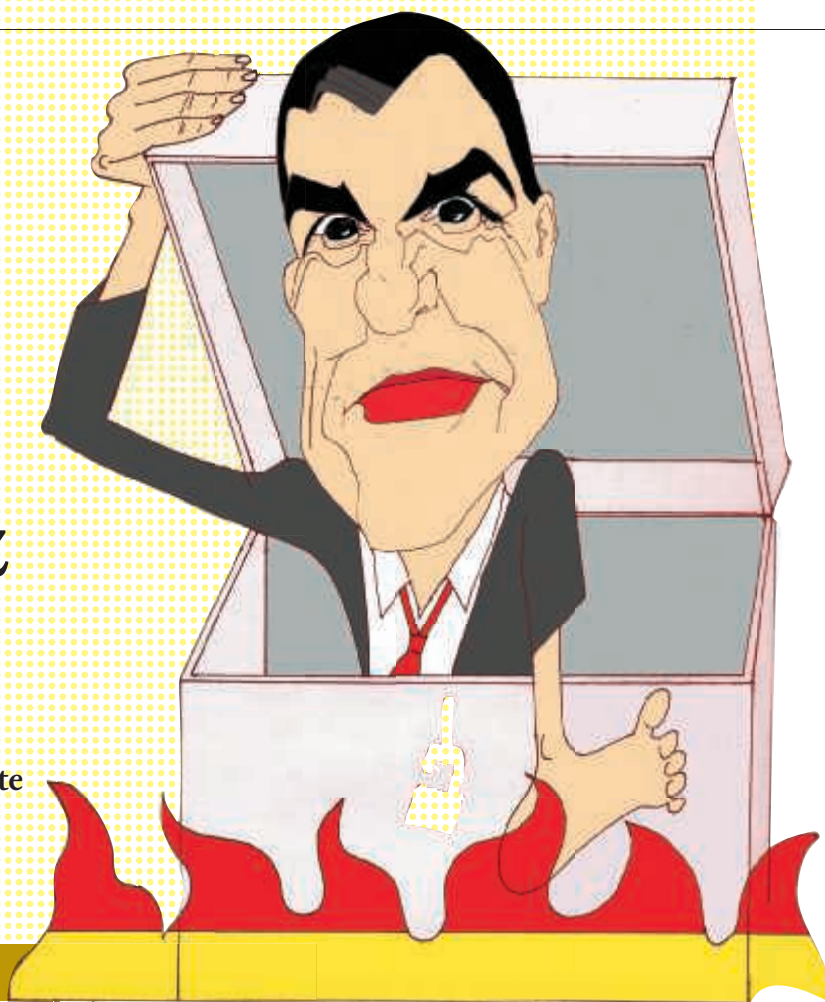
de conversation", avance la chroniqueuse Mária Martínez-Bascuñán: "Les gens ne parleront plus de sa défaite, mais de ce qui va suivre."

Par ailleurs, "c'est une mesure d'hygiène démocratique que d'appeler les citoyens à se prononcer lorsqu'il y a une défaite générale, quantitative et symbolique, comme celle qu'ont subie les socialistes", soutient **El País**. L'implication de Sánchez dans la campagne du 28-M "n'a pas eu les effets positifs escomptés". Dès lors, la convocation d'élections législatives anticipées apparaît comme "un message de gratitude pour les maires et les présidents de régions autonomes socialistes qui ont perdu leur poste [le 28 mai]

et une manière de stopper net les divisions en interne et la recherche de responsables de cet échec".

Pour **El Periódico de Catalunya**, "avec la convocation d'élections en plein été, fait sans précédent en Espagne, et durant le premier mois [de la présidence espagnole du Conseil de l'UE, qui débute le 1er], il ne faudrait pas que cette prise de risque excède les bénéfices attendus de la secrétairerie général du PSOE [Sánchez]".

Habile tacticien, une qualité que lui reconnaît la presse de gauche comme de droite, Pedro Sánchez veut vite inverser la tendance ou, à tout le moins, stopper l'hémorragie, synthétise le quotidien barcelonais de centre gauche. Sa mission première est de remobiliser son électorat, mais il ne lui sera pas facile de "redonner de la combativité à un PSOE dont le moral est en berne", juge le journal très conservateur **La Razón**.



← Dessin de Finn Graff,
Norvège.

Bras de fer explosif

KOSOVO — "Voilà plus d'une décennie que des hommes de la KFOR n'avaient pas été blessés dans l'exercice de leurs fonctions", remarque **La Repubblica**. Le 29 mai, une trentaine de soldats de maintien de la paix de la Force pour le Kosovo de l'Otan (KFOR) ont été pris pour cible lors de heurts avec des manifestants serbes. Le **Corriere della Sera** parle, lui, de "41 blessés, [dont] 14 soldats de nationalité italienne". Depuis plusieurs jours, la situation est explosive dans le nord du Kosovo. Majoritaires dans cette région, les Serbes y ont boycotté les municipales d'avril, ce qui a abouti à l'élection de maires albanais avec une participation de moins de 3,5 %. Face aux tensions croissantes, des soldats de la KFOR ont été envoyés pour former des cordons de sécurité devant des mairies. Le 29 mai, "des nationalistes serbes de la frange la plus extrême" ont cherché à "mener une attaque lors de la cérémonie d'investiture d'un maire d'origine albanaise à Zvečan", raconte **La Repubblica**. Ils se sont heurtés aux forces de l'ordre du Kosovo, avant que la KFOR n'intervienne pour tenter de les séparer.

Retour au pays



BELGIQUE — "Libre", titre **Le Soir** le 27 mai. La veille, après 455 jours de captivité en Iran, le travailleur

humanitaire de 42 ans Olivier Vandecasteele est rentré en Belgique. Il avait été arrêté le 24 février 2022 à Téhéran, vraisemblablement pour servir de monnaie d'échange contre la libération d'Assadollah Assadi, un Iranien condamné en Belgique à vingt ans de prison pour la préparation d'un attentat contre l'opposition iranienne, à Villepinte, en 2018. Craignant pour la santé de son ressortissant, voire une aggravation de sa peine, l'exécutif belge a dégainé un article de la Constitution lui permettant de décider de la libération d'Assadollah Assadi.

Le chef de gouvernement cherche aussi à remotiver les troupes à la gauche du PSOE, où le "désastre" du 28-M "a été retentissant", observe **El País**. "Podemos [partenaire des socialistes au pouvoir] a perdu sa représentation dans les régions autonomes où il se trouvait", tandis que les candidatures locales soutenues par Sumar, la nouvelle formation de gauche radicale portée par la ministre communiste Yolanda Díaz, n'ont pas brillé.

Ces deux formations devront pourtant corriger leurs "désaccords" en urgence pour éventuellement former une liste commune le 23 juillet, avec d'autres partis d'extrême gauche, préconise **La Vanguardia**. Le temps presse, car le calendrier électoral impose de présenter les candidatures au scrutin du "23-J" d'ici le 9 juin.

De son côté, Pedro Sánchez profite de cet agenda resserré pour "neutraliser l'écho de l'euphorie du PP" après son triomphe au 28-M. Il souhaite aussi freiner "la montée institutionnelle progressive" du parti d'extrême droite Vox, qui a enregistré une nouvelle percée, ajoute **La Vanguardia**. Grâce à ce résultat, ses élus seront "décisifs dans la formation de gouvernements régionaux [avec le PP] et, comme l'a rappelé [le 28 mai] leur leader Santiago Abascal, ils ne se contenteront pas de faire de la figuration".

Par conséquent, le président du PP, Feijóo, doit décider jusqu'où il est prêt à leur céder du terrain, et "accepter les conséquences électorales de sa décision". "C'est là que Sánchez espère brandir le spectre de l'extrême droite", conclut le journal catalan.

— **Courrier international**

Lire aussi : "L'Espagne est-elle raciste?", p. 8

Une Palme d'or méritée

CINÉMA — Certes, **The Daily Telegraph** regrette que le Britannique Jonathan Glazer ait dû se contenter du grand prix du Festival de Cannes pour *A Zone of Interest*, son film “glaçant” sur la famille du commandant du camp d’extermination d’Auschwitz. Mais la Palme d’or décernée le 27 mai à Justine Triet pour *Anatomie d’une chute* est une bonne nouvelle, juge le quotidien londonien. Tout d’abord, ce drame judiciaire est “délicieusement captivant” et “excellent”. Ensuite, cela aide le festival à “corriger son allergie de longue date à l’encontre des réalisatrices” : la Française n’est que la troisième femme à décrocher la récompense suprême, en 76 éditions.

L’usine de la réindustrialisation

FRANCE — C’est “en grande pompe” qu’a ouvert, le 30 mai, la première des multiples “giga-factories” de la “Silicon Valley de la batterie” annoncée entre Dunkerque et l’ancien bassin minier, rapporte **Le Temps**. Elle s’étend sur 640 mètres de long et 100 mètres de large sur la commune de Billy-Berclau. Propriété d’Automotive Cells Company (ACC), l’entreprise créée par Stellantis, Mercedes-Benz et TotalEnergies, cette usine produira des cellules de batteries pour voitures électriques, de quoi équiper 500 000 véhicules chaque année. Elle sera bientôt suivie

par trois autres, toutes dans les Hauts-de-France. “Cette première ouverture est donc un symbole fort pour la France, qui compte faire de cette branche le levier majeur de sa réindustrialisation, particulièrement dans cette région qui a fortement souffert des fermetures d’usines ces dernières décennies”, note le quotidien de Genève.

Feu vert aux marchands de sable



INDONÉSIE — Vingt ans après leur interdiction, le président Joko Widodo a autorisé à nouveau les exporta-

tions de sable marin. Relayant les craintes d’une partie de la société civile et des pêcheurs, **Koran Tempo** regrette, le 29 mai en une, cette “volte-face” d’un président qu’il dépeint en train de charger une barge à destination de l’étranger. Le décret, pris le 15 mai, menace en effet les écosystèmes marins mais aussi les petites îles. Depuis les premières exportations dans les années 1970 jusqu’à leur interdiction en 2002, on estime qu’environ 45 millions de mètres cubes de sable marin ont été dragués. Le plus gros est parti vers Singapour, qui a bâti 8 petites îles artificielles, quand, dans le même temps, “26 petites îles indonésiennes disparaissaient en raison de l’abrasion côtière”, déplore le quotidien de Jakarta.

➤ Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans **Jyllands-Posten**, Danemark.

TURQUIE

La fin des espoirs de l’opposition

Après la victoire du président, Recep Tayyip Erdogan, la presse islamo-conservatrice est aux anges. Les médias d’opposition redoutent une nouvelle poussée autocratique.



Nous avons gagné!” se félicite un éditorialiste du quotidien islamo-nationaliste **Yeni Safak**, au lendemain de la réélection, le 28 mai, du président Recep Tayyip Erdogan avec 52 % des suffrages. Une victoire obtenue face à une large coalition de l’opposition, en dépit de la crise économique, des scandales de corruption et d’une gestion critiquée des séismes meurtriers du 6 février. “La période a été difficile, stressante, nous avons même imaginé qu’il puisse perdre, que le pays sombre dans le chaos.” Pour éviter qu’un tel scénario ne se répète, le journal appelle à un contrôle plus strict du monde de la culture, où des “ingrats qui profitent de l’argent public se permettent ensuite de s’attaquer à la coalition présidentielle”, mais aussi d’Internet, des réseaux sociaux et des médias d’opposition. Comment analyser la défaite de l’opposition? Le quotidien islamiste **Yeni Akit** avance qu’elle a eu tort de se concentrer sur l’économie. “Ce qui importe pour les gens de ce pays, ce n’est pas le prix de l’oignon mais la reconversion de [la basilique] Sainte-Sophie en mosquée, ce n’est pas le prix de la patate mais la construction de la mosquée sur la place Taksim, ce n’est pas le cours du dollar mais la fabrication de nos propres drones de combat.” La presse d’opposition estime quant à elle que les dés étaient pipés dès le départ.

“Nous avons assisté à une pantomime de démocratie”, déplore ainsi **Cumhuriyet**. Le journal juge l’élection inéquitable, remportée par un président qui s’est représenté pour un troisième mandat alors que la constitution limitait son exercice à deux, et qui a fait campagne en mobilisant tous les moyens de l’État. Pendant sa campagne, le chef de l’État n’a pas hésité à dépeindre les membres de l’opposition comme des “traîtres” et des “terroristes”, en polarisant ainsi la

société à l’extrême, dénonce **Cumhuriyet**. “Ce n’est pas seulement Kemal Kılıçdaroglu [le candidat d’opposition] qui a perdu, c’est nous tous qui avons perdu nos espoirs d’un futur plus juste, libre et démocratique”, s’attriste le quotidien kémaliste **Sözcü**. Dans l’opposition, on craint que l’autoritarisme du pouvoir ne se renforce et que la situation économique, déjà marquée par une très forte inflation – 64,27 % au cours de l’année 2022, selon des chiffres officiels très contestés –, ne dégénère en une crise financière. “Notre pays va s’éloigner encore davantage de l’Occident pour rejoindre la cohorte des pays dirigés par un homme unique, l’économie va continuer à s’effondrer, les prix du gaz et de l’électricité vont exploser, tout comme les prix des denrées sur les marchés, et la hausse du dollar va devenir hors de contrôle”, prédit **Sözcü**.

—**Courrier international**

42

MÈTRES, c’est la hauteur à laquelle une statue géante de l’émir Abdelkader culminera au-dessus d’Oran, annonce le 29 mai le site **Tout sur l’Algérie (TSA)**. Une enveloppe de 1,2 milliard de dinars (8 millions d’euros) sera allouée à l’édifice et à un musée consacré à ce symbole de la résistance, qui s’est dressé contre la conquête française de l’Algérie dès ses débuts. Mais, relate **TSA**, entre ceux qui estiment que “la construction de statues est illicite dans l’islam” et ceux qui aimeraient voir cet argent attribué à des services publics, le projet est loin de faire l’unanimité.



CONTROVERSE

L'Espagne est-elle raciste ?

Vinicius Júnior, attaquant du Real Madrid, a été traité de “singe” par des supporters de Valence, lors d'un match le 21 mai. Après cette énième agression, le Brésilien a déclaré que l'Espagne était un pays raciste. Ces propos divisent la presse espagnole.

OUI

Cette attaque n'est pas un cas isolé

Vinicius a raison, l'Espagne est un pays raciste. C'est ce que pense le site très à gauche **El Salto**. Selon la chroniqueuse Paula Guerra Cáceres, les insultes proférées à l'endroit du joueur du Real Madrid de la part d'une partie du public lors d'un match à Valence, le 21 mai, sont “loin d'être un cas isolé”. Le Brésilien l'a rappelé dans un tweet publié après la rencontre : “Ce n'était pas la première fois, ni la deuxième ni la troisième. Le racisme est normal en Liga [le championnat espagnol].” Le lendemain, il appuyait son propos par une vidéo montrant les nombreuses attaques racistes qu'il a subies ces derniers mois dans les stades espagnols.

En Espagne, “jamais un match n'a été suspendu parce qu'un joueur noir a été victime de cris racistes”, déplore Antonio Maestre, éditeur sur le site de la chaîne de télévision **La Sexta**. Pis, “lorsqu'un joueur noir comme Vinicius subit des insultes racistes, [l'Espagne] tente de les minimiser en disant que c'est un joueur conflictuel, qu'il provoque”, s'insurge le journaliste.

Bien sûr, le 21 mai à Valence, “la grande majorité des supporters n'a pas scandé de slogans racistes”, avance **Público**. Néanmoins, “tout supporter du Valence FC et tout Valencien sait qu'il existe encore un bastion d'ultras néonazis que le club avait juré d'expulser il y a des années et qui a pris possession des abords du stade et de la nouvelle tribune des supporters. Comme dans d'autres clubs”, assure le média de gauche. En clair, les idéologies haineuses liées à l'extrême droite gangrènent encore une partie du supportérisme espagnol, et c'est “un secret de polichinelle”.

Pour preuve, enchaîne **La Sexta**, “seul un pays raciste tolérerait en toute normalité que Javier Tebas, le président de la Liga, ancien militant de Fuerza Nueva [formation politique d'extrême droite entre 1976 et 1982], admirateur de Marine Le Pen et électeur assumé des postfascistes de Vox [actuel parti d'extrême droite], soit à la tête de l'organisation”.

Le dirigeant essuie une pluie de critiques depuis qu'il a répondu au tweet de Vinicius en affirmant que “ni l'Espagne ni

la Liga [n'étaient] racistes, c'est très injuste de dire cela”. Même s'il a présenté ses excuses au micro d'**ESPN Brasil**, le 24 mai, expliquant qu'il n'avait pas eu l'intention de s'en prendre à Vinicius, le mal est fait.

Au passage, signale le site d'information **Nius**, le fait que la star du ballon rond Vinicius soit une figure de proue de la sélection du Brésil – “une puissance footballistique qui pèse beaucoup au sein de la Fifa” – risque de ternir la candidature conjointe de l'Espagne, du Portugal et du Maroc pour l'organisation de la Coupe du monde 2030.

El Salto retient que les débats transcendent les frontières du sport : ce qui est arrivé à Vinicius “est un exemple du racisme structurel qui règne en Espagne et dans ses institutions”. Et “la liste est longue”, regrette le média progressiste. Pour éradiquer ce racisme structurel, “il faut reconnaître son existence, écouter ceux qui le dénoncent et promouvoir des lois et des règlements pour le combattre”.

— **Courrier international**

NON

Le problème n'est pas structurel

— **El Confidencial**, extraits (Madrid)

L'Espagne n'est pas un pays raciste. Le monde n'a pas d'elle l'image d'une société raciste. C'est un fait. Par ce qu'il a vécu au stade de Mestalla de Valence le 21 mai, le jeune joueur brésilien Vinicius Júnior est légitime, sans réserve possible, dans sa fureur et dans son indignation. Mais si juste que soit sa colère, il se trompe.

L'Espagne, redisons-le, n'est pas aujourd'hui un pays raciste. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons jamais été un pays raciste ni que nous ne le serons plus jamais. Mais c'est une autre histoire. Entre autres pouvoirs, le football a celui d'amplifier tout ce qui se passe dans un stade. La peau des Occidentaux s'est couverte de tatouages car les sportifs de haut niveau, à commencer par les footballeurs, ont à la fois banalisé et sacralisé cette démarche, celle de transformer son corps en une toile qu'on peut orner des motifs les plus variés.

Ce n'est là qu'un exemple, mais il est révélateur de la puissance du foot comme accélérateur de tendances, dans le champ de la mode mais aussi dans celui des valeurs. La publicité, le nombre de marques désireuses de s'associer à ce sport et la monétisation de tout, absolument tout ce qui tourne autour du ballon rond montrent aussi, s'il le fallait, que peu d'autres disciplines ont une telle capacité à pénétrer dans le quotidien des gens. Voilà pour

“Ce n'était pas la première fois, ni la deuxième ni la troisième. Le racisme est normal en Liga.”

Vinicius Júnior,
JOUEUR BRÉSILIEN DU REAL MADRID

quoi nous nous retrouvons aujourd'hui à parler du racisme de la société espagnole.

Car cette industrie du football s'est mise en branle dimanche 21 mai au soir, pour transformer le cas Vinicius en affaire mondiale. Chaque jour en Espagne, des anonymes vivent des agressions plus graves que ce qui s'est passé au stade de Mestalla, sans recevoir un tel écho. C'est là un pouvoir du football qu'il faut savoir exploiter dans le bon sens. Car si l'Espagne n'est pas un pays raciste, de nombreux Espagnols le sont. C'est indéniable. Ils sont très nombreux. Mais pas au point qu'on puisse voir dans les théories raciales un signe distinctif de l'identité espagnole.

Ce qui s'est passé dimanche à Valence est une honte. Et, chaque fois qu'ont lieu des événements de ce type (Vinicius n'étant pas le premier ni le dernier à les subir), il est parfaitement justifié de débattre des moyens que nous avons d'aller plus loin encore dans la lutte contre le racisme. Il est en revanche absurde d'utiliser l'attitude d'une minorité de supporters (ceux de Valence, en l'occurrence) pour étayer des thèses maximalistes sur un prétendu racisme profond des Espagnols.

Il existe bien des façons de pourrir d'emblée un débat. On peut notamment ériger en généralité un fait qui, sans être anecdotique, est pourtant tout sauf monnaie courante. Dire que l'Espagne est un pays raciste a autant de sens que d'assurer l'air contrit que tous les immigrés sont des voyous. Ce sont des affirmations sans fondement. La deuxième, sur les immigrés, est bien la pire, puisqu'elle vient diaboliser toute une communauté, quand la première prétend nous pousser à nous

améliorer en nous faisant violence. Mais les deux phrases sont tout aussi fausses l'une que l'autre.

Devant cette affaire, on peut convenir que l'expérience nous montre qu'il reste trop facile d'injurier quelqu'un en raison de la couleur de sa peau quand on est bien dissimulé dans la foule des gradins d'un terrain de foot. Pour autant, nous sommes à ce jour suffisamment bien équipés en matière de droit (avec la loi du sport, ou le crime de haine, inscrit dans le Code pénal) pour que cela n'ait rien d'une fatalité.

De même, on peut déplorer que les consignes restent trop laxistes en matière d'identification des supporters coutumiers des comportements délictueux (dont fait partie l'injure raciste) et des incivilités. Et il y aurait un troisième point à aborder, à savoir la frilosité des instances du football à recourir aux outils dont elles disposent en matière de coercition et de dissuasion, tels que la suspension de match ou le retrait de points. Ainsi le raciste n'aurait-il pas seulement à redouter la loi, mais il aurait aussi et surtout à craindre son coreligionnaire et voisin de stade.

Voilà autant de sujets pertinents dont on peut discuter. Mais en aucun cas cette discussion ne doit avoir pour postulat de départ que l'Espagne est un pays complice de racisme, voire un pays purement et simplement raciste, comme l'a affirmé la star du Real Madrid. Un pays où il y a des racistes n'est pas un pays raciste. Vinicius a tout à fait le droit de penser le contraire – il ne manquerait plus qu'il n'en ait pas le droit. Il garde toute notre empathie et notre solidarité. Mais le fait d'être victime, et d'être en colère, ne suffit pas à lui donner raison.

— **Josep Martí Blanch**,
publié le 23 mai



SOURCE

EL CONFIDENCIAL

Madrid, Espagne

elconfidencial.com

Fondé en 2001, ce site

madrilène – lancé dans

un garage de la banlieue

de Madrid – se définit comme

“le journal [numérique] qui

s'adresse à ceux qui ont de

l'influence”. Il se situe au centre

droit de l'échiquier politique.

Le Monde

NATIONAL
GEOGRAPHIC

HISTOIRE
& CIVILISATIONS

HISTOIRE & CIVILISATIONS

N° 95
JUN
2023

SICILE

DES COLONIES GRECQUES
AU DÉBARQUEMENT ALLIÉ

&

BOUDDHISME
Une rencontre ambiguë
avec l'Occident

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
et sur boutique.histoire-et-civilisations.com

d'un
continent
à l'autre.
amériques



Asie	12
Moyen-Orient...	16
Europe	18
France	22
Afrique	24

Canada. Le “temps du feu” est arrivé

Au début de mai, la province de l'Alberta a connu des incendies dévastateurs qui s'étendent désormais à d'autres provinces. Une situation dramatique mais loin d'être “sans précédent”, rappelle cet écrivain établi à Vancouver, qui pointe du doigt le rôle des activités humaines dans le dérèglement climatique.

→ Dessin de Falco, Cuba.



—The Globe and Mail,
extraits (Toronto)

Nous étions à peine en mai que près de 30 000 personnes avaient déjà dû être évacuées à cause de dizaines d'incendies ravageurs dans la province de l'Alberta. Le bilan des destructions ne cessait de s'alourdir et, dans la bouche des responsables politiques, on entendait des termes comme “sans précédent”.

Sans précédent ? Où étaient-ils en 2017, quand la Colombie-Britannique a connu la pire saison d'incendies jamais enregistrée, qui a causé quatre tempêtes de pyrocumulonimbus simultanées ? Où étaient-ils en 2016, quand la ville de Fort McMurray a brûlé des jours durant en même temps que 6 000 km² de forêt ?

Non, la situation actuelle n'est pas sans précédent. Suis-je en colère ? Oui. À la fin des années 1970, les experts d'Exxon eux-mêmes prédisaient que l'augmentation du CO₂ d'origine industrielle ne se fondrait bientôt plus dans le “bruit” des fluctuations climatiques imprévues et serait mesurable à travers la hausse des températures mondiales, tout particulièrement dans les latitudes élevées comme celles du Canada.

J'ai commencé l'écriture de mon dernier livre, *Fire Weather*, en 2016, quelques jours seulement après que Fort McMurray a disparu dans un pyrocumulonimbus de 14 kilomètres de hauteur provoqué par les incendies.

Hors norme. Déjà à l'époque j'avais compris que si un incendie pouvait causer de tels ravages dans une ville prospère de la région subarctique, alors que les lacs étaient encore gelés et la rivière Athabasca bordée de blocs de glace, il était facile d'imaginer les dégâts qu'un feu de ce genre pourrait causer dans des villes plus au sud, où les constructions en bois abondent, comme Vancouver, ou dans les zones périurbaines où

vivent actuellement la moitié des Canadiens et un tiers des Américains.

Cela fait plus d'un demi-siècle que la menace est connue, et elle s'abat aujourd'hui sur nous avec une fureur redoublée. La saison des grands incendies est de plus en plus longue, et les feux de plus en plus destructeurs. C'est ce que j'appelle “les feux du xx^e siècle”, parce



TRIBUNE

que c'est avec le nouveau siècle que les incendies sont devenus hors norme. Avant l'an 2000, les tempêtes de feu des pyrocumulonimbus étaient des phénomènes extrêmement rares. Aujourd'hui,

elles sont monnaie courante. L'Alberta en a connu plusieurs durant la seule première semaine de mai.

Au Canada et ailleurs, les incendies étaient généralement associés aux régions rurales. Mais comme on a pu le voir ces dernières années en Australie, aux États-Unis et ailleurs, les villes sont de moins en moins à l'abri.

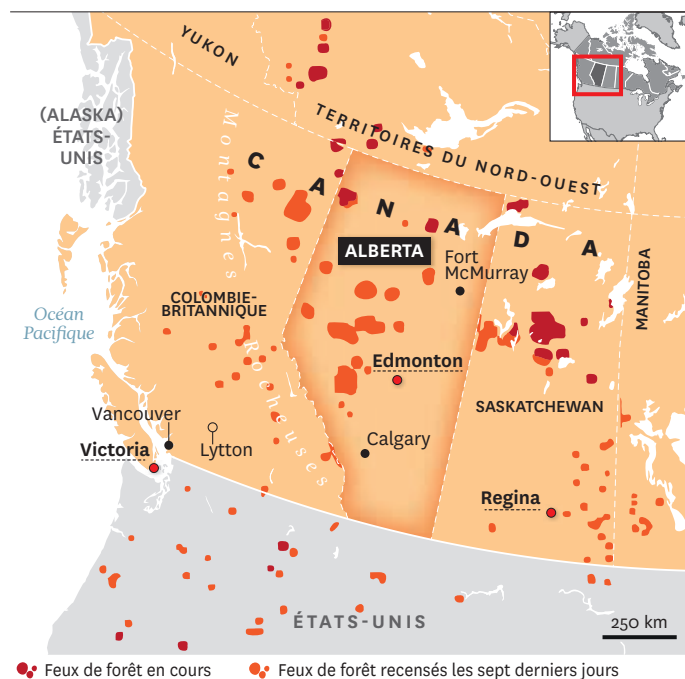
Les feux du xx^e siècle présentent une autre particularité : le 3 mai 2016, à Fort McMurray, le mercure affichait 6 degrés de plus que le dernier record de température, et le taux d'humidité relative n'était plus que de 12 % – un niveau inférieur à celui de la Vallée de la Mort, aux États-Unis. Il n'y avait plus qu'à allumer la mèche. À Fort McMurray, les flammes sont

**Notre civilisation
carburant à l'énergie
fossile est devenue
son propre volcan.**

devenues si hautes si vite qu'elles ont dévoré la ville en un après-midi. Les habitants ont fui dans des conditions apocalyptiques.

L'exode du 3 mai 2016 a été le plus grand déplacement de population jamais provoqué par un incendie à l'époque moderne. Le feu a résisté si longtemps et provoqué un tel niveau de dévastation que la ville a été fermée aux habitants pendant un mois entier.

À l'aube des temps, seuls les volcans, les séismes ou la colère des dieux étaient capables d'engendrer un déchaînement d'énergie aussi apocalyptique. Aujourd'hui, après deux cents ans de combustion continue, notre civilisation carburant à l'énergie fossile est



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU CANADA

devenue son propre volcan.

Qu'est-ce que cela veut dire ? On comprend mieux le poids de notre civilisation pyromane quand on se débarrasse des euphémismes comme « énergies fossiles », « charbon », « pétrole et gaz » pour désigner l'énergie fondamentale de nos sociétés par son vrai nom : le feu.

À l'heure actuelle, le feu est notre moteur, celui qui nous libère, qui nous enrichit, et qui pose cette question brûlante : qui est le maître aujourd'hui ?

Des incendies apparaissent là où il n'y en avait jamais eu : au Groenland, dans le Haut-Arctique et dans les forêts humides de Colombie-Britannique, jusqu'au Brésil. En 2021, même l'Agence internationale de l'énergie (AIE) – pourtant amie des industries fossiles – a dit stop ! Si nous voulons maintenir un semblant de stabilité climatique, il est impératif d'arrêter tout projet d'exploitation d'énergies fossiles immédiatement. Si l'AIE se met à paniquer, c'est que l'heure est grave.

Avec nos voitures, nos cuisinières et nos chauffages, nous sommes des centaines de millions d'êtres humains à vivre plus confortablement que les empereurs de naguère. Sauf qu'aujourd'hui ce ne sont pas des esclaves ou des animaux qui travaillent pour nous, mais des machines alimentées par le feu. La plupart des Canadiens commandent ainsi une armée d'esclaves invisibles. Imaginez combien de chevaux il faudrait pour tracter à près de 100 km/h un

minivan de 2 tonnes de Toronto à Ottawa. Des prouesses d'ingénierie nous permettent d'ignorer la tempête d'explosions qui se déchaîne sous notre capot. De même que nous n'avons pas conscience des 100 kilos de CO₂ que nous laissons derrière nous au cours d'un trajet comme celui-là.

Nous sommes des milliards à pratiquer ces activités. Près de 3 milliards d'humains se chauffent et cuisinent encore à la flamme. Dans les pays riches, on compte des centaines de millions de cuisinières, de bouilloires et de chaudières. La liste des activités s'appuyant sur le feu est longue : les guerres et les ordures sont sources de nombreux incendies ; de même que l'agriculture sur brûlis et les raffineries de pétrole.

Pollution. Dans l'Alberta, l'industrie du pétrole bitumineux brûle plus de 57 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour juste pour séparer le bitume du sable. Le Canada est le cinquième producteur mondial de gaz naturel ; en 2017, près d'un tiers de la production nationale de gaz a servi à faire du pétrole bitumineux. Et, même après cette dissipation colossale d'énergie, le produit obtenu doit encore être traité à grand renfort de procédés énergivores pour être utilisable. Pour rappel, le gaz naturel est à 80 % constitué de méthane, un gaz à effet de serre 50 fois plus nocif que le CO₂.

Nous en sommes déjà à plusieurs milliards de feux quotidiens d'origine anthropique. Mais c'est quand je me suis penché sur le nombre de moteurs que les chiffres sont vraiment devenus vertigineux. On dénombre à l'échelle planétaire plus de 1 milliard de voitures, 250 millions de camions, 200 millions de motos, 25 000 avions de passagers et 50 000 bateaux cargos (dont un tiers sert à transporter du carburant). En tout, plusieurs centaines de milliards de combustions individuelles – aussi innombrables que les étoiles dans le ciel.

Chacune produit du CO₂ qui reste sur Terre (et, non, les techniques de stockage du carbone n'y changeront rien). Une partie est absorbée dans les roches calcaires par un processus d'altération chimique, mais l'essentiel du CO₂ d'origine anthropique est absorbé par les océans ou libéré dans l'atmosphère, où il reste actif pendant des décennies, voire des siècles.

Résultat, si vous extrayez, raffinez et brûlez des substances toxiques comme le charbon, les sables bitumineux, le pétrole ou le gaz au rythme où nous le faisons, décennie après décennie, préparez-vous à voir votre environnement changer. Le taux de CO₂ dans l'atmosphère est 50 % plus élevé qu'à l'époque préindustrielle, et il affecte absolument tout.

Fire weather n'est pas seulement devenu le titre de mon livre,

c'est aussi un terme technique. Le ministère des Ressources naturelles du Canada utilise cet « indice forêt météo » pour évaluer le risque d'incendie. À Fort McMurray, cet indice a grimpé à 42, un record, bien au-dessus du niveau « extrême ». En Colombie-Britannique, pendant le dôme de chaleur de 2021, il est monté encore plus haut. Voilà qui était vraiment « sans précédent ».

Dans le monde entier, les services météorologiques s'échinent à trouver de nouveaux adjectifs et de nouvelles couleurs pour désigner ces nouveaux extrêmes de

Le feu est notre moteur, celui qui nous libère, qui nous enrichit. Qui est le maître aujourd'hui ?

températures, d'inflammabilité, de précipitations et de montées des eaux. C'est le climat inflammable d'une nouvelle planète – celle que nous avons faite.

Dans cet environnement combustible que les pays riches ont imposé au monde entier, le Canada a des responsabilités à assumer. Les émissions de CO₂ du Canada continuent d'augmenter, alors que celles des autres pays du G7 déclinent. Le pays se place toujours sur le podium mondial en matière d'émissions par habitant.

Il est incontestable que nos compagnies pétrolières et nombre de nos responsables politiques ont activement œuvré pour retarder tout progrès vers la transition énergétique.

Nous devons réduire nos émissions aussi vite que possible si nous voulons limiter les dégâts déjà considérables causés par le dérèglement climatique. Faute de quoi, voici ce qui se passera : pendant le dôme de chaleur qui s'est abattu sur la côte ouest du Canada en juin 2021, plus de 600 personnes sont mortes à cause de la canicule – le phénomène climatique le plus meurtrier de l'histoire du Canada. Dans le même temps, le village de Lytton, en Colombie-Britannique, a battu le record national de chaleur pendant trois jours d'affilée. Le lendemain, un incendie provoqué par des étincelles au passage d'un train, a réduit la commune en cendres en seulement trente minutes. Plus de 500 bâtiments ont été détruits, et 2 personnes sont mortes. À l'époque, Jan Polderman, alors maire de Lytton, a déclaré : « J'ai 60 ans, et je pensais que le réchauffement climatique était le problème des générations futures. Aujourd'hui, je suis le maire d'une commune qui n'existe plus. »

Voilà l'avenir. Trop de Canadiens ont déjà subi les ravages de ces incendies dont nous sommes responsables.

—John Vaillant, publié le 19 mai

L'auteur

JOHN VAILLANT

Né aux États-Unis et installé à Vancouver depuis 1998, John Vaillant est romancier et essayiste. Longtemps reporter pour des titres prestigieux comme *The New Yorker* ou *The Atlantic*, il est l'auteur de plusieurs romans et essais, dont *L'Arbre d'or. Une histoire mythique dans les forêts canadiennes* (Noir sur blanc, 2014), *Les Enfants du jaguar* (Buchet Chastel, 2016) et *Le Tigre* (Noir sur blanc, 2011, pour lequel il a reçu le prix Nicolas-Bouvier). Son dernier livre, *Fire Weather. The Making of a Beast* (pas encore traduit en France), porte sur l'incendie monstre survenu à Fort McMurray en 2016 et vient tout juste de paraître au Canada.

Pétrole contre environnement

●●● Alors que des dizaines d'incendies continuent de ravager les forêts de l'Alberta – « plus de 1 million d'hectares ont brûlé jusqu'à présent », écrit **The Globe and Mail**, les feux continuent de s'étendre au Canada : ils touchent désormais la Nouvelle-Écosse, dans l'extrême est du pays, où plus de 10 000 personnes ont dû être évacuées. À la date du 30 mai, les incendies menaçaient même Halifax, la capitale de cette province. Sur la côte ouest, la Colombie-Britannique compte plusieurs brasiers, tandis que dans l'Alberta, province pétrolière toujours

en proie aux flammes, les élections provinciales qui se sont tenues le 29 mai se sont soldées par un statu quo, puisque le Parti conservateur uni de la Première ministre, Danielle Smith, l'a emporté. Alors que les feux faisaient rage pendant la campagne électorale, les deux grandes formations en lice dans la province, le Parti conservateur uni (droite) et le Nouveau Parti démocratique (gauche), « ont tout bonnement ignoré la question du réchauffement climatique et le devoir de l'Alberta de s'y attaquer », déplore le site de gauche **The Tyee**.



asie

Corée du Sud.

Comment trouver le bonheur dans le célibat

Marginalisées, les femmes coréennes sans époux tentent d'améliorer leur qualité de vie dans un système qui ne leur est pas favorable, explique l'ancienne vice-ministre des Femmes et des Familles.



IKON IMAGES

—Sisa In, extraits (Séoul)

Six ans après *Isanghan Chongsang Kajok* [“Une drôle de famille normale”, inédit en français], consacré à la question de la famille, notamment aux droits des enfants, Kim Hee-kyung, ancienne journaliste sud-coréenne, vient de faire paraître un nouvel ouvrage, intitulé *Aging Solo* [“Vieillir seul”, inédit en français]. L'apologie d'une vie solitaire

de la part d'une spécialiste de la famille, alors que le pays connaît un taux de natalité de 0,78, le plus bas jamais connu.

En 2020, alors que M^{me} Kim était la vice-ministre des Femmes et des Familles sud-coréenne [ministère dont la suppression est évoquée sous l'actuel gouvernement conservateur de Yoon Suk-yeol], l'Institut sud-coréen des statistiques a émis un rapport sur l'évolution démographique, selon

lequel les foyers composés d'une seule personne avaient dépassé les 30 % en 2019. Cependant, M^{me} Kim a trouvé absurde et inexacte l'analyse fondée sur le rapport au mariage considéré comme la “norme” : parmi ces personnes isolées, on recensait aussi bien les jeunes qui n'étaient pas encore mariés, les moins jeunes qui avaient divorcé et les personnes âgées qui avaient perdu leur conjoint ; tous les autres

cas de foyers composés d'une personne seule apparaissaient comme “anormaux”.

Vivant elle-même seule depuis vingt ans, elle a rencontré dix-neuf femmes âgées de 40 à 64 ans vivant seules. Elle savait ce nombre insuffisant pour définir un archétype, mais elle a mené à bien son projet pour montrer les aspects positifs de ce choix de vie.

SISA IN : Dans votre livre, vous ne parlez que de femmes...

KIM HEE-KYUNG : Au départ, je voulais faire deux parties, l'une consacrée aux hommes, l'autre aux femmes. Après avoir rencontré sept femmes, j'ai interviewé deux hommes, âgés respectivement d'une quarantaine et d'une cinquantaine d'années. Mais je suis vite arrivée à la conclusion qu'il n'était pas possible de traiter les deux sexes dans un même ouvrage, tant ils avaient des idées différentes sur tous les sujets : l'amitié, l'entraide, l'amour, la mort, etc. Les hommes répondaient presque systématiquement que tous leurs problèmes allaient se résoudre quand ils se marieraient.

J'ai voulu laisser s'exprimer au maximum les personnes que j'ai interrogées pour montrer que le célibat était aussi parfois voulu. Une des personnes interviewées m'a expliqué qu'elle était arrivée à sa situation actuelle de manière naturelle. “Les gens pensent que la norme est de se marier et que ne pas s'y conformer constitue un choix, mais c'est plutôt le contraire. Le choix, c'est quand on décide de faire quelque chose. Je n'ai pas choisi le célibat, je n'ai simplement jamais pensé au mariage, et cela a toujours été ainsi”, m'a-t-elle dit. D'après elle, il fallait donc questionner les motivations de ceux qui s'étaient mariés et non de ceux qui n'avaient pas franchi le cap. Le célibat n'est ni un échec ni l'expression d'un sentiment de supériorité, mais souvent un état dans lequel on se retrouve, comme ça, de façon assez naturelle.

Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

On n'a pas pensé à se marier, parce qu'on avait d'autres préoccupations, professionnelles par exemple, ou parce qu'on devait s'occuper d'un proche, ou simplement parce que l'option mariage ne faisait pas partie d'une quête

identitaire. Il y a des femmes qui refusent la pression et l'injustice dont elles sont souvent victimes en étant mariées dans une société patriarcale, mais la plupart des femmes que j'ai interrogées ont répondu qu'elles étaient plutôt restées célibataires naturellement, à force de privilégier les valeurs qui leur étaient chères.

Il me semble pourtant que le célibat constitue un choix plus volontaire chez les femmes plus jeunes.

En effet, il y a une différence selon l'âge. La première génération de femmes ayant choisi le célibat est composée de celles qui sont nées après 1970, devenues adultes dans une Corée démocratisée, qui ont bénéficié d'une éducation de haut niveau et voyagé à l'étranger. Elles ont pu remettre en cause la pratique du mariage et rêver de sortir de ce système.

De nos jours, certaines femmes de 20 à 40 ans vont jusqu'à officialiser leur célibat à travers une cérémonie. Ce sont les conséquences du féminisme né du mouvement #MeToo, et d'événements comme le féminicide commis en 2016 dans des toilettes près de la station de métro Gangnam, à Séoul. C'est cette deuxième génération qui a popularisé le célibat féminin.

On dit souvent que les gens ont peur de vieillir seuls. Mais certains sondages ont récemment prouvé le contraire.

D'après un rapport récent sur les foyers composés d'une seule personne, la solitude constitue le principal problème chez – dans l'ordre décroissant – les hommes de 30-39 ans, ceux de 20-29 ans et de 40-49 ans, ceux de 50-59 ans et chez les femmes de 30-39 ans. Autrement dit, ce sont les hommes qui en souffrent le plus, et surtout les hommes jeunes. Dans mon cas aussi, n'avoir personne avec qui partager mes idées et mes sentiments m'a donné un grand sentiment de solitude lorsque j'étais jeune. Il s'agissait en fait d'une sorte d'angoisse existentielle. D'après l'enquête de la sociologue japonaise Ueno Chizuko, les personnes âgées qui souffrent le plus de la solitude seraient celles habitant sous le même toit que des proches avec lesquels elles ne s'entendent pas. Le taux de satisfaction est beaucoup plus élevé

✍ *Dessin de Trina Dalziel, Royaume-Uni.*

chez les personnes âgées vivant sans leurs enfants. Par ailleurs, la solitude devient supportable quand on entretient un minimum de liens sociaux.

Quelles sont les caractéristiques des liens sociaux des femmes célibataires ?

Elles disposent d'un assez large réseau d'entraide et d'amitié. Aucune des interviewées n'était complètement isolée. "Quand on est seule, plutôt qu'un secteur équipé d'un tas de caméras de surveillance, il faut choisir comme lieu de vie un quartier où on retrouve des visages familiers", m'a expliqué l'une d'elles. Elle cultive un potager avec des voisines et participe à d'autres activités collectives, ce qui lui permet de s'attacher à son quartier. Elle en est arrivée à se sentir fière de son lieu de vie grâce aux relations qu'elle a pu nouer avec ses voisines.

Un autre exemple est l'association Bibi, qui existe depuis 2003 dans la ville de Jeonju. Les membres sont des femmes vivant seules qui partagent de nombreuses activités : écrire, faire du sport, aider les personnes âgées, etc. Lorsque l'une d'elles a eu un cancer, tout le monde a commencé à étudier la maladie et la façon de vivre avec. L'originalité de l'association Bibi est qu'elle n'impose aucune règle. Les participantes se répartissent les tâches spontanément et sont attentives les unes aux autres. Ce sont des camarades, des amies, une famille en somme.

Ces personnes qui vivent en solitaire semblent très inventives, mais quelquefois le système ne leur facilite pas la vie.

En Corée, les hôpitaux et les cliniques exigent qu'un patient soit représenté par un membre de sa famille [dont la présence est requise en cas d'hospitalisation] pour se couvrir en cas d'accident médical, alors qu'une telle obligation n'est pas stipulée par la loi. On relève aussi des absurdités dans la politique gouvernementale du logement, qui ne garantit pas le même droit à tout le monde [pour l'accès au logement social]. Ainsi, les personnes qui sont mariées et qui ont des enfants sont prioritaires par rapport aux personnes seules. Comme le dit la sociologue

américaine Bella DePaulo, les institutions véhiculent des messages qui disent que, en tant que personne seule, vous ne méritez pas d'être protégé par les mêmes lois que les personnes mariées; que quelqu'un qui compte pour vous ne peut avoir les droits qu'il aurait s'il était vraiment votre conjoint; que vous devez prendre en charge tous les frais, les avantages étant généralement réservés aux couples.

Pourquoi la famille est-elle toujours aussi importante dans la société coréenne ?

L'importance de la cellule familiale s'intensifie en cas de crise sociale, comme la guerre ou la famine. Quelque part, la Corée du Sud est une société qui manque d'humanité, et où la vie est toujours difficile à cause de la compétition. La société d'analyse de données massives Ars Praxia a récemment rendu publics les résultats d'une comparaison entre les interviews de 100 Européens du Nord et les quelque 40 000 textes publiés sur la plateforme coréenne de blogs Brunch : beaucoup d'Européens s'exprimaient sur leur bonheur en lien avec celui des autres, tandis que pour les Coréens le bonheur était souvent celui de leur famille. Les termes comme "moi" et "les autres" étaient largement remplacés par "ma famille". Or si la quête du bonheur se fait à travers la cellule familiale, il arrive aussi que celle-ci se trouve à l'origine d'un malheur. Par ailleurs, l'égoïsme familial est nuisible à la société, se développant en une sorte de lutte des classes entre les catégories sociales et économiques auxquelles appartiennent les différentes familles.

maient sur leur bonheur en lien avec celui des autres, tandis que pour les Coréens le bonheur était souvent celui de leur famille. Les termes comme "moi" et "les autres" étaient largement remplacés par "ma famille". Or si la quête du bonheur se fait à travers la cellule familiale, il arrive aussi que celle-ci se trouve à l'origine d'un malheur. Par ailleurs, l'égoïsme familial est nuisible à la société, se développant en une sorte de lutte des classes entre les catégories sociales et économiques auxquelles appartiennent les différentes familles.

Voulez-vous dire que la pensée du bien-être doit se fonder sur les individus et non sur les familles ? Il me semble qu'il reste du chemin à parcourir...

On peut imaginer des mesures passerelles. Par exemple, en permettant aux gens de prendre un congé pour s'occuper non seulement d'un membre de leur famille, mais aussi d'une personne qu'ils considèrent comme tel. Le gouvernement a tout à y gagner, puisque cela va lui

permettre de faire des économies sur les ressources nécessaires pour les gens sans famille. Il en va de même pour les impôts. Les gens qui s'entraident en formant une communauté doivent pouvoir bénéficier d'une réduction fiscale. Il faut progressivement reconnaître de nouvelles formes de liens sociaux.

De quoi les gens qui vieillissent seuls ont-ils le plus besoin en ces temps de "chacun pour soi" ?

Chacun doit pouvoir désigner une personne hors de sa famille comme un proche. Lors de la dernière campagne présidentielle, le Parti démocrate avait promis de mettre en place un système de ce type, même s'il ne l'avait pas encore vraiment défini, mais le débat social a disparu après l'élection des conservateurs. Or c'est une question très importante pour les personnes vieillissant seules.

Pensez-vous que la rédaction de cet ouvrage vous a changée ?

Quand je me suis occupée de mon père, qui n'avait plus toute sa tête, j'ai été submergée par une immense angoisse, me disant que je n'aurais pas d'enfant pour s'occuper de moi si un jour je me retrouvais dans le même état. Cette angoisse s'est énormément apaisée au cours des interviews que j'ai réalisées pour écrire ce livre. J'ai obtenu des éléments de réponse aux questions qui me taraudaient, et j'ai compris que je devais prendre le temps de réfléchir pour trouver les solutions.

— **Propos recueillis par Kim Ta-un,** publié le 10 avril

SOURCE

SISA IN
Séoul, Corée du Sud
Hebdomadaire
sisain.co.kr

Le titre a été créé en septembre 2007 par des journalistes qui ont quitté l'hebdomadaire Sisa Journal au terme d'un conflit provoqué par la censure imposée par les gestionnaires au sujet d'un reportage sur le groupe Samsung. Cette organisation tient désormais à son indépendance, l'actionnaire principal ne pouvant posséder plus de la moitié des actions.

Le mariage, une option qui séduit de moins en moins

●●● D'après "Les indices sociaux de la Corée du Sud 2022", publiés par l'Institut sud-coréen des statistiques, seuls 50 % des Sud-Coréens de plus de 13 ans considéreraient le mariage comme indispensable dans leur vie. Cette réponse concernerait 55,8 % des hommes et 44,3 % des femmes. Le phénomène inquiète particulièrement dans cette société où il n'est pas d'usage qu'un couple ait des enfants sans être marié - cela ne représentait que 2,5 % des naissances en 2020, contre 62,2 % des naissances en France à la même période, d'après le quotidien **Segye Ilbo**. "L'avenir de notre pays est sombre avec cette tendance des jeunes à rechigner au mariage, qui s'ajoute à un taux de natalité très bas qui ne date pas d'hier", conclut l'hebdomadaire **Sisa On**. Les difficultés à trouver un emploi stable et à gagner son indépendance économique expliqueraient en grande partie le phénomène : "Pour un jeune qui débute sur le marché du travail, il est difficile d'envisager un mariage - qui implique des frais importants, notamment pour le logement, dont les prix sont en augmentation - en plus de son prêt étudiant." La réticence serait nettement plus claire chez les jeunes femmes. "La moitié des femmes de 20 à 39 ans pensent que ni le mariage ni les enfants ne sont importants", précise le journal, qui rappelle la difficulté pour une femme de mener en parallèle une vie professionnelle et l'éducation de ses enfants. "Elles ont du mal à réclamer les congés auxquels elles ont pourtant droit, car le risque de discrimination pour la suite de leur carrière est aussi implicite que réel."



ENTRETIEN



SOURCE

SISA IN
Séoul, Corée du Sud
Hebdomadaire
sisain.co.kr

Le titre a été créé en septembre 2007 par des journalistes qui ont quitté l'hebdomadaire Sisa Journal au terme d'un conflit provoqué par la censure imposée par les gestionnaires au sujet d'un reportage sur le groupe Samsung. Cette organisation tient désormais à son indépendance, l'actionnaire principal ne pouvant posséder plus de la moitié des actions.



Courrier international

Le mode sombre
Le Réveil Courier
L'horoscope
de Rob Breznsy

Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design
Vos articles en favoris
Le meilleur de la presse étrangère



L'appli qui met tout Courier international dans votre poche

ILLUSTRATIONS JOEP BERTRAMS, VÉRANE COTTIN

RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et explorez six régions suisses dessinées.

2

Dans chaque carte, **choisissez votre parcours** et tentez d'atteindre la destination finale indiquée au début du jeu.

3

Si vous réussissez, vous obtiendrez un tampon dans votre carnet de voyage.

4

Une fois les six tampons obtenus, vous deviendrez Aventurier.e d'or.

5

Six Aventurier.e.s d'or **seront tiré.e.s au sort**.

Chacun.e gagnera un voyage pour deux personnes en Suisse.

6

À partir du 15 juin, toutes les régions seront disponibles.

DESTINATION À TROUVER DANS LA RÉGION DU TESSIN



Les grottos à Lavertezzo

Construites à l'origine pour le stockage des aliments, ces caves de pierre naturelle incarnent aujourd'hui la tradition culinaire tessinoise. Restaurants reconnus pour leur excellente cuisine, les grottes offrent une vue sublime sur une vallée ou un lac.

TOUTES LES RÉGIONS DISPONIBLES LE 15 JUIN

Jouez dès maintenant sur :
evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



© ALESSO PIZZICANELLA

ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

À l'image d'une course d'orientation, partez à la découverte de la Suisse à la recherche du bon itinéraire. Berne, Valais, Fribourg, Jura & Trois-Lacs, Vaud, Tessin, toutes les deux semaines, explorez une des six régions suisses dans un décor immersif et interactif 100 % illustré. Six participants seront tirés au sort et remporteront chacun un incroyable voyage pour deux personnes !

30 mars — Région de Berne

6 avril — Région Jura & Trois-Lacs

20 avril — Région du Valais

4 mai — Région de Fribourg

18 mai — Région de Vaud

1^{er} juin — Région du Tessin

15 juin — Accès aux 6 régions

10 juillet — Annonces des 6 gagnants





Suisse.



TESSIN. La vallée la plus sauvage de Suisse

Le val Onsernone est parfois décrit comme la vallée la plus sauvage de Suisse. Du fait de son orientation est-ouest, chaque flanc a son propre microclimat et sa flore particulière.

Les dix villages du val Onsernone, dans le canton du Tessin, le plus méridional de Suisse, sont reliés par une unique route qui semble à peine plus large qu'un bras tendu. Il y aurait, dit-on, 300 virages entre Auressio, au fond de la vallée, près de Locarno, et Spruga, au sommet, où la route disparaît juste avant la frontière italienne.

Depuis une centaine d'années, à mesure que l'agriculture disparaissait, les espaces sont devenus des laboratoires de reboisement et ont été rendus à leur état originel. Que ce soit ou non la vallée la plus sauvage de Suisse, le val Onsernone est très certainement plus sauvage aujourd'hui qu'il ne l'a été depuis que les humains se sont établis ici au Moyen Âge.

UNE VALLÉE "PROVOCANTE" ET "DISSUASIVE"

Parmi les rares habitants de cette vallée italophone qui vivent encore de la terre, Eva Clivio est conseillère municipale et éleveuse de chèvres. En été, elle quitte sa ferme en bordure de la rivière Vergeletto pour emmener son troupeau vers les hautes prairies d'alpage – à deux bonnes heures de marche forcée, dans

une zone blanche de la carte. Je lui demande en quoi le val Onsernone est à son sens différent des autres vallées de la région. "Il est plus sauvage, me répond-elle. Il a quelque chose de provocant, d'attirant et, pour certains, de dissuasif."

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le val Onsernone était un important centre de production et de tressage de la paille. À sa grande époque de prospérité, ce secteur a fait vivre les habitants de la région et permis à d'autres entreprises locales de se développer. Durant son âge d'or, dans les années 1870, la vallée comptait près de 4000 habitants. Il en reste aujourd'hui moins de 800. Le collège a fermé. L'école primaire n'accueille plus que 12 élèves. Le plus gros employeur de la vallée est la maison de retraite de Russo. Près de 80 % des logements habitables appartiennent à des riches qui vivent dans d'autres régions de Suisse. Beaucoup de ces maisons de villégiature restent vides toute l'année.

Mike Keller est né à Crana et est de ces enfants du pays qui ont quitté la vallée – les *Aussteiger*, ou "décrocheurs". Rentré au pays en 2016 après avoir passé le plus clair de sa vie à l'étranger, il gère aujourd'hui 25 locations de vacances et trois

auberges, dont la très chic Villa Edera à Auressio, où je l'ai rencontré. Comment explique-t-il qu'en 2018, après une campagne serrée, les habitants aient rejeté la proposition de faire de la vallée un parc national ? L'idée était pourtant bonne, non ? "Il faut se rappeler que cette communauté est majoritairement constituée de gens pauvres qui rechignent à prendre des risques, me répond-il. Ils redoutaient qu'un afflux de touristes mette à rude épreuve les infrastructures limitées de la vallée, ce qui peut se comprendre. Le bruit et le stationnement sont deux grandes questions très sensibles, ici. Et il y avait aussi des inquiétudes légitimes sur les dangers auxquels les visiteurs pourraient s'exposer en s'aventurant dans la forêt – les cueilleurs de champignons, des bus entiers d'excursionnistes. Et puis il y a eu l'exemple de Verzasca, une autre vallée à l'est qui, bien qu'elle ne soit pas un parc national, est devenue une victime emblématique de la surfréquentation touristique."

Il n'en reste pas moins convaincu que le tourisme est essentiel pour l'avenir de la vallée.

Steve King - Financial Times

ILLUSTRATION © VERANE COTTINI / PHOTO © ALESSO PIZZICANELLA / GRAPHISME CLAIRE@LULIK.COM

toutes les régions disponibles le 15 juin

evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



Liban. Paradis pénal

Visé par un mandat d'arrêt international, Riad Salamé, le gouverneur de la banque centrale, accusé notamment de détournement de fonds, pourrait bénéficier du fait que le pays n'extrade pas ses ressortissants. Un exemple de plus de l'impunité dont jouissent les puissants au Liban.



—L'Orient-Le Jour, extraits (Beyrouth)

Un gouverneur de banque centrale ciblé par des enquêtes judiciaires dans au moins six juridictions différentes reste – pour l'instant – en poste sans être inquiété. Il continue de gérer, à coups de circulaires et sans plan de sortie, les suites de l'une des pires crises économiques de l'histoire moderne. Une crise qu'il a contribué à créer, lui qui est à la tête de la plus haute institution financière du pays depuis près de trois décennies.

La situation était déjà unique. Depuis mardi [16 mai], elle est devenue rocambolesque, comme “un moussalsal [feuilleton télévisé, en arabe] de chez nous”, souffle un internaute.

[Ce jour-là], quelques heures après une comparution qui n'a jamais eu lieu, la justice française émet un mandat d'arrêt international à l'encontre de Riad Salamé, gouverneur de la Banque du Liban (BDL).

La France est l'un des cinq pays européens à avoir ouvert une

instruction contre l'homme et son entourage pour des charges allant de l'enrichissement illégitime au détournement de fonds, en passant par l'évasion fiscale.

Après avoir procédé au moins à deux mises en examen, la juge d'instruction de Paris Aude Buresi a confirmé son intention d'envoyer un signal fort en direction des autorités libanaises. Un minisécisme à l'échelle du pays, et au-delà, alors que la décision française pourrait compliquer les déplacements de Salamé à l'étranger.

Pour l'heure, l'affaire est suspendue à plusieurs inconnues. Riad Salamé peut encore réagir – il a annoncé son intention de faire appel. Le ministre de l'Intérieur sortant, Bassam Maoulouli, a affirmé mardi [16 mai] que le gouverneur ne pourrait pas être arrêté ni poursuivi au Liban, en l'absence d'un mandat d'arrêt diffusé par Interpol. L'émission de ce dernier [qui a eu lieu deux jours plus tard] entraînera-t-elle automatiquement une coopération de la part des autorités libanaises [qui, traditionnellement, refusent d'extrader leurs ressortissants]?

Chanez Mensous, responsable “plaidoyer et contentieux” au sein de l'ONG française Sherpa, à l'initiative d'une plainte en France et au Luxembourg contre Salamé, note : “Symboliquement, il s'agit d'une étape importante, qui montre à quel point les faits sont graves aux yeux de la justice française.”

Une étape importante, mais pas inédite. Plusieurs mandats d'arrêt avaient déjà été émis à l'encontre de personnalités libanaises de premier plan.

Un autre mandat d'arrêt émis en Allemagne

●●● La pression sur Riad Salamé, qui nie les accusations contre lui, s'est accentuée. Le 23 mai, la procureure générale de Munich a également émis un mandat d'arrêt contre lui. À la tête de la banque centrale depuis trente ans, Salamé, de par ses liens privilégiés avec la classe dirigeante, bénéficie d'une certaine indulgence, même si des ministres et députés ont réclamé qu'il soit démis de ses fonctions. La justice libanaise lui a interdit le 24 mai de quitter le territoire libanais et a saisi ses deux passeports, libanais et français. Une décision qui l'empêche de comparaître à l'étranger, et qui est perçue par certains comme une façon de le protéger.

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

À la suite d'une demande du Tribunal spécial pour le Liban, chargé d'enquêter sur l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, Interpol émet en 2011 un mandat d'arrêt international à l'encontre de quatre suspects : Moustafa Badreddine, Salim Ayyash, Assad Sabra et Hussein Anaissi. Tous sont membres du Hezbollah, et aucun ne sera arrêté par la justice locale.

En mai 2022, le Liban reçoit une notice rouge d'Interpol, sur la base du mandat d'arrêt international émis par la justice française à l'encontre de Carlos Ghosn, ancien patron de Renault-Nissan réfugié au Liban depuis décembre 2019.

À chaque fois, la justice libanaise n'a pas coopéré. En refusant d'extrader ses citoyens, elle a permis aux personnes recherchées d'échapper aux poursuites.

“Malheureusement, le pays adopte de plus en plus un système d'impunité, où personne n'a de comptes à rendre – cela s'applique à toutes sortes de crimes graves, à commencer par la double explosion au port de Beyrouth. [En effet,] l'ancien ministre Youssef Fenianos et l'actuel député Ali Hassan Khalil continuent de jouir de leur liberté malgré les mandats d'arrêt [locaux] émis à leur encontre”, rappelle Nizar Saghieh, avocat et directeur de l'ONG [juridique libanaise] Legal Agenda.

Plusieurs personnalités politiques ont été mises en cause dans l'explosion ayant coûté la vie à plus de 220 personnes le 4 août 2020, mais la procédure reste bloquée en raison des nombreux recours déposés par de hauts responsables poursuivis dans le cadre de l'enquête.

Dans le cas de l'affaire Salamé, le suspect sera-t-il autorisé à rester en poste jusqu'à la fin de

son mandat, en juillet prochain? Deux facteurs permettent d'appréhender la réaction des autorités. Le premier est que l'affaire a lieu dans un cadre juridique plus restreint, celui de la convention des Nations unies contre la corruption, dont la France et le Liban sont signataires. Ce dernier est donc théoriquement contraint d'appliquer le mandat d'arrêt [international], même s'il s'agit “d'un mécanisme dont l'application est assez souple, qui peut résister à une volonté politique contraire”, précise Chanez Mensous.

Les recours de hauts responsables bloquent l'instruction de la double explosion au port de Beyrouth.

[Après avoir émis la notice rouge, Interpol] pourrait alors contraindre le Liban à faire un choix : se conformer aux procédures de coopération internationale, et livrer le suspect après avoir procédé à son arrestation sur le sol libanais, ou bien se mettre en porte-à-faux avec les autorités judiciaires françaises.

Jusqu'à-là, “les deux systèmes judiciaires ont très bien collaboré”, observe Chanez Mensous. Mais, s'il le souhaite, le Liban a la possibilité de refuser la demande, explique-t-elle : “On touche au cœur de la souveraineté d'un État, à savoir la contrainte corporelle à l'encontre d'une personne en vertu d'une décision judiciaire étrangère. [...] Même si le droit international prévoit un tel mécanisme, il existe de nombreux exemples où il n'est pas appliqué, surtout lorsqu'il s'agit de nationaux.”

Nizar Saghieh avertit : “Si l'attention accordée à ces institutions est jugée insuffisante, cela pourrait affecter les relations politiques avec les pays concernés.”

En choisissant la non-coopération, le Liban confirmerait également son ambiguïté envers la justice internationale. Beyrouth, capitale de l'impunité? Rien de nouveau, diront certains.

Cette culture de l'impunité, aggravée par la fragilité croissante des institutions en temps de crise, s'est installée au cœur de la vie publique, jusqu'à imprégner l'ensemble du tissu social.

—Stéphanie Khouri, publié le 18 mai

IRAN

Le trafic d'organes bat son plein

Aux abois financièrement, de plus en plus d'Iraniens vendent leurs organes sur le marché noir mais aussi à l'étranger, notamment en Irak, aux Émirats arabes unis ou en Turquie.

—Jahan-e Sanat (Téhéran)

Près de la place Valiasr, située dans le centre de Téhéran, en face du palais de justice, une ruelle a été transformée en marché aux organes. Depuis quelques années, quasiment toute personne intéressée par ce marché]

Une annonce circulant récemment sur les réseaux sociaux a choqué le pays : *“Des parties du corps humain, même le cœur, à vendre. J'ai 33 ans. Afin de payer mon loyer et acheter de la nourriture pour ma femme et mes quatre enfants. Je ne suis pas au chômage, je travaille depuis vingt-trois ans.”*

Pauvreté. Auparavant, les annonces de vente de cornée avaient créé la polémique, le “don” de cette partie de l'œil humain conduisant à la cécité de la personne. Désormais, on constate même de nombreuses annonces de “don” de cœur à Téhéran, bien qu'il soit impossible pour une personne vivante de faire ce genre de don ou de vendre d'autres organes vitaux.

En Iran, l'achat et la vente d'organes sont pénalisés par la loi. Seul le don est légal. Mais les Iraniens sont de plus en plus nombreux à vendre leurs organes [sur le marché noir], bravant ainsi les lois, dans le contexte

actuel de pauvreté rampante [sous l'effet d'une crise économique exacerbée par les sanctions occidentales]. Et la vente d'organes ne se limite pas à Téhéran ou aux grandes villes ; c'est monnaie courante dans toutes les régions.

“Je suis née en 1986 et mon groupe sanguin est O négatif. Je vendrai mon rein pour 340 millions de tomans [7500 euros], et j'ai besoin de cet argent de toute urgence. Je suis une mère célibataire avec deux enfants, âgés de 4 et 6 ans”, signale une femme habitant dans le nord du pays.

“Pour vous rassurer, envoyez-moi un message sur WhatsApp et je vous transférerai mes résultats d'analyses médicales. Cela fait un an que j'attends de vendre mon rein pour subvenir aux besoins de ma famille”, ajoute-t-elle.

Pour contrer l'explosion du phénomène et réguler le marché officiel, l'Association iranienne de soutien aux patients atteints de maladies rénales a décidé de créer un système d'inscription pour les transplantations rénales, en établissant une grille des prix concernant les “dons” d'organes. Le montant fixé initialement

à 12 millions de tomans pour un rein (265 euros au taux de change actuel), a bondi à 80 millions de tomans depuis 2019 (1766 euros).

En 2019, 420 greffes de rein ont été réalisées dans le pays, selon les statistiques du ministère de la Santé. Mais le système mis en place ne suffit pas face à la demande. Toutes les deux heures, un patient inscrit sur la liste d'attente meurt [des suites d'une insuffisance rénale], à défaut d'avoir été sauvé à temps.

Vente en dollars. Les patients se voient donc obligés de se tourner vers le marché noir, où les intermédiaires marchandent les prix des organes vitaux. Bien que l'Association iranienne du don d'organes rappelle à chaque occasion que les opérations doivent se faire sous la supervision des autorités, les intermédiaires continuent d'acheter et de vendre des organes, notamment des reins, dans les ruelles de la ville.

Certains Iraniens sont contraints de vendre leur maison ou leur voiture pour sauver la vie de leurs proches. Sur le marché noir, le rein, la moelle osseuse ou un quart du foie sont vendus entre 100 millions (2200 euros) et 1 milliard de tomans (22000 euros). Le prix fluctue en fonction du nombre des intermédiaires impliqués, de la gravité de l'état du patient ou de la rareté du groupe sanguin, comme le O négatif.

Après que le rial iranien [10 rials sont l'équivalent de 1 toman] a perdu de sa valeur face au billet vert, des Iraniens cherchent à vendre les organes en dollars. Les ventes se sont désormais étendues au-delà des frontières, notamment

Contexte

●●● L'article ci-contre a d'abord été publié dans le média économique en ligne **Jahan-e Sanat** avant d'être supprimé à la suite de la convocation, par les autorités iraniennes, du directeur du journal. En réaction, plusieurs médias l'ont repris et publié sur leurs sites, dont le média **Akharin Khabar**, sur lequel nous avons repris cet article.

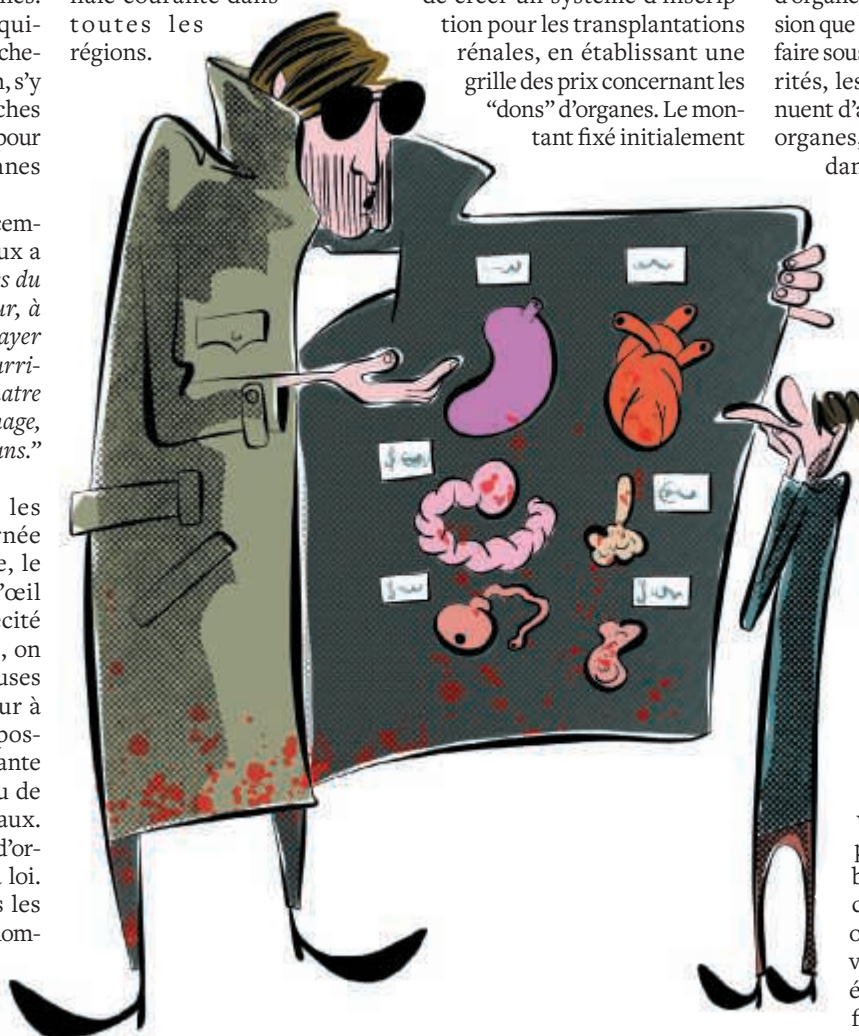
aux Émirats arabes unis et en Turquie, où les organes sont vendus entre 7000 et 15000 dollars. La vente des organes de citoyens iraniens en Irak a suscité une polémique dans le pays.

À cause de la crise économique, des annonces de vente de foie, de moelle osseuse, de cornée, de sperme et d'ovules ont gagné les murs des villes l'année dernière. Un site Internet consacré à la vente d'organes a en outre été lancé, afin que les intéressés puissent se retrouver facilement. Les vendeurs ne sont pas d'un groupe d'âge ou d'un sexe spécifique. Ils ont généralement entre 18 et 40 ans. La plupart d'entre eux ne sont pas au chômage, mais leur revenu mensuel ne leur permet pas de joindre les deux bouts.

“Je vendrai mon rein pour 500 millions de tomans, mon rhésus sanguin est négatif et je suis en parfaite santé”, a déclaré un vendeur de 22 ans dans l'ouest du pays.

Et d'ajouter : *“Je travaille comme ouvrier depuis mon enfance, mais la situation financière de ma famille est tellement mauvaise que je n'ai d'autre choix que de vendre un rein. Si vous voulez mon foie, j'en vendrai une partie pour 200 millions de tomans !”*

Publié le 4 mai



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



europe

Royaume-Uni. “The Digger”, le magazine sans foi ni loi

À Glasgow, une feuille de chou consacrée aux crimes et aux gangs de la ville rencontre un improbable succès, dans un contexte de déclin de la presse locale. Intrigué, cet auteur de polars a rencontré le fondateur du journal, un personnage aussi mystérieux que controversé.



✍ Dessin de Falco, Cuba.

[particulièrement] juteuse” peut faire grimper ce chiffre d’à peu près 1 000 exemplaires, estime Cruickshank. Quand on fait ça depuis vingt ans, dit-il, “on a une idée assez précise de ce qui va marcher ou pas”.

Au Royaume-Uni, le traitement médiatique des crimes et délits traverse une période bizarre. Ces dix dernières années ont été le théâtre d’une ascension rapide du genre du *true crime*, des documentaires à succès, à la télévision ou en podcasts, sur des affaires criminelles, et de leurs adaptations en fictions. En parallèle, la presse écrite traditionnelle dans ce secteur a été en partie décimée. Les chroniques judiciaires ont connu une baisse d’audience catastrophique. Entre 2012 et 2016, elles ont chuté de 30 % et 40 % dans la presse nationale et régionale respectivement, un déclin qui s’est révélé impossible à freiner.

Fascination. Je me suis mis à lire *The Digger* à partir du milieu des années 2010, alors que je faisais des études de journalisme à Glasgow. C’était une époque étrange. Je passais mes journées à débattre avec le plus grand sérieux de l’éthique de la presse et mes soirées à travailler à plein temps dans un bar miteux du centre-ville. Je vivais dans un appartement au rez-de-chaussée d’un immeuble dans un quartier morne de l’est de la ville, où les marchands de journaux proposaient tous le magazine.

Au début, je me suis demandé si *The Digger* n’était pas une plaisanterie. Les rédacteurs ne blaguaient-ils pas ? Mais très vite, c’est devenu pour moi une habitude. Je m’étais toujours intéressé aux histoires de crimes et à la répugnance fascinée qu’elles suscitent.

L’origine du titre est indissociable du parcours de son fondateur. James Cruickshank est né en 1961 et a passé son enfance à deux ou trois cents kilomètres au nord de Glasgow, dans les Highlands. Sa carrière de journaliste a démarré quand il avait un peu plus de la vingtaine, une fois rentré au pays après avoir un temps fait des études à Londres. Ambitieux, il avait toujours de nouveaux projets en tête. Sa première tentative, *The Deerlander*, était un journal gratuit, dans une ville côtière du Sutherland [une

— **Financial Times**, extraits (Londres)

C’était l’après-midi, à la fin de l’an dernier, alors qu’un ciel d’un gris de fonte pesait sur Glasgow. J’entre dans un bar du centre-ville pour rencontrer James Cruickshank, fondateur et rédacteur en chef de *The Digger* [“Le Fouineur”], le plus célèbre magazine de faits divers de toute l’Écosse. L’endroit, choisi du fait de sa proximité avec le tribunal de première instance de Glasgow, est à moitié désert. C’est là que je repère le sexagénaire aux favoris extravagants vêtu d’un blazer gris et chic, assis,

l’air pensif, à une table en bois.

Je suis venu dans la deuxième ville d’Écosse pour passer un week-end à suivre cet insaisissable rédacteur, et pour en savoir plus sur l’improbable succès de cet hebdomadaire qui se présente comme “le magazine people pour les criminels et les maniaques de Glasgow”.

Quand je lui avais adressé un courriel pour lui faire part de mon intérêt pour *The Digger*, Cruickshank avait réagi avec méfiance, me déclarant qu’il s’était déjà “fait truander” par des “gens des médias” par le passé. Et pourtant, il est là, en face de moi, à picorer dans une assiette

de chips. “Je suis un fouille-merde, me déclare-t-il en guise d’explication. C’est un élément essentiel du système démocratique, même s’il est méprisé par les snobs. Personne d’autre ne s’en chargeait. Moi, ma théorie, c’est que s’il y a de la merde, alors, il y a du pognon.”

Tous les jeudis, le dernier numéro du *Digger* est en vente chez quelque 700 dépositaires à Glasgow et dans les villes des environs. Pour 2 livres [2,26 euros], vous pouvez vous offrir une revue de 24 pages qui débordent des nouvelles les plus atroces et excitantes de la semaine. Des reportages de dernière minute et de longues chroniques judiciaires

y jouent des coudes avec les dernières rumeurs du monde carcéral et les nouvelles sur les affrontements dans le milieu, le tout avec des titres typiques des tabloïds : “Le disciple de la Gerbille abattu” [Kevin “la Gerbille” Carroll, chef de gang de Glasgow, lui-même abattu en 2010]; “Ménage à trois sanglant autour d’un rendez-vous”; “Guerre des gangs à Glasgow”.

C’est un monde fait de photos anthropométriques, de raids sur des labos clandestins, de matons ripoux et de bagarres entre clans dans les cités isolées de la ville. En moyenne, les ventes se situent à environ 6 000 par semaine, même si une “nouvelle affaire de gangs

région du nord de l'Écosse]. Elle a duré à peine un an, puis l'imprimeur a bu la tasse au début de 1988. Ensuite, Cruickshank a débarqué à Aberdeen pour travailler comme correspondant pour *The Press and Journal*, qu'il a quitté un an plus tard, pendant une grève au sein de la publication.

À la suite de son départ d'Aberdeen, il a vécu une décennie par monts et par vaux. Il a passé du temps aux Pays-Bas et en Albanie, puis sept ans à tenter de survivre comme indépendant à New York. De retour en Écosse au début des années 2000, démoralisé et sans le sou, il s'est installé à Glasgow. Il a loué un appartement exigu dans une barre d'immeuble à Possilpark, dans le nord de la ville, une des zones les plus démunies de Grande-Bretagne. Décrivant certains de ses voisins comme des "assassins et des violeurs, des voleurs et des gangsters", il ajoute : "Il fallait faire attention où on mettait les pieds, mais il y avait beaucoup de bonnes infos dans les parages." C'est une période particulièrement violente de l'histoire de la ville. En 2002, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié Glasgow de "capitale européenne du crime", 83 homicides y ayant été recensés l'année précédente. (La violence a baissé depuis.)

Ses piges dans la presse ne lui rapportaient pas tellement plus

"Je suis un fouille-merde. S'il y a de la merde, alors, il y a du pognon."

James Cruickshank,
FONDATEUR DE *THE DIGGER*

qu'aux États-Unis. Cruickshank raconte que les journaux de Glasgow pour lesquels il travaillait lui prenaient généralement ses articles, sauf qu'ils ne le payaient que des mois plus tard, voire pas du tout. "Ils ne payaient jamais plus de 300 balles pour quoi que ce soit. Ça pouvait être un truc sur une relation sexuelle entre le prince Charles et un cochon, et c'était quand même 300 balles." Possilpark, en revanche, lui offrait une occasion à ne pas manquer : un marché encore vierge, avec ses gros titres et ses scoops qui semblaient surgir d'eux-mêmes. Tout ce qui manquait, c'était un journal pour les diffuser.

The Digger a été fondé en août 2004. "J'ai pris deux feuilles de papier format A4, une caméra numérique, une vieille imprimante, et j'ai monté huit pages", se souvient-il. Il vendait les exemplaires sur les marchés et en faisant du porte-à-porte. "J'avais embauché des gamins pour m'aider", dit-il. Mais "ils ont balancé tous les exemplaires dans le canal et m'ont traité de pédophile". Malgré tout, le bouche-à-oreille a rapidement fait de la publicité à ce qui était un magazine amateur bourré de potins locaux sur Possilpark. Et qui publiait les histoires que l'on ne retrouvait jamais dans la presse locale, pour ne rien dire de la nationale.

Menaces. Les ventes et la notoriété ont progressé en parallèle. Quand un marchand de journaux de Possilpark a accepté d'héberger une pile du *Digger*, en 2004, les gens sont venus y faire la queue tous les jeudis matin. C'était de l'info hyperlocale, longtemps avant que la notion devienne à la mode. "Je déposais le journal à vélo. Les gens m'arrêtaient avant même que je sois arrivé chez eux. C'était une époque formidable", décrit Cruickshank. Bientôt, le magazine s'est retrouvé en vente chez des marchands de journaux et dans des boutiques ailleurs qu'à Possilpark.

Dès le début, Cruickshank s'est concentré sur les personnalités locales – la popularité des articles sur les gangs de la ville qui se font la guerre ne se dément pas. De même, il n'hésite pas à s'intéresser aux affaires de corruption supposée impliquant les autorités : des histoires de gardiens de prison ripoux, de policiers qui ferment les yeux sur les trafiquants de drogue du coin. Ce qui n'a pas été du goût de tout le monde. Il a reçu des menaces de mort, des livreurs de journaux ont été agressés, et le magazine a été plusieurs fois attaqué en justice, ce qui a failli le mettre sur la paille. Les menaces de mort venaient sans doute de membres de la pègre locale, dont les exploits ont fourni tant de sujets juteux à Cruickshank au fil des années. En 2020, des inconnus ont incendié sa voiture avec un cocktail Molotov. Mais près de vingt ans après sa première parution, *The Digger* poursuit sa double mission, à savoir à la fois nourrir son propriétaire et faire la nique à la fraternité criminelle de Glasgow.

L'arnaqueur, la fausse mort et les dents toutes neuves

● Pour vous donner une idée du contenu de *The Digger*, nous avons traduit un article du magazine.



Il est passé par ici, il repassera par là. Il court, il court, le furet, le furet aux dents jolies. Mais avec des dents comme ça, c'est un coup à en prendre plein les gencives. Un arnaqueur apparemment recherché par un membre du gang Daniel [l'un des deux plus puissants d'Écosse] vient de rentrer de Turquie avec de magnifiques dents blanches. Il semblerait que Martyn Allan et Madame aient aussi fait une virée à la Grande Canarie. Mais il a tellement peur de la bande à Daniel qu'il aurait demandé à un pote de dire qu'il était mort ! La semaine dernière, *The Digger* a écrit que Steven "Bonzo" Daniel, patron d'un gang de Glasgow, le rechercherait pour une histoire d'escroquerie présumée sur Facebook. "Il vient de rentrer de vacances et il s'est fait refaire les dents en Turquie", nous a confié une source. L'arnaqueur avait créé un marché sur Facebook où il mettait en ligne des annonces

pour du matériel informatique et des portables qui n'existaient pas. Une source nous a confié qu'il essaierait de savoir qui nous a rencardés : "Il a pété un câble, il a dit qu'il allait débarquer en force.

Et là, la rumeur se met à circuler, comme quoi il serait mort !" À la publication de notre article, un des détracteurs d'Allan a expliqué au *Digger* que le fuyard n'était pas apprécié dans son quartier de Drumelzier Port, à Irvine [au sud-ouest de Glasgow]. "Il sera plus facile à repérer avec son beau râtelier turc tout neuf !" a lancé un petit malin. Allan nous a déclaré : "Vous publiez des trucs faux sur moi ; vous aurez des nouvelles de mon avocat." Un proche du gang Daniel nie qu'une des victimes de la fraude ait été la compagne de Bonzo. "Bonzo n'en a après personne. S'il voulait des téléphones ou des iPad, il irait chez Apple. Il ne s'adresserait pas à un type sur Facebook. Il a de l'argent, alors pourquoi aller les acheter sur Facebook ?"

—The Digger (Glasgow), publié le 30 mars

Il est tout juste 9 h 30, un jeudi matin au tribunal de première instance de Glasgow. Le hall d'entrée est déjà noir de monde. Je m'assieds sur un banc et attends, en observant le début de la journée dans ce qui est souvent dépeint comme le tribunal le plus actif d'Europe. Cruickshank ne tarde pas à se montrer, un sourire aux lèvres. Il m'entraîne par une volée de marches le long d'un couloir vivement éclairé, flanqué de salles d'audience remplies de gens qui patientent dans un silence gêné. La porte de la salle de presse s'ouvre sur un espace dépourvu de fenêtres à peu près de la taille d'un grand placard,

équipé d'un bureau et de chaises.

Les matinées de Cruickshank ont tendance à être soigneusement organisées. Pour commencer, il épluche les procès et les audiences du jour. Ce jour-là, il étudie la liste d'un œil avisé, m'indique quelques pistes alléchantes que nous irons suivre de plus près tandis qu'il étoffe sa collecte d'informations à l'aide du bulletin hebdomadaire du tribunal, qui regorge, dans ses pages centrales, des noms et adresses détaillés des accusés.

Nombreux sont ceux qui déplorent la pratique qui consiste à inclure les numéros de maisons ou d'appartements – et pas

seulement les noms des rues –, même si elle est techniquement autorisée. Et si la publication de l'adresse d'un délinquant supposé lui portait préjudice ? Cruickshank estime que ce n'est pas le problème du *Digger*. En gros, dit-il pour se défendre, si quelqu'un est poignardé et tué à coups de couteau, ce n'est pas la faute du coutelier, si ?

À une époque, vers le milieu des années 2000, *The Digger* a compté près d'une quinzaine de salariés,

"Les gens adorent juste savoir ce que trafiquent leurs voisins. Les ragots."

Wojtek,

EMPLOYÉ DU MAGAZINE

dont plusieurs correspondants à plein temps. Aujourd'hui, il n'y a plus guère que Cruickshank, épaulé par une paire d'adjoints, des vétérans de la pige, ainsi que Wojtek, le type qui, depuis longtemps, gère les questions administratives et la diffusion. Certes, on trouve désormais des dizaines de podcasts sur les affaires criminelles, mais *The Digger* est en mesure d'offrir à son lectorat ce que les autres ne peuvent, ou ne veulent pas : une palpitante bouffée de malheur et de désespoir, le tout en direct et hyperlocal, garanti sans aucune ambiguïté morale susceptible de détourner l'attention. Comme le dit le fameux Wojtek : "Les gens adorent juste savoir ce que trafiquent leurs voisins. Les ragots. Les ragots du coin."

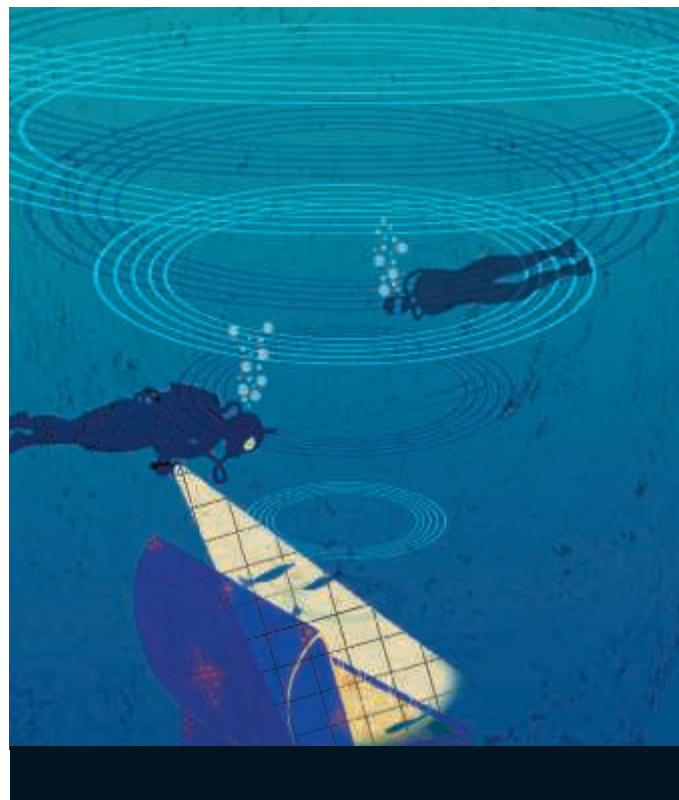
Cruickshank assure avoir accueilli beaucoup de jeunes stagiaires, avec un succès relatif. "J'ai vu débouler des diplômés qui se pavanaient comme des journalistes lauréats du Pulitzer, dit-il. Tous les après-midi, ils étaient là à me demander où en était leur contrat. Va te faire foutre, mec, t'es là pour faire du journalisme, pas pour travailler dans un syndicat." Il n'est pas simple de garder une équipe. Ils ne sont que quelques-uns à tenir plus d'un an. Quand une jeune recrue ambitieuse et prometteuse l'a quitté pour entrer au tabloïd *The Sun* l'an dernier, après trois mois d'un stage intensif, il l'avoue avoir été "furax".

Tout le temps que j'ai passé avec Cruickshank, il s'est comporté aussi bien qu'il a pu, me suis-je dit. Il s'est montré prévenant et

NORVÈGE

Un débat de fonds

Les minerais enfouis au fond de la mer pourraient succéder à l'or noir comme manne du royaume. Un risque pour les milieux naturels et le climat.



—Dagens Nyheter, extraits (Stockholm)

Plusieurs milliers de mètres sous la surface de l'eau, les fonds marins contiennent du magnésium, du cobalt, du cuivre, du nickel et des terres rares. Autant de minerais qui entrent dans la fabrication des batteries, des téléphones, des voitures électriques et autres éoliennes. La question de l'exploitation minière de ces fonds est aujourd'hui au cœur de l'actualité, et le débat fait rage dans le monde pour savoir s'il faut ouvrir à l'exploitation des zones situées au-delà des juridictions nationales.

Plusieurs pays et spécialistes jugent qu'il est trop tôt pour prendre une décision, faute de connaissances suffisantes sur les zones concernées. Le risque est grand que les activités minières ne dégradent des milieux naturels encore largement méconnus. Sans compter que l'exploitation des fonds marins fait peser une menace sur le climat. La mer contient de grandes quantités

de dioxyde de carbone qui, libéré, viendrait accentuer le dérèglement climatique. De grandes entreprises ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles n'utiliseraient pas ces minerais.

La Norvège, elle, caresse depuis longtemps le projet d'exploiter les fonds marins, et les minerais qui s'y trouvent pourraient bien remplacer le pétrole, devenu indésirable. Oslo n'a même pas besoin d'attendre une décision internationale, la zone concernée étant sous juridiction norvégienne.

Le pays peut prétendre à d'immenses étendues de fonds marins. Organe des Nations unies, la Commission des limites du plateau continental (CLPC) a reconnu que les frontières norvégiennes englobaient certains fonds marins situés dans les eaux internationales, dans l'Arctique et dans la mer de Barents.

Le projet d'exploitation commerciale porté par Oslo couvre une zone gigantesque de 329 000 km², soit l'équivalent de 85 % de la superficie terrestre du royaume.

“Les gens ne s'en rendent pas compte, mais c'est plus que toutes

ses zones pétrolières et gazières réunies”, prévient Kaja Loenne Fjærtøft, biologiste marine au WWF Norvège. “C'est grand comme l'Allemagne, et une bonne partie se trouve dans l'Arctique. Il s'agit d'une toute nouvelle activité minière dans des eaux qui subissent déjà les effets du dérèglement climatique, de la surpêche et de l'extraction de combustibles fossiles. Plusieurs zones marines reconnues comme particulièrement vulnérables ou d'intérêt écologique se trouvent dans le périmètre d'exploitation et autour.”

Les gisements convoités sont situés dans la croûte rocheuse qui se forme autour des cheminées hydrothermales qui recrachent de l'eau chaude mélangée à des métaux et à des minerais, entre 700 et 4000 mètres de profondeur.

La Direction norvégienne de l'industrie pétrolière est chargée du dossier. Quand son étude d'impact a été publiée pour avis, plus d'un millier de réponses ont été enregistrées. Des experts, des organisations de défense de l'environnement et les pouvoirs publics s'y montraient critiques. L'Agence nationale de l'environnement [Miljødirektoratet] juge ainsi que l'étude ne fournissait pas d'informations sur la façon dont l'exploitation minière pouvait se faire de manière durable et que celle-ci violait la loi norvégienne sur les minéraux des fonds marins.

Le gouvernement actuel a hérité du dossier de la coalition précédente [menée par les conservateurs jusqu'à l'automne 2022]. La formation qui le pilote désormais, le Parti travailliste, a attendu



↳ Dessin de Beppe Giacobbe, Italie.

le 6 mai pour prendre position : le projet est maintenu mais devra être estampillé “durable”.

“Ils n'ont pas dit qu'ils allaient mettre en place un moratoire et suspendre le projet, comme l'ont réclamé d'autres pays. Mais ils n'ont pas dit non plus qu'ils allaient accélérer”, observe Peter Haugan, professeur à l'Institut de géophysique [de l'université de Bergen] et directeur de la stratégie à l'Institut norvégien de recherche océanographique.

Comme beaucoup de spécialistes, il met en garde contre une

Le gouvernement doit présenter une proposition au Parlement avant la fin du mois de juin.

ouverture prématurée de l'exploitation commerciale des fonds marins. “On en a étudié moins de 1 %. Cela concerne aussi bien les fonds marins que les colonnes d'eau qui les surplombent. Les cheminées hydrothermales sont des milieux fascinants qui recèlent des formes de vie uniques, qui n'ont pas besoin de la lumière du soleil mais qui sont dépendantes de certains composés chimiques”, poursuit Peter Haugan. Du point de vue de la biodiversité, c'est ce qu'on appelle un hotspot [une zone particulièrement riche].”

Première entreprise de Norvège, le géant pétrolier et gazier Equinor s'était intéressé aux minerais marins, mais s'en est détourné depuis. Dans sa réponse [à l'étude d'impact], le groupe met en avant les risques pesant sur l'environnement et insiste sur la nécessité de prendre le temps de réunir les connaissances nécessaires sur les répercussions d'un tel projet.

Selon le calendrier annoncé, le gouvernement doit présenter une proposition au Storting [le Parlement norvégien] avant la fin du mois de juin.

“J'espère que notre gouvernement fera preuve de responsabilité. Pour l'éolien en mer, la Norvège s'était montrée bien plus prudente que pour l'extraction minière en mer. En matière de transition écologique, l'exploitation des fonds marins ne fait pas partie de la solution, elle fait partie du problème”, fait remarquer Kaja Loenne Fjærtøft.

—Jannike Kihlberg, publié le 12 mai

charmant. Il affirme que les critiques dont fait l'objet son magazine ne sont souvent rien d'autre que du snobisme de la part de l'establishment “véreux” des médias et d'une classe moyenne prétentieuse qui ne se soucie pas de la criminalité tant qu'elle n'est pas personnellement touchée. Il a beau prétendre ne pas s'en inquiéter, j'ai eu le sentiment qu'il avait été froissé quand les grands journaux de Glasgow n'ont rien fait sur l'incendie de sa voiture, en 2020. “Il n'y en a pas un qui en a parlé.”

Ressentiment. J'étais curieux de visiter le siège de *Digger*. L'accès au numéro de portable de Cruickshank étant sévèrement contrôlé, nous nous sommes entendus pour nous retrouver devant un bar du centre-ville à 16 h 30. Les locaux actuels – le magazine a souvent déménagé au fil des ans – sont situés tout en haut d'un escalier dans un immeuble gothique dans le plus pur style victorien de Glasgow. À l'intérieur se trouve un capharnaüm de bureaux et de piles de revues, alors que l'ossature du prochain numéro s'affiche sur un ordinateur.

Le patron du *Digger* est seul, occupé à travailler sur son dernier gros titre, il cherche à contacter ses sources parce qu'une voiture a foncé délibérément dans la maison d'un malfrat important de la ville. Rien n'est clair, ni le mobile ni l'identité de l'assaillant, mais cela va probablement changer dans les heures qui viennent, si Cruickshank parvient à tirer quelque chose de ses sources. Un fouille-merde dans son élément.

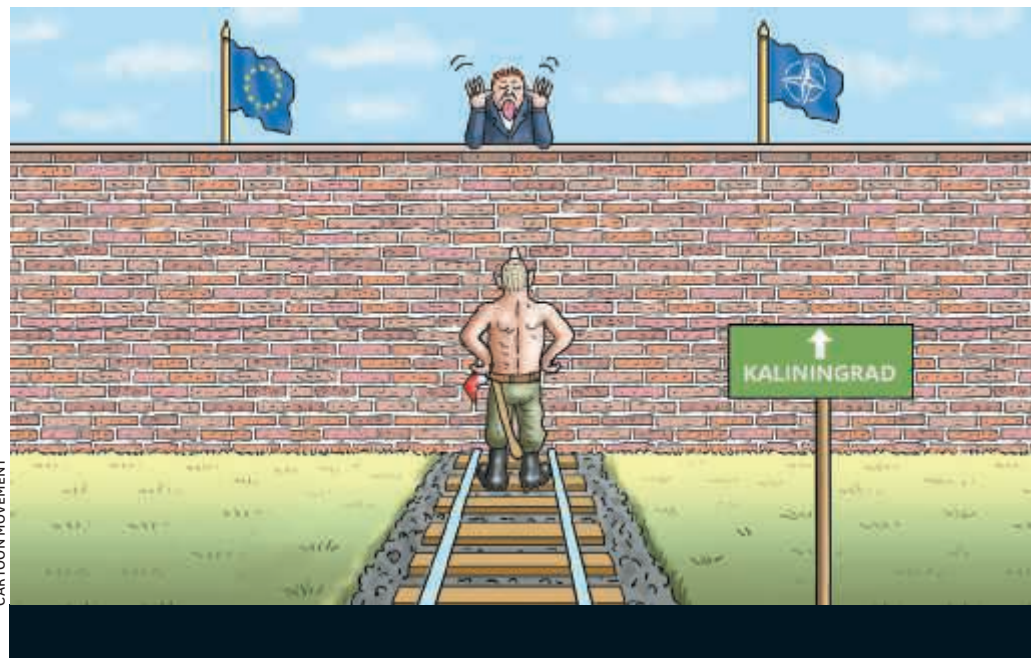
Dix-neuf ans après le lancement du *Digger* à Possilpark, Cruickshank se considère toujours comme un paria, en dépit de la longévité de son magazine, qui lui permet de mener une existence confortable. Il me glisse que le ressentiment des élites de Glasgow est presque palpable. Ce sont là les mots d'un homme qui n'a jamais oublié comment elles l'ont rejeté à son retour en Écosse, au début des années 2000. “Les grands journaux font la claque pour l'argent et le pouvoir. Moi, je ne suis pas comme ça. Ça ne m'intéresse pas. Moi, je fais la claque pour les paumés et les camés de Possil.”

—Francisco Garcia, publié le 3 mars

RUSSIE

Kaliningrad, enclave en crise

Inflation, pénurie de biens... Cet oblast russe, coincé entre la Pologne et la Lituanie, endure les effets de la guerre en Ukraine. Mais le soutien à Vladimir Poutine ne vacille pas pour autant.



CARTOON MOVEMENT

—La Stampa (Turin)

A l'extrême ouest de la ville de Baltiisk, sur la côte de l'enclave russe de Kaliningrad, un promontoire se dresse au milieu d'un paysage vert et rude. On y trouve une imposante statue équestre d'Élisabeth Petrovna, l'impératrice bien-aimée de la Russie du milieu du XVIII^e siècle.

Un peu plus loin, à l'intérieur des terres, s'élève la forteresse de Pillau, un édifice pentagonal entouré de fossés et de remparts, qui accueille aujourd'hui le Musée naval. À quelques pas de là, de l'autre côté de la jetée, on aperçoit une grande base navale russe, qui abrite, estime-t-on, 190 navires de guerre, 5 sous-marins et près de 30 000 hommes.

Ville la plus à l'ouest de la Fédération de Russie, Baltiisk n'est qu'à une quarantaine de

kilomètres de Kaliningrad, capitale de l'oblast du même nom. C'est une "entité administrative territoriale fermée", dont l'accès est depuis des années interdit aux citoyens ordinaires. Beaucoup affirment qu'elle recèle plusieurs têtes nucléaires pour le système de missiles balistiques Iskander, ainsi que des dizaines d'avions de guerre équipés de missiles hypersoniques Zircon, capables de frapper une cible à 1 000 kilomètres de distance, à une vitesse de 11 000 kilomètres à l'heure.

"Pendant des siècles, Kaliningrad s'est appelée Königsberg, et c'était une ville allemande. Aujourd'hui encore, sa culture est différente de la culture russe plus classique, notamment sur le plan architectural", explique Tanya, une psychologue de 36 ans qui travaille à l'hôpital régional de Kaliningrad. "Évidemment, la guerre en Ukraine nous oblige à nous souvenir de notre

identité, de qui nous sommes et d'où nous venons. Avant, j'allais au moins une fois par mois faire des courses à Kaunas, en Lituanie, mais aujourd'hui, il n'y a plus de trains, il est long et compliqué d'entrer dans l'enclave et d'en sortir, et la vie quotidienne de milliers de personnes a changé, radicalement."



REPORTAGE

Coincé entre la Pologne et la Lituanie, l'oblast de Kaliningrad, sur la côte méridionale de la mer Baltique, couvre une superficie de 15 000 km² et compte 1 million d'habitants. Après la guerre froide, les Russes en ont fait un gigantesque avant-poste militaire, qui menace aujourd'hui l'Europe, mais aussi une zone au régime fiscal avantageux – sorte de Hong Kong sur la Baltique – qui était pensée pour attirer les investissements. C'est pour cette raison qu'à Kaliningrad on ressent actuellement très lourdement les effets du conflit.

Isolée de facto, l'enclave a vu l'inflation flamber à plus de 15 % lors des douze derniers mois, tandis que, du fait des sanctions, les livraisons de marchandises ont été divisées par vingt par rapport à l'avant-guerre. Ainsi, les produits de base manquent dans les commerces et les supermarchés de l'oblast, depuis les légumes jusqu'au dentifrice, qui doivent souvent être rationnés.

Avant le 24 février 2022, les marchandises étaient principalement transportées par voie maritime, en transitant par la Pologne et l'Allemagne. Désormais, la région ne peut plus compter que sur les camions qui circulent, par la Lituanie, sur un réseau routier restreint et en piteux état.

"L'embargo économique de l'Union européenne met Kaliningrad en état de siège", accuse Igor, entrepreneur dans l'import-export, alors qu'il se promène autour de la cathédrale gothique de la ville, qui héberge le tombeau du philosophe Emmanuel Kant. "La population souffre, le prix du charbon explose, les supermarchés n'ont plus les produits de base. Avant, la ville se trouvait au cœur du commerce européen, dans une position parfaite pour les entreprises qui voulaient faire affaire avec l'Allemagne, la Pologne, le Danemark. Aujourd'hui, tout s'est effondré. Mais la guerre en Ukraine est juste, c'est une réponse de Poutine au siège de nos frontières par l'Otan. Ce qui n'est pas juste, c'est que les victimes de cette bataille géopolitique soient les gens normaux, les familles d'une région comme Kaliningrad, qui a toujours été un îlot heureux."

Pourtant, malgré les difficultés quotidiennes auxquelles fait face la population, la propagande télévisée du Kremlin est parvenue à convaincre les habitants de cette enclave de soutenir l'invasion de l'Ukraine. Seuls quelques jeunes, qui caressent le rêve d'un Kaliningrad européen, tentent de protester, mais toujours timidement, de peur de devoir payer cher pour leurs idées.

De plus en plus pesant, l'isolement de la population risque d'être aggravé par la clôture électrique que le gouvernement polonais a installée le long de sa frontière avec Kaliningrad. Deux cents kilomètres de barrière (dont 100 déjà érigés) qui modifieront radicalement la structure administrative des quatre postes-frontières, lesquels, avant la guerre, voyaient transiter des milliers de personnes chaque jour. Une énième barrière au cœur de l'Europe qui est le symbole d'un territoire, Kaliningrad, contraint de reconstruire, une fois de plus, sa propre histoire.

—Mauro Mondello, publié le 27 mars

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





france

Société. L'accueil des réfugiés déchire le village de Bêlâbre

Ce bourg de l'Indre devrait installer un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Mais comme à Callac ou Saint-Brevin, des militants d'extrême droite tentent de faire échouer le projet.



—Tribune de Genève, extraits (Genève)

Une chose est sûre : quand vous n'êtes pas du village, vous ne passez pas longtemps inaperçu à Bêlâbre. Ici, tout le monde se connaît, tout le monde, ou presque, se tutoie, et si vous passez près de l'école à l'heure de la récré, une poignée d'enfants de 7-8 ans accourt spontanément à la grille pour vous interpeller : "Bonjour ! Comment vous vous appelez ? Vous faites quoi ? Vous allez où ?" Ils sont adorables, très polis et pas du tout farouches, mais leur ingénuité indique qu'ici l'étranger, c'est un événement.

Un événement qui peut tourner au vinaigre ; le maire du village, Laurent Laroche, en sait quelque chose. Le 9 février dernier, son conseil municipal a approuvé par 13 voix contre 2 la vente d'une ancienne fabrique de chemises, abandonnée depuis quarante ans, pour y installer un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de 38 personnes. Depuis, ce village de l'Indre de 960 habitants se divise entre les pro et les anti, et est devenu un symbole national.

Pour comprendre la fureur des passions, il faut remonter aux premiers jours de l'année.

Le 9 janvier, dans une tout autre région à 500 kilomètres plus au nord, le maire du petit village breton de Callac (2 200 habitants) annonce l'abandon d'un projet de Cada pour une quinzaine de familles de réfugiés. Cible de manifestations organisées par le parti Reconquête d'Éric Zemmour, les membres du conseil municipal ne sup-

portaient plus le déluge d'attaques sur les réseaux sociaux.

Pour Éric Zemmour, c'est un triomphe. Il félicite ses militants d'avoir empêché "ce funeste projet de répartition des migrants" et

appelle à poursuivre le combat partout dans le pays. Bêlâbre dans l'Indre, Beyssenac en Corrèze, Saint-Brevin-les-Pins en Loire-Atlantique deviennent alors autant de théâtres de l'opposition aux projets de Cada. À Saint-Brevin, cela vire même à la violence quand les voitures et la maison du maire sont incendiées une nuit de mars.

Quelques semaines plus tard, estimant que le préfet ne se soucie pas assez de sa protection, le maire, Yannick Morez, annonce sa décision de démissionner : "Ni ma femme ni mes trois enfants ne souhaitent que je continue après l'attaque que nous avons subie."

C'est le choc. Le président Macron envoie un message de soutien, la classe politique

s'indigne, et les deux partis qui soutenaient le combat prennent leurs distances : "Les agressions et intimidations à l'égard des élus sont inadmissibles", tweete Marine Le Pen ; "En démocratie, les conflits se règlent par l'échange des arguments et des opinions", ajoute Éric Zemmour, qui souligne néanmoins que "l'invasion migratoire est une bombe à retardement"...

Qu'en est-il sur le terrain ? À Bêlâbre, le maire, Laurent Laroche, décrit lui aussi une atmosphère pesante : "Des mails, SMS, courriers m'accusent d'être 'un suppôt du traître Macron', un 'immigrationniste'." Il cite une phrase : "Les traîtres le paieront le jour venu, ils seront pendus sur la place publique." "Ça m'a fait un choc", concède-t-il. Après Callac et Saint-Brevin, il a "peur d'être le prochain sur la liste".

"Ça suffit !" "Quand je sors de chez moi, je fais attention à tout, je regarde, je fais le tour de ma voiture, chose que je ne faisais pas avant."

"Il est courageux et il tiendra. Il n'est pas question pour lui et son conseil municipal de revenir sur leur décision", assure André Laignel, vice-président de l'Association des maires de France. À ses yeux, le maire de Bêlâbre a "le soutien de sa population", alors que l'immense majorité des manifestants opposés au Cada viennent de l'extérieur et sont clairement identifiables avec les réseaux de M. Zemmour et de M^{me} Le Pen.

En vérité, à Bêlâbre, les choses semblent un peu plus complexes. Le village est ramassé : un café, un restaurant, une boucherie, une pharmacie, une banque et la Poste. Sur la place de l'église, le monument aux morts, avec juste à côté la petite impasse qui mène au futur Cada et en face la petite supérette du village, devenue le centre névralgique de l'opposition au projet.

Les gérants font partie d'un petit groupe de personnes qui ont lancé en février l'idée d'une première manifestation. Elle a eu lieu à la fin du mois, clairement noyauté par le parti Reconquête, avec les mêmes affiches qu'à Callac et un groupe de jeunes étrangers au village qui vont devant la maison du maire apostropher sa compagne.

Les habitants n'apprécient pas : "Ils ont voulu mettre la patte sur le mouvement, alors on est allés voir le délégué départemental du parti et on lui a dit : ça suffit !" explique Ludivine Fassiaux, la fille des gérants de la supérette, jeune mère de famille de 26 ans. Depuis lors, deux autres manifs ont eu lieu, avec à chaque fois une contre-manif : 120 opposants au Cada d'un côté, 120 partisans de l'autre, et au milieu 80 gendarmes pour veiller au grain.

"On n'est pas des racistes, assure Ludivine Fassiaux, mais le Cada bouleverserait l'équilibre du village et menacerait de couler les commerces en faisant fuir les touristes du camping et les Parisiens qui ont une résidence secondaire." N'est-ce pas exagéré, pour 38 demandeurs d'asile ? "À Argenton, le Cada devait être pour



40 personnes, c'en est 22 de plus aujourd'hui. Si on laisse faire, ce sera encore plus et encore plus." Si son association, l'Union bêlâbraise, est apolitique "et compte des gens de gauche", Ludivine reconnaît qu'à titre personnel elle vote RN : "J'estime que l'immigration en France est un fléau et qu'on ne peut pas utiliser les campagnes comme une soupe."

Dans le village, beaucoup pensent comme elle, la plupart des clients de la supérette, un groupe de parents à la sortie de l'école. Ils sont furieux contre le maire, "qui aurait dû nous consulter", ils estiment qu'un Cada n'a rien à faire dans un petit village, que c'est "pour les villes", que tout cela va mal finir. "On est contre, parce qu'on est tranquilles ici", résume une mère.

Les pro-Cada sont plus discrets. "Que ces 38 demandeurs soient là ou pas, ça ne changera rien à ma vie", murmure un père. "Pour les opposants, les migrants ne sont que des voyous, des criminels ou des assassins, je trouve ça triste", confie une autre habitante.

Dans le bas du village, près du camping, Mireille, une infirmière, hésite à donner son nom : "Tant pis, on saura qui je suis. Ce Cada est une bonne intention, donc je ne vois pas pourquoi je serais contre." Elle fait le pari que "les opinions vont changer, les esprits s'apaiser et se refroidir", que la colère qui divise le village n'aura qu'un temps : "Ça passera, la vie continuera."

—Alain Rebetez, publié le 23 mai

REPORTAGE



SOURCE



TRIBUNE DE GENÈVE

Genève, Suisse
Quotidien, 73 000 ex.
tdg.ch

Le grand titre de la presse locale, fondé par un général américain et édité par Edipresse, a fêté ses 140 ans en 2019. Il couvre aussi l'actualité nationale et internationale, liée aux organisations internationales présentes à Genève.

La loi sur l'immigration, ce "boulet" du gouvernement

La presse internationale observe que le ton se durcit de nouveau en France, où la droite conteste les règles européennes.

L'immigration – qui n'est jamais un thème anodin dans l'Hexagone – constitue aujourd'hui "le nouveau sujet qui menace de pétrifier la vie politique française", estime le journal belge **Le Soir**. Il "devra encore occuper les champs politiques et médiatiques pour les mois à venir", prédit de son côté **Observ'Algérie**. "Voire faire tomber le gouvernement", renchérit le quotidien de Bruxelles.

À l'origine de ces sombres perspectives : la future législation française en matière d'immigration. Selon **Le Soir**, après le "psychodrame de la réforme des retraites", il s'agit du nouveau "boulet" de la macronie. La loi initiale a vu son parcours législatif avorté. Annoncée depuis l'été dernier, elle s'est vue finalement repoussée à l'automne face à l'absence de majorité parlementaire. "Son mélange d'assouplissement des régularisations liées au travail et de durcissement des procédures d'entrée fait que le texte ne convainc ni à gauche ni à droite", résume en Suisse **Le Temps**.

En revanche, "à force de tergiversations et de renoncements", il a fini "par donner des idées à la droite, qui cherchait un sujet fédérateur pour ressouder ses rangs", note le **Soir**.

Leur offensive s'est matérialisée par l'annonce de deux propositions de loi dans le **Journal du dimanche** du 21 mai. "Les Républicains (LR) veulent pouvoir abroger le droit européen", titrait en Allemagne une **Frankfurter Allgemeine Zeitung** (FAZ) visiblement alertée par les déclarations des trois ténors de LR, Éric Ciotti, président du parti, Olivier Marleix, chef de file des députés à l'Assemblée, et Bruno Retailleau, son homologue au Sénat.

Désireux de "reprenre le contrôle", un slogan directement "inspiré du cri de ralliement des partisans du Brexit", LR souhaite instaurer la possibilité de référendums sur la politique migratoire et de faire prévaloir le droit français sur le communautaire, note le quotidien conservateur. La droite française exige ainsi de compléter l'article 3 de la Constitution, qui devra proclamer que "nul ne peut devenir français s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française", précise **Observ'Algérie**.

Au-delà de ces considérations d'ordre constitutionnel, il est question également d'un "arsenal de mesures dont le but auto-proclamé est de mettre fin à l'immigration

de masse", explique **Le Soir** : le remplacement de l'aide médicale d'État (AME) [...], la limitation du droit du sol [...], le bénéfice de la protection sociale et des allocations familiales, qui ne serait plus accessible qu'après cinq ans de situation régulière".

"Pour Ciotti – qui avait assuré comprendre la théorie du grand remplacement pendant la campagne [du congrès des Républicains] –, l'immigration massive représente une menace pour la nation", observe la FAZ. Son plan, "exclusivement constitué de mesures de durcissement", a provoqué l'indignation dans l'aile gauche de Renaissance, s'est trouvé "accusé de plagiat" par Marine Le Pen, rapporte **Le Temps**, et a "trouvé un écho chez le dirigeant de la droite identitaire Éric Zemmour", observe de son côté **Il Foglio** depuis l'Italie.

Le ministre de l'Intérieur a beau se dire optimiste quant à un texte de compromis, "il ne sera pas facile pour la Première ministre de trouver un juste équilibre", juge le quotidien milanais.

En revanche, l'épisode rappelle au politologue syrien Salam Kawakibi, directeur du Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (Carep), que le débat sur l'immigration continue à se dérouler en France avec "des considérations électoralistes à courte vue". "Il y a eu sans cesse de nouvelles lois, toujours plus restrictives ces dernières années. Quasiment chaque gouvernement, qu'il soit socialiste ou LR, y est allé de sa réforme pour muscler la législation sur l'immigration et le séjour des étrangers en France", déplore-t-il dans une tribune pour **Al-Araby Al-Jadid**.

Le nouveau projet de loi "donnera fatalement lieu à des débats violents au Parlement, avec des surenchères verbales, poursuit-il. Tout cela contribuera encore une fois à faire diversion aux véritables problèmes. Ainsi, l'exécutif français aide, nolens volens, à paver la route à l'extrême droite, qui risque d'arriver au pouvoir aux prochaines élections".

C'est aussi l'impression qui prévaut en Algérie, où **TSA** soupire : "La classe politique française n'a pas fini de calquer ses positions sur celles des courants extrémistes." Avant de conclure : "La France s'apprête à vivre un été et un automne de tirailllements sur les questions liées à l'immigration."

— **Courrier international**



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de **Courrier international**.



FESTIVAL

Courrier international, partenaire du festival **Fiore Verde au Trabendo**, vous invite à danser au rythme des musiques italiennes. Gagnez des places pour le 16 et 17 juin et fêtez l'été en compagnie des équipes **Courrier international**.

JEU DE SOCIÉTÉ

Jouez pour remporter l'extension Révélations du jeu de société **Dixit**.

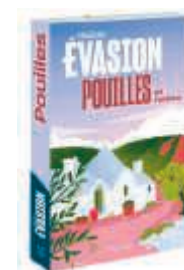


CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **The Square**, de Ruben Östlund, via Universciné.

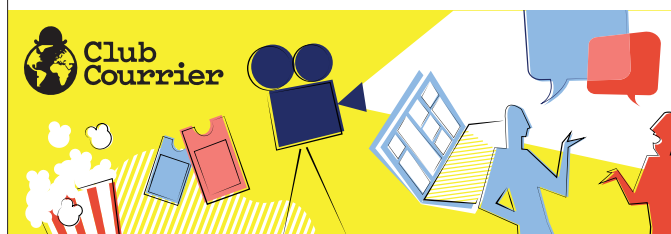
VOYAGE

Jouez pour remporter un voyage pour deux personnes en Ariège.



GUIDE

Tentez de remporter un **Guide Évasion Pouilles**, proposé par Hachette.





afrique

Maroc.

Les aventuriers des synagogues perdues

Des scientifiques israéliens travaillent dans le Maroc rural à la redécouverte des vestiges d'un judaïsme ancien et enraciné. Main dans la main avec leurs homologues locaux, ils redonnent vie à l'histoire des Juifs marocains massivement partis pour l'État hébreu.

—The Times of Israel
(Jérusalem)

Au cœur des montagnes de l'Atlas [qui court au Maroc du sud-ouest vers le nord-est], dans le désert du Sahara marocain, une synagogue abandonnée a été redécouverte en 2020 par un groupe de chercheurs israéliens et marocains. Construit en briques de terre crue, ce bâtiment voyait son toit et ses colonnes s'effondrer lentement.

Des pilleurs d'antiquités avaient déjà mis à sac l'ancienne maison de prière, à la recherche de tout ce qui avait de la valeur, et ils avaient abandonné derrière eux les documents qui avaient été enterrés dans la *genizah* [une pièce d'une synagogue], où sont entreposés les textes sacrés anciens ou inutilisables [qui ne peuvent être jetés car ils comportent le nom de Dieu, ou Tétragramme sacré].

Afin de récupérer et d'étudier ce qui restait, le groupe de chercheurs a entamé des démarches pour obtenir les autorisations nécessaires à l'ouverture d'un chantier de fouilles archéologiques

dans la synagogue. Les chercheurs israéliens sont – comme d'habitude – restés discrets sur leurs universités d'origine.

Mais, en décembre 2020, Israël et le Maroc ont normalisé leurs relations dans le cadre des accords d'Abraham. Ce fut une aubaine pour les chercheurs israéliens qui, après avoir travaillé au Maroc à titre officieux pendant des années, pouvaient désormais officialiser leurs relations universitaires et poursuivre des projets de recherche conjoints – tels que les fouilles et la préservation de la synagogue.

“Ce chantier est une chance, et il bénéficie de plusieurs facteurs simultanés : les changements dans la façon dont les Israéliens perçoivent les Juifs du Maroc, l'accord avec Israël et la relation entre les Juifs et le Maroc lui-même”, explique Orit Ouaknine-Yekutieli, historienne à l'université Ben Gourion du Néguev, qui a découvert la *genizah* avec son conjoint, Yuval Yekutieli, archéologue à la même université, et plusieurs spécialistes marocains. Elle poursuit : “Nos recherches tirent profit de ce

moment unique, mais elles sont aussi le résultat d'une coopération étroite de plusieurs années avec nos amis marocains, qui était moins formelle jusqu'à présent.”

En tant qu'historienne, Orit Ouaknine-Yekutieli a dû relever de nombreux défis en Israël : tout d'abord, faire reconnaître par ses pairs l'intérêt des études sur l'histoire des Juifs mizrahis – originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient – qui n'a pas fait l'objet de

recherches aussi importantes que celles sur l'Holocauste et l'histoire des Juifs d'Europe. Et même dans les rares études sur ces communautés juives orientales, les recherches sur la vie dans les grandes villes ont souvent été privilégiées au détriment de l'histoire des Juifs en zone rurale.

Histoire juive. Mais Orit Ouaknine-Yekutieli a toujours été attirée par le désert du sud du Maroc et par ces petites oasis qui ont permis aux Juifs d'y vivre pendant des milliers d'années, et de construire une vie communautaire riche au milieu de ces montagnes austères. Elle a travaillé avec Salima Naji, une anthropologue sociale et architecte marocaine récompensée par de nombreux prix, pour étudier le réseau des oasis et découvrir comment les Juifs sont devenus l'une des nombreuses minorités vivant dans ces petits villages. Elle commente : “L'histoire des Juifs amazighs (aussi appelés 'Juifs berbères') a souvent été mise de côté, et nous essayons de remédier à ce problème.”

Le dernier article d'Orit Ouaknine-Yekutieli sera publié dans le prochain numéro de la revue de recherche *Jewish Social Studies* et portera sur les incantations magiques retrouvées dans le cimetière juif du village méridional d'Oufran, considéré comme la plus ancienne colonie juive du Maroc, avec des pierres tombales datant du III^e siècle de notre ère, et peut-être même plus anciennes.

Les Yekutieli ont travaillé avec des spécialistes marocains, notamment Salima Naji, David Goeury, de l'université de la Sorbonne, Aomar Boum, de l'Ucla, et Saghir Mabrouk, de l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine de Rabat, au Maroc.

Ils ont découvert des *genizah* dans les villages d'Akka et de Tamanart, dont les synagogues ont servi de lieu de prière pendant des centaines d'années puis ont été abandonnées à la fin des années 1950 et au début des années 1960, lorsque la grande majorité des Juifs marocains sont partis s'installer en Israël.





Le musée du Peuple juif-ANU [à Tel-Aviv] a organisé une série de conférences sur le judaïsme marocain, dont la première sera donnée par les Yekutieli et portera sur des traditions des incantations découvertes dans les *genizah*.

L'un des défis des fouilles archéologiques dans le sud du Maroc est que tous les bâtiments sont en pisé [en terre crue], ce qui les rend difficiles à exploiter et très sensibles aux intempéries une fois exposés. Le chantier est très long, le travail de fouilles très lent, et il faut faire appel à des artisans et à des matériaux locaux pour reconstituer les bâtiments à l'identique, explique Yuval Yekutieli, qui se souvient : "Quand nous sommes arrivés, il n'y avait plus de toit, et les colonnes et les murs étaient en train de s'effondrer."

À Akka, juste avant de partir, les Juifs avaient creusé un trou dans la *bimah*, l'estrade où se lit la Torah, et enterré les lettres, des incantations magiques écrites sur des parchemins et les rouleaux de la Torah. À Tamanart, ils avaient caché les objets sacrés dans un trou dans le mur.

↔ Une ruelle du quartier juif du village de Tagadirt, au Maroc, le 28 février 2023.

↑↑ Des archéologues fouillent les ruines d'une synagogue dans le quartier juif. Accroupi au centre, Yuval Yekutieli.

↑ Une ruelle du quartier juif. Photos Fadel Senna/AFP

À l'arrivée de l'équipe de chercheurs, de nombreux textes étaient éparpillés sur le sol des deux synagogues, preuve que les pilliers avaient déjà fouillé les bâtiments. Avant que l'équipe obtienne le permis pour commencer les fouilles, des pluies torrentielles se sont abattues sur la région. C'était la première fois qu'il pleuvait en près de six ans, raconte Orit Ouaknine-Yekutieli. Les chercheurs essayaient de se réjouir, comme les habitants, de l'arrivée de la pluie, mais ils craignaient que les documents ne soient définitivement abîmés.

Quand ils sont retournés sur le site avec leur permis juste après les pluies, ils ont eu la joie de découvrir que la plupart des papiers étaient parfaitement conservés

dans les murs de boue ou les sols de la synagogue. L'humidité leur avait même été bénéfique.

"Nous avons passé plusieurs jours et plusieurs nuits à retirer tous les papiers et à les déplier alors qu'ils étaient encore humides. S'ils avaient séché et que nous avions essayé de les ouvrir, ils se seraient désintégrés", raconte Orit Ouaknine-Yekutieli. "Comme les Marocains, nous pensons que ce sont les nombreux *tzaddikim* (les justes) et *maraboutim* (les hommes saints de l'islam) qui se trouvent dans ce lieu qui ont pris soin de la *genizah* et ont protégé notre projet", ajoute-t-elle.

Remonter le temps. Les *genizah* ont permis de découvrir un certain nombre de choses intéressantes, notamment que les deux villages étaient probablement des ateliers où l'on écrivait toutes sortes de formules magiques et cabalistiques pour protéger les femmes en couches, les enfants ou les personnes âgées. Parmi les autres documents, on trouve des lettres de rabbins adressées à diverses communautés, datant des xvii^e et xviii^e siècles jusqu'aux

années 1950, ainsi que des titres de propriété signés entre les Juifs et leurs voisins musulmans.

Les *genizah* sont une mine d'informations sur les relations sociales et les traditions propres aux Juifs marocains, qui accordaient une grande confiance aux formules cabalistiques.

Aujourd'hui, les parchemins sont conservés à Rabat, mais le projet a besoin de financements pour que l'équipe puisse effectuer des recherches et numériser tous les articles trouvés dans les *genizah*. Ces *genizah* offrent une occasion inestimable de comprendre la culture du sud du Maroc à travers les âges, assure Orit Ouaknine-Yekutieli.

Bien que les traditions juives dans le sud du Maroc remontent à des milliers d'années, il faut au plus vite procéder à des fouilles archéologiques et à des recherches. En effet, de nombreux Marocains qui vivaient dans ces villages

Ces *genizah* offrent une occasion inestimable de comprendre la culture du sud du Maroc à travers les âges.

sont encore en vie en Israël [on estime que 800 000 Juifs originaires du Maroc, devenus israéliens après leur *alya*, vivent dans l'État hébreu].

"Grâce à la petite histoire d'une personne, nous pouvons comprendre beaucoup plus de choses sur la communauté et, cerise sur le gâteau, nous pouvons même parler aux personnes qui sont parties", souligne l'historienne. Imaginez que les archéologues en Israël puissent appeler les anciens habitants d'un village et leur demander quelle famille vivait dans quelle maison, ou à quoi servait tel ou tel bâtiment, s'enthousiasme Orit Ouaknine-Yekutieli.

Un grand nombre de Juifs marocains qui sont partis à l'âge adulte sont aujourd'hui trop âgés pour faire le voyage, mais Orit Ouaknine-Yekutieli leur fait visiter les villages virtuellement, afin qu'ils puissent repérer d'autres éléments que les chercheurs n'ont peut-être pas remarqués.

"Nous remontons le temps pour nous retrouver à la fin des années 1950, au moment où ils ont quitté les lieux, explique-t-elle. Leurs

histoires sont d'une grande diversité et viennent enrichir les récits que nous connaissons déjà sur l'histoire des Juifs marocains." Elle ajoute : "Nous essayons de montrer que cette communauté de Juifs du Maroc était heureuse et comment, à travers les histoires personnelles de cette communauté singulière, nous pouvons acquérir une compréhension plus large du judaïsme marocain."

Alors qu'Orit Ouaknine-Yekutieli s'efforce de faire connaître la vie des Juifs marocains en Israël, on assiste également à un regain d'intérêt pour les Juifs au Maroc, où vivent aujourd'hui 2 500 Juifs environ. En 2018, avant la normalisation des relations, le roi Mohammed VI avait demandé aux écoles d'intégrer l'étude de l'Holocauste dans leurs programmes. "L'éducation a le pouvoir de lutter contre la discrimination et le racisme, ainsi que contre le phénomène hideux de l'antisémitisme", avait-il déclaré à l'époque.

L'un des conseillers personnels du roi, André Azoulay, est juif et a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'enseignement de l'histoire juive dans les écoles marocaines; il a également aidé Orit Ouaknine-Yekutieli et l'équipe. De nombreux chercheurs marocains avec lesquels travaille l'historienne ne sont pas juifs, mais ils s'intéressent à l'histoire juive de la région. Boum, un [anthropologue] marocain qui travaille également à l'Ucla, effectuait déjà des recherches sur la communauté juive d'Akka avant l'arrivée des Yekutieli.

"Cet événement s'inscrit dans le contexte de ces vingt dernières années, qui ont vu le Maroc s'intéresser de plus en plus à son histoire juive, constate Ouaknine-Yekutieli. Le Maroc se veut un pays pluriel et multiculturel, et son identité juive en fait partie intégrante."

—Melanie Lidman, publié le 1^{er} mai

SOURCE



THE TIMES OF ISRAEL

Jérusalem, Israël

[timesofisrael.com](https://www.timesofisrael.com)

Ce site d'information, lancé en 2012, héberge news et blogs à propos d'Israël, de sa région et du monde juif". Ses contenus sont disponibles en plusieurs langues.

à la une

FAUT-IL ABOLIR

Partout en Occident, la génération des baby-boomers – celle née après la guerre – est en train de céder sa richesse à sa progéniture, confrontée à une situation économique beaucoup moins reluisante. Dans une longue enquête sur ce vaste transfert de biens et d'argent au Royaume-Uni, le quotidien britannique *The Guardian* révèle ce paradoxe : l'héritage devient indispensable pour s'en sortir dans la vie, en premier lieu sur le marché de l'immobilier, mais fige ou même exacerbe les inégalités.



L'HÉRITAGE ?



← Dessin
de Harry Haysom,
Royaume-Uni.

—The Guardian, extraits (Londres)

Isobel a eu beaucoup de mal à tomber enceinte. À 34 ans, après plusieurs fausses couches déchirantes et trois cycles de fécondation in vitro (FIV) épuisants, elle commençait à craindre qu'il ne soit trop tard. Mais, par miracle, la quatrième tentative fut la bonne, et lors de notre entretien elle n'est plus qu'à quelques semaines de l'accouchement. Ses parents sont "surexcités" à l'idée de rencontrer leur premier petit-enfant. Il faut dire que ce sont eux qui ont financé le traitement destiné à stimuler la fertilité de leur fille – comme pour un couple de Britanniques sur huit ayant recours à la FIV –, permettant ainsi à Isobel et à son compagnon de se lancer corps et âme dans le processus et d'enchaîner rapidement plusieurs tentatives.

"Je leur suis tellement reconnaissante de nous avoir permis d'aller si vite, alors que certains de nos amis ont dû attendre longtemps entre deux cycles, pour mettre de côté l'argent nécessaire", confie la jeune femme, qui travaille pour une association caritative à Londres.

Ce n'était pas la première fois que sa famille lui donnait un coup de pouce financier. Ses parents ont hérité de leurs propres parents dans les années 1950, puis ont à leur tour fait des donations à leur fille. Quand elle avait 27 ans, ils l'ont aidée à acheter une maison à Londres. Cinq ans plus tôt, ils avaient remboursé son prêt étudiant, pour qu'elle puisse commencer à épargner dans un fonds de pension. "Cela a enclenché tout un nouveau cycle de privilèges", analyse-t-elle.

La générosité de ses parents a changé sa vie, et elle ne pourra jamais assez les remercier. Mais, comme beaucoup d'autres personnes dans son cas, elle n'aime pas parler ouvertement de cet argent familial – "Isobel" n'est d'ailleurs pas son vrai prénom. Elle n'a jamais avoué à ses collègues comment elle avait réussi à acheter une maison à son âge. Les choses sont devenues quelque peu délicates pendant la pandémie, quand elle a commencé à faire des réunions Zoom de chez elle, et que tout le monde a pu voir où elle vivait. "Ça paraît injuste. Alors je culpabilise."

Le Royaume-Uni est entré dans l'âge d'or de l'héritage : les milliards accumulés par les baby-boomers, nés après la guerre, commencent à ruisseler vers leurs enfants et leurs petits-enfants – c'est ce qu'on appelle le "grand transfert de richesses". D'ici à 2025, 100 milliards de livres sterling [115 milliards d'euros] – soit plus

de la moitié du budget annuel du NHS, le système de santé britannique – pourraient changer de mains chaque année, d'après une étude historique réalisée pour Kings Court Trust, un cabinet privé spécialiste des successions. Et ce montant pourrait plus que tripler d'ici à 2047. Au cours des trente prochaines années, ce sont près de 5500 milliards de livres au total qui pourraient circuler dans les familles, sous forme d'héritage traditionnel ou, de plus en plus souvent, de donations comme celles dont a bénéficié Isobel, qui ne sont pas soumises aux droits de succession si le donateur meurt plus de sept ans après la transmission. Dans les familles

les plus aisées, ces dons relèvent parfois d'une stratégie mûrement réfléchie visant à réduire les droits de succession, en investissant plutôt dans l'immobilier ou l'éducation des enfants.

Mais les questions de transfert de richesses ne concernent pas uniquement les plus riches. D'après le Trésor britannique (HMRC), près d'un quart des plus de 70 ans ont soutenu financièrement leurs enfants ces deux dernières années. Certains ressentent un tel besoin d'aider leurs proches qu'ils vont même jusqu'à s'endetter



REPORTAGE

AU COURS DES TRENTE PROCHAINES ANNÉES, CE SONT PRÈS DE 5500 MILLIARDS DE LIVRES AU TOTAL QUI POURRAIENT CIRCULER DANS LES FAMILLES.

pour cela. La moitié des primo-accédants à la propriété reçoivent un coup de pouce de leurs proches, d'après une enquête de Legal & General, spécialiste des services financiers, et environ un tiers des grands-parents prévoient d'aider leurs petits-enfants à financer leurs études. Les membres de cette génération, qui ont bénéficié d'une éducation gratuite et ont pu devenir propriétaires rapidement malgré des revenus relativement modestes, s'inquiètent de voir leurs enfants obligés de déployer des efforts considérables pour franchir ces mêmes étapes. Alors, s'ils le peuvent, ils viennent à leur secours.

Si les sommes en jeu sont si exorbitantes, c'est en partie parce que les baby-boomers représentent une bonne partie de la population britannique – un cinquième environ –, mais aussi parce qu'ils ont eu de la chance. Il est tout à fait dans l'ordre des choses que les seniors soient

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 134 443 ex.
(2019)

theguardian.com

Né en 1821,
The Guardian est
le journal de référence
de l'intelligentsia,
des enseignants
et des syndicalistes.
Orienté au centre
gauche, il se montre
très critique vis-à-vis
du gouvernement
conservateur.

plus riches que les jeunes, puisqu'ils ont eu des années pour investir dans l'immobilier, cotiser à des fonds de pension et mettre de l'argent de côté. Mais les biens acquis par cette génération ont connu une trajectoire inhabituelle: entre 1980 et 2020, les prix de l'immobilier ont triplé en valeur réelle, et même les logements sociaux achetés dans le cadre de la politique d'accès à la propriété de Margaret Thatcher dans les années 1980 affichent désormais un prix à sept chiffres dans certains quartiers de Londres. Un quart des logements de retraités valent désormais plus de 1 million de livres [1,15 million d'euros] sur le papier, même si leurs propriétaires ne possèdent pas beaucoup d'économies. Et cette manne s'apprête désormais à passer à la génération suivante – à certains de ses membres, du moins.

Facteur de réussite. L'étude de Kings Court Trust souligne l'existence d'un "décalage déjà profond, et de plus en plus marqué", entre les jeunes qui peuvent compter sur un héritage et ceux qui, malheureusement, savent qu'ils ne recevront rien. Car la fortune familiale est un facteur de plus en plus décisif pour réussir dans la vie. L'an dernier, une étude a révélé que, chez les individus nés dans les années 1960, un quart de l'écart de niveau de vie entre les plus riches et les plus pauvres était lié à l'héritage. Pour les enfants des années 1980, ce chiffre atteint un tiers. Et lorsque les temps sont durs, plus il devient difficile de s'en sortir uniquement grâce au mérite, plus la question de l'héritage peut devenir source de tensions et donc de culpabilité, de rivalité, voire de ressentiment tenace.

Cela inquiète d'ailleurs Isobel. "La plupart de mes amis qui ont acheté un logement ont reçu de l'argent de leurs parents, explique-t-elle. On dit que la vie est dure pour notre génération, mais je pense qu'il y a une différence entre ceux qui héritent et les autres." Pas étonnant que la question de l'héritage soit devenue l'un des secrets les plus inavouables de la classe moyenne, encore plus tabou que le sexe.

7,4

MILLIARDS DE LIVRES STERLING,

soit 8,5 milliards d'euros, passent du compte des parents à celui des enfants chaque année au Royaume-Uni, "rien que pour aider à financer des achats immobiliers", relève **The Sunday Times**. Si cette "banque de Papa-Maman" obligeait ses débiteurs à la rembourser comme un établissement de crédit normal, "il s'agirait du dixième plus gros prêteur du pays". Quelque 20 % des Britanniques âgés de moins de 35 ans ont ainsi déjà reçu un "cadeau financier" de leurs parents, contre 15 % des Français, 12 % des Allemands et 8 % des Italiens. "Bon nombre de milléniaux concernés sont conscients de ce privilège", note **The New Statesman**. D'autres, nettement moins. "Dans les tabloïds fleurissent des articles écrits à la première personne racontant : 'Je suis devenu propriétaire à 23 ans avec un salaire modeste', raille le magazine de gauche. *ais, invariablement, ils glissent au détour d'une phrase avoir reçu l'aide de leurs parents.*"



↑ Dessin de **Bénédictine** paru dans **24 Heures**, Lausanne.

Fille d'immigrés nigériens, l'autrice à succès Otegha Uwagba a connu une enfance modeste. Mais son admission, avec une bourse, dans une école privée puis à Oxford lui a ouvert les portes de nouveaux cercles sociaux. Dans son ouvrage autobiographique *We Need to Talk About Money* ["Il faut qu'on parle d'argent", inédit en français], elle décrit l'étrange réserve de ses nouveaux amis quant aux circonstances dans lesquelles ils sont devenus propriétaires à 20 ans et quelques. "La plupart des gens passent sous silence l'héritage, parfois énorme, qui a facilité ces achats. On voit sur Instagram des photos de vingtenaires rayonnants qui posent fièrement devant la porte de leur nouvelle demeure, et on ne peut s'empêcher de se demander: 'Mais comment ont-ils fait?'" Perplexe, l'écrivaine a un jour demandé à une amie comment elle avait réussi à obtenir un prêt à seulement 2,4 ans. En réalité, c'étaient ses parents qui avaient acheté l'appartement, et elle feignait simplement d'avoir fait un emprunt.

Jugement. "Quand on les questionne sur leurs privilèges, qu'il s'agisse d'une question de race, de genre ou d'argent, les gens préfèrent rester évasifs. Ils trouvent cela rabaissant", analyse-t-elle. Après tout, ils n'ont aucun mérite à réussir dans de telles conditions. "Les donations intergénérationnelles sont un sujet sensible", confirment les sociologues Liz Moor et Sam Friedman, qui ont enquêté sur la façon dont se justifient les personnes que leurs parents ont aidées à investir. "C'est une source de culpabilité, d'embarras et même de honte. La question est souvent taboue."

Parmi les héritiers qu'ils ont interrogés, plusieurs ont affirmé ressentir une forme de jugement de la part de leurs amis, car ils n'ont pas su se débrouiller tout seuls. Ceux ayant une sensibilité de gauche ont également du mal à faire cohabiter leur reconnaissance envers

leurs parents et leur conscience politique. La plupart des participants se disent par ailleurs favorables aux droits de succession, mais surtout pour les plus riches qu'eux.

Les héritiers se défendent généralement en invoquant les origines ouvrières de leurs ancêtres qui ont commencé à constituer la fortune familiale, il y a plusieurs générations, explique Liz Moor, dont les recherches portent sur l'absence de véritable revendication sociétale d'une taxation des héritages. Mais ils ont plus de mal à justifier les disparités entre leur situation et celle de leurs amis qui occupent des emplois similaires mais n'ont pas les moyens d'acheter. L'une des personnes interrogées, Alicia, cache même le fait qu'elle a acheté son appartement sans avoir recours à une banque.

À cause de ce tabou, les jeunes n'ayant pas hérité en viennent à s'autoflageller. Ils se demandent pourquoi ils sont incapables de réussir leur vie, alors qu'en réalité leurs amis n'ont pas fait mieux – ce sont leurs parents qui ont réussi. Pendant une bonne partie de sa vingtaine, Otegha Uwagba a cru que la réussite financière n'était "qu'une question de travail, de progression de carrière". Depuis, elle a changé d'avis: "Si je ne comprends pas comment

"LES DONATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES SONT UNE SOURCE DE CULPABILITÉ, D'EMBARRAS ET MÊME DE HONTE."

Liz Moor et Sam Friedman, SOCIOLOGUES

quelqu'un a fait, je pars du principe que c'est grâce à l'argent de sa famille. Et ça se vérifie souvent, surtout dans le secteur des médias et de l'édition."

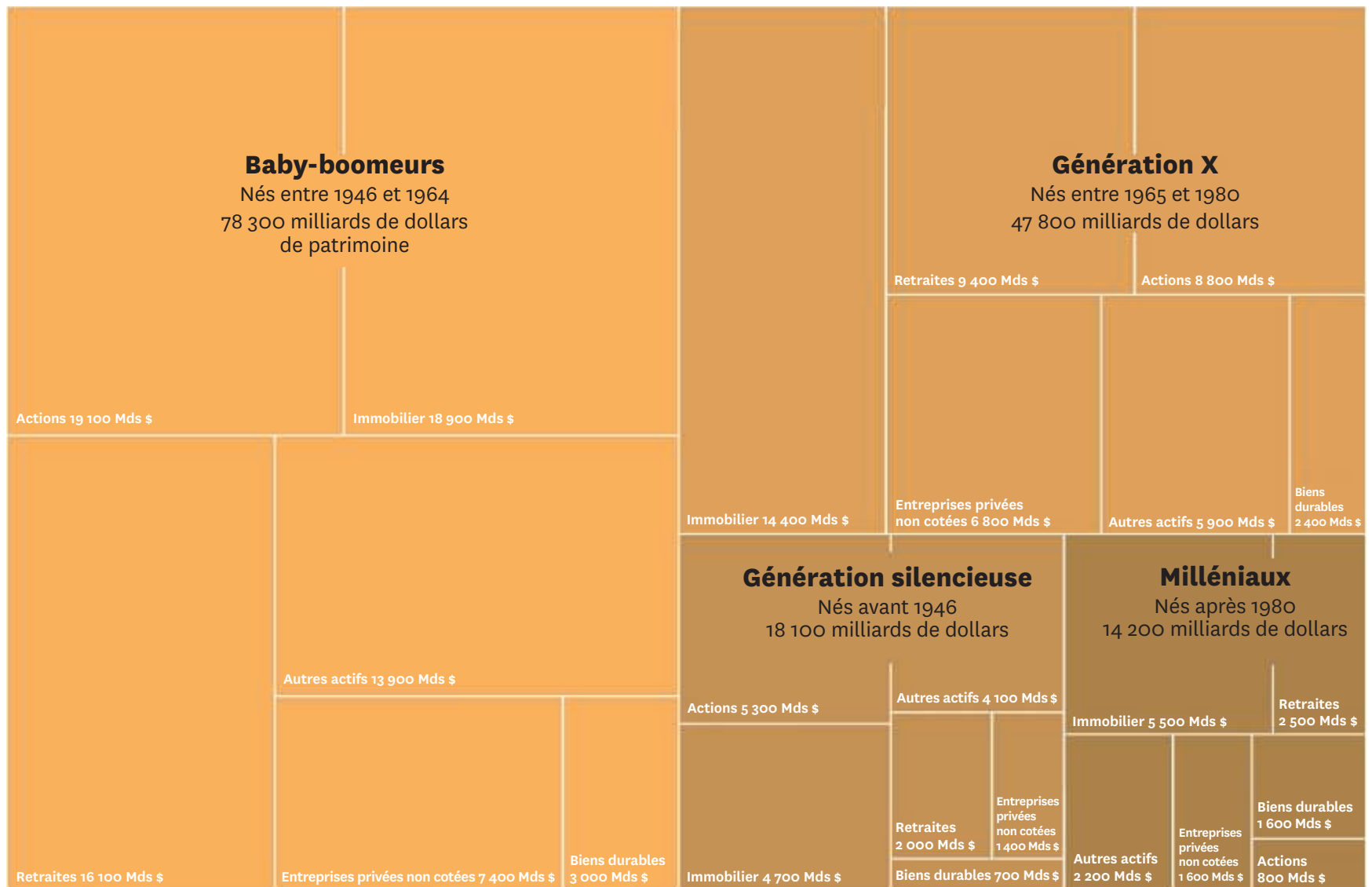
L'acquisition d'un patrimoine à un jeune âge possède un puissant effet multiplicateur, souligne l'autrice. Il est plus facile de constituer un apport sans prêt étudiant à rembourser. Plus l'on devient propriétaire tôt, plus on peut commencer à épargner rapidement et constituer ainsi un capital à transmettre à ses enfants. L'argent engendre l'argent, à tel point que les descendants des riches Britanniques de l'époque victorienne ont encore de très fortes chances de vivre dans l'opulence aujourd'hui, cinq générations plus tard, d'après les chercheurs.

Recevoir un héritage, ou savoir qu'on le percevra un jour, offre aussi d'autres avantages, plus abstraits. Les heureux bénéficiaires se sentent plus libres de prendre des risques professionnels, de tenter leur chance dans des secteurs potentiellement lucratifs, mais peu rémunérateurs dans un premier temps – des emplois précaires, tels qu'acteur, ou des métiers étonnamment mal payés en début de carrière, dans le droit pénal, par exemple. Après son diplôme, Otegha Uwagba a accepté un poste dans la publicité, car elle craignait de ne pas réussir à vivre de sa plume. Certains de ses amis issus de familles aisées, eux, hésitaient moins à effectuer des stages non rémunérés dans le → 30



Le plus grand hold-up des États-Unis

Les baby-boomers vont transmettre un vrai pactole à leurs héritiers : leur patrimoine, gonflé par les prix de l'immobilier et des valeurs boursières, a triplé en trente ans. Ils détiennent la moitié des 140 000 milliards de dollars de patrimoine familial du pays.



SOURCE : FEDERAL RESERVE

Note : valeurs au quatrième trimestre 2022. Le montant total (140 000 milliards) tient compte du passif, mais pas les montants rattachés aux différentes catégories d'actifs – leur somme représente environ 158 000 milliards de dollars. Les "retraites" incluent les montants des allocations à venir, calculés à partir de leur valeur actuelle, et les rentes des assurances-vie.

●●● Le transfert de richesses entre générations aux États-Unis atteint des plafonds inédits. Parce que les baby-boomers, ces 73 millions d'Américains nés après la Seconde Guerre mondiale et qui ont bénéficié d'années fastes de croissance, commencent à mourir en nombre, et qu'ils détiennent la moitié de la richesse nationale. Certes, "la plupart d'entre eux ne laisseront guère derrière eux qu'une maison et quelques milliers de dollars", note **The New York Times**, mais d'autres transmettent à leurs

héritiers des centaines de milliers, des millions, voire des milliards de dollars." Entre 1989 et 2022, le patrimoine des Américains a plus que triplé, passant de 38 000 milliards à 140 000 milliards de dollars. Sur les 84 000 milliards de dollars que les plus âgés devraient léguer à leurs rejetons membres de la génération X (nés entre 1965 et 1980) ou milléniaux (nés après 1980) d'ici à 2045, "16 000 milliards de dollars seront transmis dans la décennie", souligne le quotidien américain. Nul besoin d'attendre

la mort de quelqu'un pour recevoir une partie de son patrimoine, grâce aux très populaires donations, des actes effectués du vivant du donateur "qui accordent une longueur d'avance à des millions de personnes". Le raz de marée a "déjà des répercussions sur l'économie en général, huilant les roues de la mobilité sociale pour certains, pavant d'obstacles la route des exclus". Les inégalités s'installent. "Les 10 % de ménages les plus aisés donneront et recevront la majorité des richesses", les 1 % de foyers les plus riches, "qui détiennent à peu près

autant de richesses que les 90 % les moins riches et sont majoritairement blancs, domineront la majeure partie des transferts d'argent". Les nantis peuvent s'appuyer sur un véritable pactole immobilier, le prix moyen d'une maison ayant augmenté "d'environ 500 % depuis 1983, lorsque les baby-boomers avaient entre 20 et 30 ans, les années les plus propices à la formation d'un ménage". Sans oublier les revenus en Bourse, en hausse "de plus de 2800 % depuis 1983".

28 ← secteur de la création: “Quand on sait que l'argent tombera un jour ou l'autre, on peut prendre davantage de risques, se projeter à long terme.”

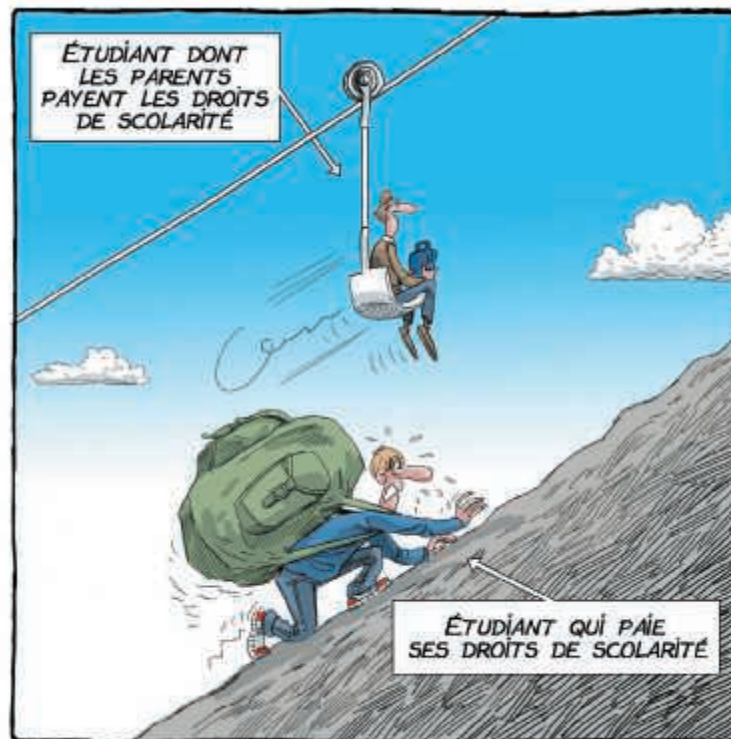
Mais, parfois, l'héritage peut aussi provoquer des sentiments mitigés. C'est ce qu'a vécu Philippa, 39 ans : ses parents l'ont aidée à acheter un petit appartement dans les faubourgs de Londres, malgré leurs moyens relativement modestes. Sans eux, elle n'aurait jamais pu devenir propriétaire avec son salaire de fonctionnaire du NHS, mais elle se demande désormais s'ils ont gardé assez d'argent pour vivre une retraite confortable. Comme Isobel, Philippa est partagée entre la gratitude et la culpabilité de ne pas être totalement indépendante financièrement : “J'aimerais me débrouiller seule, mais quand on vous propose ce genre d'aide il est très difficile de refuser.”

Les espoirs et les craintes qui entourent la transmission de richesses rendent le sujet particulièrement sensible jusque dans le cercle familial. L'héritage occupe désormais une place démesurée dans la société, et cette dépendance pourrait s'avérer lourde de conséquences. Pour ceux qui n'auront pas la chance d'hériter, bien sûr, mais aussi pour les testateurs, dont

SIL'HÉRITAGE PEUT S'AVÉRER À DOUBLE TRANCHANT POUR L'UNITÉ FAMILIALE, IL EXISTE SANS DOUTE UN EXCELLENT MOYEN D'APAIER LES TENSIONS: LA TAXATION.

la qualité de vie pourrait se dégrader à un âge où ils devraient être en droit de se faire plaisir. D'après un rapport récent du think tank Resolution Foundation, spécialisé dans l'étude des ménages les plus modestes, certains seniors consentent aujourd'hui des sacrifices considérables pour pouvoir léguer quelque chose à leurs enfants : 9 % d'entre eux emménagent dans un logement plus petit, 16 % épargnent davantage, et 4 % repoussent leur départ à la retraite. “Ce n'est pas uniquement un problème d'égalité des chances pour les jeunes dont les parents n'ont pas beaucoup d'argent. Les plus âgés aussi sont pénalisés”, explique Jack Leslie, [ancien] économiste en chef pour le think tank et coauteur du rapport. Ce contraste entre les aspirations des uns et des autres, souvent passé sous silence, est source de tensions dans de nombreuses familles.

Fiona, mère célibataire de 33 ans travaillant pour une administration locale, a bien connu ce problème. Quand sa sœur aînée a acheté une maison, leurs parents ont participé à l'apport, en lui promettant qu'ils feraient de même pour elle. Mais, le moment venu, ils lui ont annoncé qu'ils avaient investi toutes leurs économies dans une maison à l'étranger, pour réaliser leur rêve de retraite au soleil. Fiona s'est retrouvée tiraillée entre deux sentiments contradictoires: tout en sachant que ses parents avaient le droit de dépenser leurs économies à leur guise, après avoir travaillé si dur, elle ne pouvait s'empêcher



d'éprouver une certaine amertume: “Même avec mes parents, c'est difficile d'en parler. C'est un point très sensible, il y a beaucoup de honte, ils se braquent vite sur le sujet.”

Ses parents viennent d'un milieu très populaire, ont travaillé dur, s'en sont bien sortis et ont mérité leur maison au soleil, reconnaît-elle. Mais Fiona a bien du mal à ne pas se sentir lésée par rapport à sa sœur. “Je dis cela comme si cet argent m'était dû...” Si la question de l'héritage suscite tant d'émotions, c'est parce qu'au-delà de l'enjeu purement financier elle ravive souvent des souvenirs, parfois douloureux – jalousie vis-à-vis de l'enfant perçu comme préféré, impression d'avoir été négligé.

Grand transfert. “Certains clients viennent me voir pour des conseils juridiques et finissent par me parler de conflits remontant à l'époque où ils portaient encore des couches-culottes”, soupire Barbara Rich, avocate en droit de la famille, spécialisée dans les gros héritages et la médiation des conflits testamentaires. Désormais, elle commence systématiquement par interroger ses clients sur leur rang dans la fratrie et sur la nature de leurs relations avec leurs frères et sœurs, nous explique-t-elle, via Zoom, depuis son élégant cabinet. Elle n'oubliera jamais la conversation qu'elle a un jour surprise, au début de sa carrière, devant un tribunal. On aurait dit un poème de Larkin, se souvient-elle [Philip Larkin, poète britannique auteur des célèbres vers: “Ils te niquent, tes père et mère / Ils le cherchent pas, mais c'est comme ça”]. “Une femme, la cinquantaine, disait à sa sœur: ‘Maman ne t'a jamais aimée, tu sais, et de toute façon ces bougeoirs en étain sont des faux.’ Ça résume parfaitement les choses.”

Si l'héritage peut s'avérer à double tranchant pour l'unité familiale, il existe sans doute un excellent moyen d'apaiser les tensions: la taxation. Le “grand transfert de richesses” devrait

rapporter 7,8 milliards de livres [près de 9 milliards d'euros] au Trésor d'ici à 2027-2028 (contre 2,4 milliards en 2009). De plus en plus de familles sont concernées, en raison du gel du seuil d'imposition, qui n'a pas été relevé depuis treize ans alors que les prix de l'immobilier flambent. Néanmoins, seules 4 % des propriétés britanniques sont soumises à des droits de succession à l'heure actuelle, et un couple marié transmettant la maison familiale peut léguer à ses enfants jusqu'à 1 million de livres [1,15 million d'euros] non soumis à l'impôt. La gauche pourrait-elle faire preuve d'un peu plus d'audace et utiliser ce “grand transfert” pour financer des politiques progressistes?

Courage. Si l'héritage est un concept profondément conservateur, alors sa vocation première est sans doute d'entretenir le statu quo. Il a toujours aidé les plus riches à enrichir leurs enfants, arrimant l'argent et le pouvoir dans un même petit cercle social. Le patrimoine familial a également préservé de nombreux Britanniques de la classe moyenne de difficultés financières qui auraient pu être bien pires. Et cette capacité à vivre des ressources accumulées par de glorieux ancêtres, avec l'illusion d'être toujours au bon vieux temps alors que les salaires stagnent, a sans doute tempéré les velléités de changement. “On parle beaucoup de la ‘génération loyer’ [qui ne parvient pas à devenir propriétaire] et des difficultés financières des milléniaux, mais ça ne concerne pas autant de jeunes qu'on pourrait le croire, car un certain nombre ont hérité de leur famille, détaille Otegha Uwagba. Il suffit de voir la classe dirigeante, les gardiens de ce pouvoir, ceux qui se lancent dans les médias et la politique. Je me demande combien de députés ont fait l'expérience du loyer londonien avec un salaire très basique.”

Et pourtant, l'idée de voir l'administration fiscale s'interposer entre les parents et leurs enfants demeure étrangement impopulaire, même parmi ceux susceptibles d'en tirer profit. Si Jack Leslie n'a pas interrogé les participants à son étude sur les droits de succession, car ils ne sont pas assez aisés pour devoir en payer, il a tout de même noté une forte réticence sur le sujet: “Les gens trouvent cela profondément injuste. Cela leur paraît normal d'aider ses enfants ou ses petits-enfants.”

D'après un sondage YouGov, deux Britanniques sur trois sont opposés à la hausse des droits de succession, et près d'un sur deux voudrait les supprimer complètement. L'instinct parental a parfois ses raisons que la raison ignore.

Quand on demande à Isobel si elle a des idées pour réduire cette fracture sociale, la réponse ne se fait pas attendre: “Taxer plus!” Mais cela demandera une bonne dose de courage politique, dans un pays où l'héritage joue un rôle de plus en plus déterminant dans les ambitions de la classe moyenne et fait figure de bouclier contre les épreuves à venir. Le patrimoine familial influence sans doute de trop nombreuses vies pour que les Britanniques y renoncent sans combattre.

—Gaby Hinsliff,
publié le 3 décembre 2022

↑ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Enfant indigne, je te déshérite! Près de 600 000 parents, en Espagne, envisageraient de priver certains de leurs enfants de leur héritage. Le nombre de cas a augmenté depuis 2014, lorsque la justice s'est prononcée en faveur de l'exhérédation de deux enfants jugés indignes envers leur père, relate le quotidien **El Mundo**.



Oui, je m'abonne pour 13,25€ par mois
par prélèvement automatique, au lieu de ~~24,22€*~~.

Je reçois **en cadeau** 4 numéros supplémentaires de *Courrier international*. Je remplis le mandat SEPA ci-dessous.



* Prix de vente au numéro.



Tous les magazines **livrés** chaque semaine.

Tous les 2 mois, recevez un **hors-série**
qui décrypte de façon complète la presse étrangère sur un thème précis :
actualité, société, histoire... **Une collection à conserver !**

76 pages - Format : 230 x 295 mm - Prix public : 8,90 €



L'**accès au site Internet** en illimité
sur tous les supports numériques.

EN CADEAU

4 numéros
supplémentaires
de *Courrier international*
si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.



Mon premier prélèvement
aura lieu après la réception
de mes 4 numéros gratuits.

Je préfère payer en une seule fois.

Je règle 159 € par chèque bancaire
à l'ordre de *Courrier international*.

1 an - 52 numéros + 6 hors-séries + l'accès à la totalité du site Internet.



Abonnez-vous **directement** sur le site Internet
et profitez **immédiatement** du site

<https://abo.courrierinternational.com/auto2302>

J'indique mes coordonnées :

Monsieur

Madame

RCO23BA02

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP

VILLE

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

Désignation du compte à débiter

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international

ICS : FR11ZZZ396542

67-69, av. Pierre-Mendès-France 75013 Paris

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

EN FRANCE, UN SERPENT DE MER

Présente depuis plusieurs années dans le débat public français, la question de l'impôt sur les successions oppose l'opinion publique et les économistes. Mais malgré la promesse de campagne d'Emmanuel Macron, la réglementation en place n'a pas évolué.



À intervalles réguliers, le sujet revient sur la table dans le débat français. Faut-il abolir l'héritage? Ou, au contraire, supprimer les taxes applicables aux successions? Sur la question, les tribunes, études et rapports ne manquent pas. Les propositions des candidats non plus. Lors de l'élection présidentielle de 2017, déjà, tous les candidats s'étaient emparés de la question – à l'exception notable d'Emmanuel Macron, qui souhaitait conserver la réglementation en vigueur.

Rebelote en 2022. Aux élections législatives, le candidat Jean-Luc Mélenchon propose pour la Nupes un programme en 650 mesures *“empreintes d'un radicalisme de gauche sur le plan socio-économique”*, selon le quotidien catalan **La Vanguardia**. *“En matière d'héritage, l'objectif est de relever l'impôt sur la succession pour les grandes fortunes et de limiter le montant total d'un héritage à 12 millions d'euros.”*

Emmanuel Macron prend une orientation contraire. *“En France, [...] chaque enfant peut recevoir d'un parent 100 000 euros exemptés d'impôt”*, rappelle **The Wall Street Journal**, qu'il s'agisse d'un héritage ou d'une donation. Lors de la dernière campagne présidentielle, le chef de l'État promet de relever cet abattement fiscal à 150 000 euros, et d'en faire bénéficier les enfants du conjoint dans les familles recomposées, mais également les héritiers en ligne indirecte que sont les neveux et nièces.

Quelques mois après sa réélection, le président *“revient sur son engagement et maintient [tel quel] l'impôt sur les successions”*, rapporte le site d'information espagnol **InfoLibre**, qui note au passage que l'impôt sur l'héritage est en France *“bien plus élevé qu'en Espagne”*. La

cause de cette dérobade du président de la République? Un manque à gagner trop important pour les finances de l'État, déjà mises à mal par la crise du Covid-19. *“Il n'y a pas d'argent pour les baisses d'impôts, c'est le message de Bercy”*, explique **InfoLibre**.

Du côté de l'exécutif, la promesse ne semble pas définitivement abandonnée, mais plutôt suspendue, dans l'attente d'une meilleure conjoncture économique. La mesure est d'ailleurs plébiscitée par une majorité de Français, quel que soit leur niveau de patrimoine ou leur orientation politique. Selon un sondage **OpinionWay** pour **Les Échos** réalisé en avril, 73 % des Français jugent les droits de succession trop élevés.

Mais de nombreux économistes vont à l'encontre de l'opinion publique. Le Conseil d'analyse économique (CAE), qui conseille Matignon, a ainsi appelé à une refonte des règles fiscales sur l'héritage. *“Le système de taxation français, progressif par son barème, est cependant mité par des dispositifs d'exonération ou d'exemption, [...] dont les justifications économiques sont faibles”*, écrivait le CAE en 2021. Des niches fiscales qui font baisser le taux d'imposition sur les successions – pour les patrimoines les plus importants, il peut s'élever jusqu'à 45 %.

Mais l'héritage est surtout pointé du doigt comme un accélérateur d'inégalités, avec une répercussion bien plus importante que les différences de revenus. *“En France, la part de l'héritage dans la composition du PIB est passée d'environ 4 % en 1950 à 15 % en 2010, indique le journal britannique Spiked. Des milléniaux ayant perçu des legs ont hérité de plus d'argent que ne gagnent de nombreux actifs durant toute leur carrière.”*

— **Courrier international**



Vu d'ailleurs

La prime aux héritiers

Espagne. Une même somme pour tous

● Verser 20 000 euros à chaque jeune à ses 18 ans, c'est la proposition qui émane du mouvement espagnol Sumar. Lancée en juillet 2022 et portée par la ministre du Travail, la communiste Yolanda Díaz, la formation d'extrême gauche entend, par le biais de cet *“héritage universel”*, réduire les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres. Sachant qu'un demi-million d'Espagnols atteignent la majorité chaque année, la mesure coûterait quelque 10 milliards d'euros, calcule la chaîne de télévision La Sexta. Sumar estime pouvoir la financer par un impôt sur le patrimoine ou les successions. *“L'idée n'est pas nouvelle”*, commente **La Vanguardia**. Le journal précise qu'elle a notamment été remise au goût du jour par l'économiste français Thomas Piketty. Or, la proposition de Sumar est sujette à débat, poursuit le quotidien catalan, entre autres parce que *“20 000 euros ne permettent pas d'acheter une maison, de créer une entreprise”*, et que le jeune pourrait dépenser la somme *“de manière irresponsable”*.

Italie. On frôle le ridicule

● *“La taxe de succession est un exemple de privilège fiscal, avec son pourcentage ridiculement bas”*, affirme **La Gazzetta del Mezzogiorno**, quotidien de Bari, dans les Pouilles. De fait, *“l'impôt sur la succession en Italie est parmi les plus bas en Europe”*, complète **Il Corriere della Sera**. *“Jusqu'à 1 million d'euros, la progéniture directe ou le conjoint ne paient pas d'impôt, et ensuite, on applique une taxe de 4 % à l'héritage, contre 30 % en Allemagne et jusqu'à 45 % en France”*, précise le quotidien centriste. Ainsi, les recettes fiscales qui arrivent à Rome (moins de 1 milliard d'euros par an) sont nettement inférieures à celles dont bénéficie La France (13 milliards) ou d'autres pays européens. Pour cette raison, les deux derniers secrétaires du Parti démocrate (centre gauche) ont tout deux proposés de revoir la fiscalité autour de l'héritage... En vain pour le moment.



Revue de presse

↑ Dessin de Martirena, Cuba.

→ Dessin de Vlahovic, Serbie.

Belgique. “Impayable”



● En février, le magazine belge **Knack** dédiait sa couverture au logement qui, “pour 30 % des Flamands, est devenu un problème important, voire insurmontable”. On parle beaucoup de l’augmentation

des prix de l’alimentation, observe Filip Canfyn, auteur d’un livre sur l’habitat, mais, “en moyenne, nous y consacrons 10 % de nos revenus. Si les prix grimpent de 10 %, ce poste arrive peut-être à 11 % de nos revenus. Alors que le budget logement représente pour les moins favorisés 30 % à 40 % de leurs revenus, voire plus.”

Une personne avec un salaire moyen et qui voudrait acheter son premier bien est quasi fichue d’avance si elle ne peut pas compter sur une grosse enveloppe de ses parents, poursuit ce spécialiste de l’urbanisme. Cet état de fait n’est pas tenable, pourtant nous en avons encore trop peu conscience. Dans un avenir proche, l’inaccessibilité des logements va causer une importante colère sociale, de la même façon que le prix du pain par le passé.”

Irlande. Un gros tiers des foyers concernés

● Plus d’un tiers des foyers irlandais seraient bénéficiaires d’un héritage ou d’une donation, a annoncé la Banque centrale du pays au début de l’année. Selon **The Irish Times**, cela souligne “l’importance croissante des transferts intergénérationnels dans la société irlandaise”. L’institution a calculé que la valeur de ce “patrimoine acquis par transmission” s’élevait à 97 milliards d’euros sur les vingt dernières années, un record. L’annonce de la Banque centrale “nourrit un débat qui prend de l’ampleur en Irlande et dans le monde sur le rôle des transferts intergénérationnels de patrimoine et sur la question de savoir s’ils n’engendrent pas des niveaux plus élevés d’inégalités”, affirme le quotidien de Dublin. Parmi les partis principaux en Irlande, seul le Sinn Féin réclame la réintroduction d’un impôt sur la fortune, aboli en 1978, précise le titre.



Scandinavie. Quand Piketty accuse

● Réputés pour leur fiscalité lourde finançant un État providence généreux, les pays scandinaves surprennent parfois. Car ni la Suède ni la Norvège n’ont conservé l’impôt sur la succession. Plus inattendu encore, si c’est une coalition de droite qui l’a aboli à Oslo (en 2014), à Stockholm, c’est un gouvernement social-démocrate qui a franchi le pas (en 2004). Quinze ans plus tard, l’économiste français Thomas Piketty faisait part de son “étonnement” face à ce choix dans un entretien au journal suédois **Dagens Nyheter**. Preuve, selon lui, que le royaume est “devenu plus inégalitaire”. Au Danemark, l’impôt existe, mais le gouvernement en place depuis la fin de 2022 – une coalition liant les sociaux-démocrates de la Première ministre, Mette Frederiksen, les libéraux et des centristes de droite – a prévu de le réduire. Un projet critiqué à gauche. Cette richesse héritée “déséquilibre la société; aussi est-ce “choquant” de vouloir moins la taxer, lance le quotidien de centre gauche **Politiken**.

Suisse. Un dernier bastion de liberté

● Rien d’étonnant, estime la **Neue Zürcher Zeitung**, à ce que le thème de l’héritage revienne régulièrement dans les débats publics. Il y aurait chaque année plus de 90 milliards de francs (environ 93 milliards d’euros) transmis en Suisse de cette manière. Mais, pour le journal conservateur, les appels à réformer les droits de succession n’en demeurent pas moins critiquables, dans un pays où il existe déjà un impôt sur la fortune. D’autant que, avec ou sans patrimoine, “nous ne naissons pas égaux”, rappelle le titre. Abolir l’héritage ne permettrait donc pas la mise en place d’une société juste.

Le quotidien zurichois juge que l’héritage “offre aux familles une liberté d’action et protège leur patrimoine de l’État”. À ses yeux, il faut avoir une “incroyable foi en l’État” pour accepter qu’il prélève des sommes qu’il gèrera à sa guise – et sans doute de manière clientéliste. “En s’attaquant à ce droit, on place le politique avant [ce ciment de la société qu’est] la famille, et le collectif avant la liberté individuelle, conclut-il. Qui donc peut souhaiter cela?”

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



8,90€*

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Géopolitique : le monde de demain

Comment la guerre en Ukraine bouleverse les alliances, renforce les autocraties, soude l’Occident et fait émerger un Sud global.



8,50€*

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Climat : le temps de l'action

Face à la crise climatique, les pistes de la presse étrangère pour s’adapter, s’engager et lutter contre le défitisme ambiant.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

trans- versales.



économie

Environnement... 36
Sciences..... 37

Au Kenya, le paiement mobile séduit les clients... et les escrocs

Argent. Safaricom domine le marché des transactions mobiles kényanes grâce à M-Pesa. Mais un quart de ses clients ont été arnaqués.



—**Rest of World**, *extraits*
(New York)

Au mois de janvier 2022, Peter Mwanzo, un policier de Nairobi, a été la victime très médiatisée d'une escroquerie au paiement mobile. Des pirates avaient remplacé sa carte SIM à distance, sorti 597100 shillings kényans [environ 4018 euros] de son portefeuille mobile et emprunté de grosses sommes en son nom – alors que son téléphone ne l'avait pas quitté.

“Je ne me l'explique pas, vu que je n'ai jamais donné mon code PIN ni mes informations personnelles à quiconque. C'est fou. Apparemment, ils n'ont eu aucune difficulté à pirater ma carte SIM”, déclarait Peter Mwanzo, cité par la presse locale, à la Haute Cour du Kenya quelques mois plus tard, au moment de témoigner contre les escrocs présumés. À la barre, l'homme a également pointé du doigt Safaricom, son opérateur de téléphonie mobile, disant ne pas comprendre que sa carte SIM ait pu être piratée aussi facilement : “Safaricom devrait assumer ses responsabilités. Les affaires de SIM piratées se multiplient.”

Premier opérateur télécoms du Kenya, Safaricom s'est associé [au groupe de téléphonie britannique] Vodafone en 2007 pour lancer M-Pesa. Cette solution de transfert d'argent permet aux usagers d'envoyer et de recevoir des fonds au moyen d'une simple carte SIM et d'un téléphone – qui n'a même pas besoin d'être connecté à Internet.

La moitié du PIB. Aujourd'hui, plus de 30 millions de Kényans en font un usage régulier. Le service est même devenu la principale source de revenus de Safaricom, lui rapportant 107,7 milliards de shillings [721 millions d'euros] en 2022 – soit 36 % du total de ses revenus. Selon les chiffres de la Banque centrale du Kenya, la CBK, les transactions mobiles représentent plus de la moitié du PIB (110 milliards de dollars [102 milliards d'euros]), et M-Pesa accapare 99 % du marché.

L'omniprésence de M-Pesa a attiré de nombreux escrocs. En 2021, un sondage FinAccess a établi que près de la moitié des Kényans utilisant le paiement mobile avaient été victimes de fraudes ou s'étaient trompés

de destinataire en envoyant de l'argent, soit 8,4 % de plus que l'année précédente. En 2022, un rapport de la CBK révélait que 6,1 % des clients de banques mobiles et 25,9 % des usagers de solutions de paiement mobile avaient été victimes de cybercriminels et essuyé des pertes financières.

En février 2023, la direction des enquêtes criminelles du Kenya a arrêté huit hommes soupçonnés d'appartenir à une organisation criminelle qui a soustrait plus de 500 millions de shillings [3,4 millions d'euros] à des usagers de services de paiement mobile. On s'est alors rendu compte que certaines villes, comme Mulot, dans le comté de Bomet [dans l'ouest du Kenya], servaient de plaque tournante à des organisations spécialisées dans le piratage de cartes SIM M-Pesa.

En 2022, Abdi Zeila, un homme d'affaires kényan, a intenté un recours collectif contre Safaricom et l'autorité nationale des télécommunications après avoir été victime d'une de ces arnaques. L'homme avait perdu 495651 shillings [3440 euros] dans une escroquerie à la carte SIM. Le tribunal l'a autorisé à associer d'autres

victimes à son propre recours. Agnetta Makhoha en fait partie. Des escrocs ont fait plusieurs demandes de crédits mobiles au nom de son époux disparu, pour un montant total de 49881 shillings [336 euros]. “Ma famille vit dans l'angoisse depuis cette affaire”, a déclaré devant la cour Agnetta, interloquée par “la réticence [de Safaricom] à reconnaître sa responsabilité et à prendre des mesures pour mettre un terme à des agissements qui sont à l'évidence impu-

“Safaricom m'a dit que j'avais dû laisser traîner mon code PIN. J'ai failli les insulter.”

John, CLIENT
DE L'OPÉRATEUR MOBILE

tables à sa négligence, voire à sa complicité”. Le responsable de la communication de Safaricom, Wachira Kangaru, a refusé de répondre à nos questions.

Farah Bashir, laborantin de profession, se trouvait à Johannesburg pour un déplacement de quinze jours lorsque des escrocs ont piraté sa carte SIM Safaricom à distance et siphonné 2,6 millions

de shillings [17524 euros] de ses comptes mobiles [de la banque kényane] Absa. Farah Bashir s'est alors retrouvé coincé à l'étranger, se nourrissant du yaourt et des en-cas du petit déjeuner offert par l'hôtel où il séjournait, jusqu'à ce que des proches puissent le sortir de ce mauvais pas. Nonobstant ses efforts et le battage médiatique autour de l'affaire, il n'a pas obtenu de Safaricom ou d'Absa qu'ils assument leurs responsabilités pour ces pertes.

Un gestionnaire de plannings à l'hôpital public de Nairobi raconte qu'il s'est fait escroquer d'environ 36000 shillings [242 euros], alors qu'il n'a jamais donné son code PIN ni ses informations personnelles à quiconque. “On m'a volé mon téléphone dans un matatu [transport en commun], explique John, 35 ans, qui préfère utiliser un pseudonyme. Quand je m'en suis rendu compte, je me suis servi du téléphone du chauffeur pour appeler mon numéro, et ils ont répondu. Ils m'ont dit qu'ils l'avaient trouvé et qu'ils pouvaient me l'apporter, mais ils mentaient pour gagner du temps.”

John a également appelé Safaricom pour bloquer son numéro. Le temps qu'il regagne

← Dessin de **Walenta** paru dans **The Wall Street Journal**, New York.

son bureau, quarante minutes plus tard, les escrocs avaient prélevé 10 000 shillings [67 euros] dans son portefeuille M-Pesa, avaient demandé – et obtenu – un découvert de 16 000 shillings [107 euros] et souscrit un prêt auprès de la société de microcrédit M-Shwari. “Safaricom m’a dit que j’avais été négligent et que j’avais dû laisser traîner mon code PIN. J’ai failli les insulter.”

La plupart des arnaques font intervenir de la manipulation.

Une étude de 2021 réalisée par la société de cybersécurité internationale Evina a établi que les fraudes aux solutions de paiement mobile en Afrique touchaient essentiellement le Kenya, où 51 % des transactions sont jugées suspectes, suivi de l’Afrique du Sud (30 %) et du Cameroun (10 %).

En mars, le PDG de Safaricom, Peter Ndegwa, l’a reconnu : “L’essor rapide du secteur de la fintech au Kenya s’est accompagné d’un accroissement des menaces pesant à la fois sur les clients et sur les opérateurs.”

La plupart des arnaques font intervenir de la manipulation sous une forme ou sous une autre. Sur les réseaux sociaux, par exemple, des centaines de personnes se font passer pour des représentants officiels de Safaricom et répondent aux questions des clients avec plus de diligence que le compte officiel du service clients de la société. Les comptes frauduleux copient les visuels et les éléments de langage de Safaricom pour inciter des clients qui ne se doutent de rien à divulguer leurs informations personnelles, dont leur numéro de carte d’identité, le détail des transactions et leur code PIN.

D’après Kevo, un pirate de 34 ans spécialisé dans les services de paiement mobile qui a accepté de parler à *Rest of World* sous le couvert de l’anonymat, beaucoup de Kényans n’ont pas conscience des capacités et des dispositifs de sécurité de M-Pesa, des services bancaires mobiles et des applications de fintech. Alors que les fraudeurs étudient ces systèmes à la loupe pour en déceler des failles, poursuit Kevo, à la tête d’une bande d’amis pirates du quartier défavorisé de Kibera, à Nairobi. “Si vous avez une absence

et que je vous prends votre téléphone en boîte de nuit, par exemple, même si je ne vous le prends que quelques secondes avant de vous le rendre, je vais trouver sans problème votre solde M-Pesa dans vos messages et votre plafond [de découvert] Fuliza, dit-il. N’oubliez pas que je peux aussi choper votre identité. Avec ce numéro, je peux aller dans le menu USSD [menu technique caché] de M-Pesa, réinitialiser le code PIN M-Pesa, accéder au compte et transférer l’argent où je veux.”

Kevo explique qu’il est également coutumier des faux messages et des arnaques à l’annulation de paiement. Beaucoup d’escrocs enregistrent plusieurs faux numéros de téléphone en se servant des informations personnelles volées.

Service antipiratage. Pour faire reculer ce genre de pratiques, le gendarme des télécoms du Kenya a lancé un programme controversé d’enregistrement obligatoire, qui a vu la désactivation de plus de 124 000 cartes SIM, beaucoup de gens ayant signalé que des cartes SIM étaient enregistrées avec leurs informations. Depuis ce tour de vis, on voit régulièrement des officiels brandir devant les caméras les milliers de cartes SIM trouvées en la possession des escrocs.

Face à la multiplication des escroqueries et des plaintes qui les accompagnent, Safaricom a musclé ses campagnes de sensibilisation afin d’aider ses clients à déceler les arnaques le plus tôt possible. En mars 2023, l’opérateur a invité les grandes banques à adopter son nouveau service antipiratage, baptisé SIM Swap Check, qui leur permet de vérifier la date du dernier remplacement de carte SIM par un utilisateur. Grâce à cette information, les banques peuvent déterminer si la transaction d’un client est frauduleuse.

Certaines arnaques au paiement mobile M-Pesa émanent des rangs mêmes de Safaricom. Sur l’exercice budgétaire qui s’est terminé en mars 2022, la société a ainsi congédié 24 employés pour escroquerie.

Kevo, le fraudeur de Nairobi, estime les arnaques inévitables. “C’est obligé, assure-t-il. Il y a des tonnes de failles dans le système, et un paquet de clients de Safaricom y sont exposés.”

—à Nairobi, **Martin K.N Siele**, publié le 30 mars

La “koweïtisation” des emplois fragilise l’enseignement

Éducation. Au Koweït, le gouvernement a décidé de se passer de centaines de professeurs étrangers afin d’offrir des postes aux citoyens du pays.

—**Muwatin**, extraits (Londres)

A la fin de l’année scolaire, les contrats de plus de 2 000 enseignants étrangers ne seront pas renouvelés. C’est ce qu’a annoncé, le 15 mars, le ministère de l’Éducation koweïtien, en expliquant que cela s’inscrivait dans une politique de “nationalisation” de l’emploi, conformément aux instructions gouvernementales destinées à offrir davantage de postes aux citoyens koweïtiens pour réduire le chômage.

Les gouvernements successifs ont toujours dit vouloir lutter contre ce que les Koweïtiens désignent comme le “désordre démographique”. En effet, les 1,5 million de Koweïtiens ne représentent qu’un tiers de la population du pays, aux côtés des 3 millions de résidents étrangers.

C’est la pandémie de Covid-19, il y a trois ans, qui a remis le sujet sur le devant de la scène. La fermeture des commerces [pour cause de confinement], puis l’effondrement des cours du pétrole ont entraîné une vague sans précédent de licenciements de travailleurs immigrés, avec la perte de 200 000 emplois parmi ceux qu’ils occupaient. Aussi, le programme gouvernemental pour la période 2022-2026 comporte désormais un chapitre Emploi dans lequel il est question de “corriger le désordre qui règne dans la composition démographique du point de vue du nombre et des compétences”.

Interrogé sur cette politique de son ministère de tutelle, Youssef

Al-Mohaimeed, inspecteur en langue arabe, estime que celle-ci “n’est pas menée dans un but pédagogique”, mais plutôt de façon comptable. “Voilà le problème. Le gouvernement considère que le ministère de l’Éducation doit participer à la réduction du chômage au même titre que les autres ministères, sans se préoccuper de la réalisation des objectifs [pédagogiques]. Il estime que les enseignants sont de simples lignes budgétaires et qu’à travers eux on peut calmer la grogne populaire.”

Pour l’année 2022-2023, le budget du ministère de l’Éducation s’élève à plus de 2,2 milliards de dinars koweïtiens [près de 6,7 milliards d’euros], dont 95 % couvrent les salaires.

Malgré cela, et avant même l’application de cette politique de substitution, on a déjà un problème de recrutement, selon le grand

quotidien koweïtien *Al-Qabas* qui, en janvier, citait des sources au sein du ministère. Il faudrait trouver “environ 700 enseignants et enseignantes dans une douzaine de matières pour combler le manque dans les écoles publiques”.

“C’est des services de la crème des enseignants qu’on veut se passer”, se désole Youssef Al-Mohaimeed. Car, selon lui, ce sont les étrangers qui permettent de “limiter les dégâts” provoqués par “une foule de mauvais enseignants quasi illettrés qui sortent de la faculté en étant adeptes d’une pédagogie du ‘résultat garanti’ [c’est-à-dire de bonnes notes], même pour les élèves qui savent à peine lire et écrire.”

Layla Al-Khayat, professeure adjointe à la faculté d’éducation de l’université de Koweït, estime en revanche que “les professeurs koweïtiens sont excellents et dévoués”. Mais elle aussi s’inquiète : “La ‘koweïtisation’ des emplois devra se faire une fois que le ministère se sera assuré qu’il y a assez de Koweïtiens pour remplacer les étrangers.”

De son côté, le secrétaire de l’association des enseignants koweïtiens, Saad Al-Janfawy, estime qu’il faudrait prendre en compte “la totalité des critères du travail pédagogique, pour préserver les compétences et ne pas perturber la vie scolaire”. L’association propose ainsi d’ajourner la mesure, le temps que le ministère puisse faire réaliser par des experts un rapport sur les conséquences pratiques qu’elle risque d’avoir sur le terrain.

D’autant que le Koweït n’a cessé de reculer dans les classements internationaux sur la qualité du système scolaire, et rien n’indique que les autorités aient une vision claire des réformes à mener pour y remédier.

—**Anwar Al-Rougui**, publié le 14 avril

SOURCE

MUWATIN

Londres, Royaume-Uni
Mensuel
muwatin.net

Créé en 2013 à Oman, *Muwatin* (“Citoyen”, en arabe) se focalise sur les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe et le monde arabe. Il a été fondé par des opposants aux régimes en place dans les monarchies pétrolières.



ENVIRONNEMENT



Au Japon, des fraises à tout prix

Agriculture. La demande de plus en plus précoce de ces savoureux fruits rouges impose aux cultivateurs japonais de chauffer leurs serres en plein hiver. Une hérésie climatique.



peuvent descendre nettement en dessous de zéro. Mais chaque fois qu'elle remplissait le réservoir de son chauffage, elle se disait : "Qu'est-ce qu'on est en train de faire?"

Bien entendu, on cultive des fruits et des légumes sous serre dans le monde entier. Mais le secteur japonais de la fraise a poussé cette logique si loin que la plupart des producteurs ont cessé de cultiver des fraises pendant les mois plus chauds, la saison de production normale, car c'était bien moins rentable. Au lieu de cela, en été, le pays importe une bonne partie de ses fraises.

En somme, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, satisfaire la demande de produits frais toute l'année consomme d'étonnantes quantités d'énergie, contribuant ainsi au réchauffement climatique. Le prix à payer pour que les consommateurs puissent s'offrir des fraises (ou des tomates, ou encore des concombres) même quand les températures plongent.

Jusqu'à il y a quelques décennies, au Japon, la saison des fraises commençait au printemps et se prolongeait jusqu'au début de l'été. Mais traditionnellement le marché accorde une grande impor-

“Nous sommes arrivés à un point où pour beaucoup de gens il est normal d'avoir des fraises en hiver.”

Satoko Yoshimura,
FRAISICULTRICE

tance aux produits *hatsumono* ("de début de saison"), depuis le thon jusqu'au thé en passant par le riz. Un fruit ou un légume qui peut se prévaloir du qualificatif *hatsumono* peut atteindre un prix plusieurs fois supérieur à la normale, et parfois même donner lieu à une couverture médiatique enfiévrée.

Aujourd'hui, la course au *hatsumono* s'est étendue aux fraises. Les exploitations rivalisent d'ingéniosité pour mettre leurs fraises sur le marché de plus en plus tôt dans l'année. "La pleine saison était d'abord en avril, puis on est passé à mars, ensuite à février et à janvier, maintenant elle a lieu à Noël", explique Daisuke Miyazaki, directeur général d'Ichigo Tech, une société de conseil sur la fraisculture établie à Tokyo.

Désormais, les fraises ont toute leur place à Noël. Elles garnissent les gâteaux de Noël dans tout le pays, tout au long du mois de décembre. Certains horticulteurs ont commencé à livrer les premières fraises dès novembre, constate Daisuke Miyazaki. Récemment, une fraise parfaite, d'une marque censément japonaise, Oishii (dont le nom se traduit par "Délicieuse"), est devenue célèbre sur

TikTok, mais c'est une société américaine du New Jersey qui l'avait fait pousser.

Cette tendance à cultiver des fraises au cœur de l'hiver fait que cette spécialité maraîchère est devenue particulièrement gourmande en énergie. Selon des analyses des émissions de gaz à effet de serre liées à différentes productions au Japon, l'empreinte carbone de la fraise est environ huit fois plus importante que celle du raisin, et plus de dix fois supérieure à celle de la mandarine.

Locales mais surchauffées. "Le chauffage rafle la part du lion", résume Naoki Yoshikawa, chercheur en sciences de l'environnement à l'université de la préfecture de Shiga, dans l'ouest du Japon, qui a mené l'étude sur les émissions des différentes cultures. Il précise : "Nous avons pris en compte tous les aspects, y compris le transport, ce qu'implique la fabrication des engrais... Il reste que la plus grosse empreinte carbone est celle du chauffage."

Les consommateurs soucieux de ménager l'environnement achètent de la nourriture produite relativement près de chez eux, notamment pour réduire la pollution liée au transport. Mais l'exemple de la fraise montre bien que manger local n'est pas nécessairement ce qu'il y a de meilleur pour la planète.

Souvent, le transport des aliments a moins de répercussions sur le climat que leur mode de production. C'est ce qu'explique Shelie Miller, chercheuse à l'université du Michigan, qui concentre ses travaux sur le climat, la nourriture et le développement durable. Ainsi, d'après une étude menée [en 2010] en Grande-Bretagne, les tomates cultivées localement dans des serres chauffées ont une empreinte carbone plus élevée que celles produites en Espagne (en plein air et en saison) puis expédiées vers les supermarchés britanniques.

Les serres chauffées [à air conditionné] peuvent avoir des avantages : elles peuvent demander moins de terres et une moindre utilisation de pesticides, et les rendements peuvent être plus élevés. Mais en fait, selon Shelie Miller, "il faudrait idéalement manger des fruits et des légumes de saison, cultivés localement, de sorte que la facture énergétique liée à leur production ne soit pas alourdie".

Au Japon, l'énergie nécessaire à la production des fraises en hiver n'est pas seulement dommageable au climat. Elle renchérit aussi leur culture, du fait de la hausse des prix des carburants. La recherche et développement sur les variétés de fraises, ainsi qu'une gestion complexe des marques ont contribué à compenser une partie de ces dépenses en permettant aux producteurs de pratiquer des prix plus élevés. Les variétés

—The New York Times (New York)

De Minoh (Japon)

Tarte sablée aux fraises. Mochi aux fraises. Fraises à la mode [accompagnées de glace]. Autant de délices qui se savourent en été, a priori. Mais au Japon, les fraises se récoltent avant tout l'hiver. Le consommateur adore les déguster pendant la saison froide. Les plus beaux fruits valent plusieurs centaines de dollars pièce et font de beaux cadeaux.

Les fraises japonaises ont un coût élevé pour l'environnement. Afin de

recréer un printemps artificiel pendant les mois d'hiver, les producteurs font pousser ces gourmandises hors saison, sous d'immenses serres chauffées par des radiateurs, qui consomment d'énormes quantités de gaz [et émettent des gaz à effet de serre].

"Nous sommes arrivés à un point où pour beaucoup de gens il est normal d'avoir des fraises en hiver", affirme Satoko Yoshimura, cultivatrice à Minoh, non loin d'Osaka. Jusqu'à la dernière saison, elle chauffait sa serre au pétrole lampant tout l'hiver, quand les températures

de fraise au Japon sont vendues sous des noms originaux comme Beni Hoppe ("Joues rouges"), Koinoka ("Senteur d'amour") ou Bijin Hime ("Belle princesse").

Tochigi, une préfecture située au nord de Tokyo qui produit plus de fraises que n'importe quelle autre au Japon, cherche à réduire à la fois son empreinte sur le climat et ses coûts en produisant une nouvelle variété de fraise : la Tochiaika, abréviation de l'expression "Fruit bien aimé de Tochigi". L'Institut de recherche sur les fraises de Tochigi a travaillé à son élaboration pendant sept ans.

La nouvelle variété est plus grosse, plus résistante aux maladies et fournit de plus gros rendements pour les mêmes intrants, si bien que sa production est plus économe en énergie.

Les Tochiaika sont plus fermes, elles sont ainsi moins souvent endommagées pendant le transport, ce qui réduit le gaspillage et a aussi des conséquences sur le climat. Aux États-Unis, où les fraises sont produites principalement en Californie et en Floride, où le climat est plus chaud, on estime que les consommateurs en jettent environ un tiers, tant elles sont fragiles.

À la place des chauffages, certains producteurs de Tochigi utilisent ce qu'on appelle un "rideau d'eau", qui enveloppe extérieurement les serres et maintient les températures intérieures à un niveau constant, même si ce système oblige à puiser abondamment dans les nappes phréatiques. "Les agriculteurs peuvent réduire leur facture énergétique et contribuer à la lutte contre le réchauffement de la planète", explique Takayuki Matsumoto, membre de l'équipe de chercheurs qui a mis au point la fraise Tochiaika.

D'autres projets sont en cours. Des chercheurs de Sendai, ville du Nord-Est, cherchent à exploiter l'énergie solaire pour maintenir les serres à la bonne température.

Satoko Yoshimura, la productrice de Minoh, a travaillé une dizaine d'années avant de se décider à se passer de son gigantesque système de chauffage industriel, à l'hiver 2021. Jeune mère d'un enfant, et enceinte d'un deuxième, elle avait passé une bonne partie du confinement à se documenter sur le changement climatique. En 2018, une série d'inondations avaient dévasté le champ de tomates qu'elle

cultivait avec son mari et l'avaient aussi sensibilisée aux dangers du réchauffement : "J'ai compris que je devais changer mes méthodes d'exploitation, pour le bien de mes enfants."

Mais Minoh est situé dans une région montagneuse où les températures peuvent descendre à -7 °C. Des températures auxquelles les fraisiers gèleraient normalement.

La fraiseurice s'est donc plongée dans des articles d'agronomie pour tenter de trouver un autre moyen de produire ses fraises pendant les mois d'hiver, les plus rentables, sans utiliser de chauffage aux combustibles fossiles.

Prise au collet. Elle a appris que les fraisiers détectaient la température via le collet, une partie épaisse de la plante située à la limite entre la tige et les racines. Si elle pouvait utiliser des eaux souterraines, qui restent généralement à une température constante, pour protéger le collet contre le gel, elle n'aurait pas à utiliser de chauffage industriel, se disait-elle. Satoko Yoshimura a équipé ses parterres d'un système d'irrigation simple. Pour une isolation supplémentaire la nuit, elle a couvert ses fraises de plastique.

Ses méthodes de culture restent à améliorer, précise-t-elle. Mais après que ses fraises ont survécu à un épisode de gel en décembre, elle a décidé de revendre son chauffage industriel, qu'elle avait mis de côté dans un coin de la serre. Maintenant, elle essaie de faire connaître localement ses fraises "non chauffées". Et de conclure : "Ce serait bien qu'on puisse produire les fraises au bon moment, naturellement."

—Hiroko Tabuchi, publié le 18 mars

SOURCE

THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis
Quotidien
570 000 ex. (par semaine)
nytimes.com

Avec 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée").

C'est le journal de référence des États-Unis, dans la mesure où les télévisions ne considèrent qu'un sujet mérite une couverture nationale que si *The New York Times* l'a traité.

La plupart des producteurs ont cessé de cultiver des fraises pendant les mois plus chauds, car c'était bien moins rentable.

SCIENCES



Décoder la douleur chronique

Neurosciences. Des chercheurs ont décrypté le signal cérébral spécifique des douleurs incessantes, ce qui pourrait aider les patients.

Quelles soient dues à un cancer, au diabète, à l'arthrose ou encore à l'endométriose, les douleurs chroniques concernent près de 30 % de la population mondiale, affirmait **The Lancet** en 2021 à travers une série de publications. Aujourd'hui, pour la première fois, dans une étude parue dans la revue **Nature Neuroscience**, des chercheurs assurent avoir décrypté le signal cérébral spécifique de ces douleurs incessantes. Une lueur d'espoir pour tous les patients sur lesquels les analgésiques ont peu ou pas d'effet.

Pour arriver à ces résultats, "les neuroscientifiques ont implanté des électrodes dans le cerveau de quatre personnes souffrant de douleurs chroniques liées à la perte d'un membre ou consécutives à un accident vasculaire cérébral", précise **The Guardian**. Le dispositif avait pour objectif d'enregistrer l'activité de deux régions

antérieur", détaille **New Scientist**. Une manière "d'entraîner un algorithme à anticiper la douleur d'une personne en se basant simplement sur l'activité [électrique] du cortex orbitofrontal", résume le **Guardian**.

Les scientifiques ont ainsi pu établir une sorte d'empreinte de la douleur propre à chacun des participants. En outre, en comparant les signaux enregistrés à ceux relevés lors d'une douleur passagère, comme lorsqu'un objet trop chaud touche notre peau, ils ont remarqué des différences significatives dans l'activité cérébrale. "La douleur chronique n'est pas juste une version plus durable de la douleur aiguë, elle est fondamentalement différente au niveau du cerveau", explique au journal britannique Prasad Shirvalkar, neurologue à l'université de Californie à San Francisco, qui a dirigé l'étude. Pour lui, "l'espoir est qu'en comprenant mieux ce phénomène nous puissions

utiliser ces informations pour développer des thérapies de stimulation cérébrale personnalisées pour les formes les plus sévères de la douleur".

Certes, les expériences n'ont concerné que quatre personnes, mais "cette étude fait partie d'un essai clinique plus large dont l'objectif est de développer une thérapie pour soulager les patients de leurs douleurs chroniques", relate le site **Live Science**.

Pour sa part, Blair Smith, spécialiste des douleurs chroniques à l'université de Dundee, au Royaume-Uni, non impliqué dans ces travaux, estime, dans le **Guardian**, que "si ces recherches sont étendues avec succès, elles offriront non seulement la possibilité de mesurer de manière objective certains types de douleur, mais aussi une amélioration de notre compréhension des mécanismes biologiques".

—**Courrier international**



360

MAGAZINE

Tina Turner, l'hommage • Culture.....	42
Naomi Klein et les dangers de l'IA • Idées.....	44
Le bol de riz gluant de Wenzhou • Gastronomie ..	46

Apatrides de tous les pays

Syriens, Irakiens, Palestiniens et même Libanais : ils sont nombreux à vivre au Liban sans passeport. La photographe allemande Chiara Wettmann a rencontré ces hommes, femmes et enfants pour raconter leurs parcours.

L'intérêt de Chiara Wettmann pour les apatrides s'explique par ses amitiés nouées en Allemagne avec des personnes dans cette situation, originaires de divers pays africains ou d'Afghanistan. La photographe, qui reconnaît avoir *"la chance de posséder un passeport allemand"*, s'est mis en tête d'explorer ces vies aux marges de la citoyenneté. C'est au Liban qu'elle se rend, en 2022, pour mener à bien ce projet. Sa série *Stateless* ("apatrides") présente des portraits et des morceaux de vie d'individus aux parcours très différents, mais tous liés par le fait qu'ils *"se retrouvent apatrides et discriminés sur un même sol libanais, avec leurs droits essentiels bafoués"*. Des dizaines de milliers de personnes seraient dans cette situation au Liban et au moins 4,3 millions dans le monde, selon l'ONU.

À l'aide de son fixeur, la photojournaliste est allée à la rencontre de réfugiés syriens ou irakiens ayant perdu leur nationalité en fuyant les guerres, et vivant dans la vallée libanaise de la Bekaa, et de Palestiniens dans les camps

de réfugiés de Sabra et Chatila – où les milices chrétiennes des Forces libanaises, liées à Israël, commirent un massacre en 1982 –, qui sont les descendants de générations d'exilés depuis l'exode de la Nakba ("catastrophe"), en 1948.

Plus surprenant encore, elle rencontre des Libanais sans passeport, *"pour beaucoup des descendants de Libanais n'ayant pas été enregistrés lors du dernier recensement, en 1932"*, mais aussi des enfants de Libanaises mariées à des apatrides étrangers, les femmes ne pouvant transmettre leur citoyenneté au pays du Cèdre.

Dans un pays où la haine contre les réfugiés augmente, la trentenaire déplore les difficultés rencontrées par des enfants qui ne peuvent se rendre dans les écoles publiques et dépendent bien souvent des associations, ainsi que celles de leurs parents, qui vivent de travail illégal en travail illégal.

Chiara Wettmann tenait aussi à montrer que malgré leurs conditions de vie bien souvent infernales, ces personnes apatrides *"continuent de se marier, de s'aimer, de rire, et de se réunir en famille autour d'un repas"*.—



↑ Les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila sont constitués de constructions très fragiles.
Photos Chiara Wettmann

→ Ghofran, une mère de famille syrienne, et ses trois enfants, tous apatrides, vivent à Mansoura, dans le centre du Liban.





La photographe

Chiara Wettmann est une photographe allemande de 30 ans. Après des études de photographie à Berlin, et un projet au Rwanda en 2018 sur les générations de l'après-génocide, elle

CHIARA WETTMMANN

décide en 2022 de s'envoler pour Beyrouth. C'est au Liban qu'elle mène son projet de fin d'études, avec la série *Stateless* que nous vous présentons ici. Établie entre Beyrouth et Berlin,

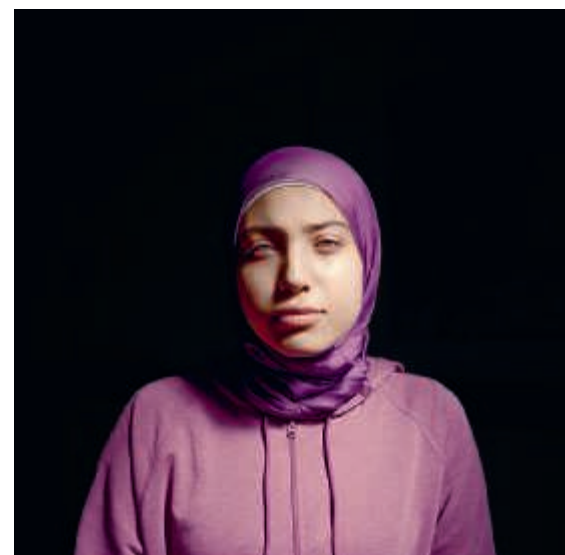
elle explore dans sa photographie, à la visée documentaire, des enjeux géopolitiques et sociétaux. Elle se trouve actuellement en Afrique, pour un travail sur la Côte d'Ivoire.



→ Basma est une Syrienne mariée à un Palestinien, qui vit dans le camp de Chatila.

↓ Hussein, 21 ans, vit à Beyrouth, qu'il rêve de quitter.

↘ Marouh, une Palestinienne de 21 ans, réside à Chatila.





↑ Des enfants jouent sur un toit, à Chatila.

↗ Hiba et ses sœurs vivent dans un camp de réfugiés syriens de la vallée de la Bekaa.

→ À Mansoura, un couple de vingtenaires apatrides.
Photos Chiara Wettmann

culture.



Tina Turner, une voix de chair et de sang

La reine du rock s'est éteinte le 24 mai à 83 ans, des suites d'une longue maladie, après une vie longtemps marquée par la violence. Le *Washington Post* rend hommage à cette légende de la musique à l'énergie hors du commun et à la voix si unique, capable de transcender la souffrance.

—The Washington Post
(Washington)

La voix de Tina Turner... Désormais, chacun d'entre nous l'entend dans sa tête. Qu'évoque-t-elle, exactement ? Cette voix, ce n'est pas une maison qui brûle à 4 heures du matin. Pas une voiture de sport qui fait crisser ses freins sous la pluie. Pas un avion de chasse qui déchire le bleu du ciel, et pas non plus la fission de l'atome. Ni même, comme on voudrait nous le faire croire, le gaz carbonique qui s'insinue entre la langue et les dents – ce qui serait peut-être l'hypothèse la moins plausible.

Une chose est sûre, cet organe rocaillieux a engendré l'une des musiques les plus inimitables jamais produites par le corps humain – et comme nous savons toutes les épreuves que cette voix a traversées, nous nous en expliquons la majesté viscérale le plus simplement du monde : elle était celle de quelqu'un qui avait connu la douleur.

Tina Turner est morte mercredi [24 mai] en Suisse à l'âge de 83 ans. Sa vie aura été si cruelle qu'on peut se demander si tous les livres, les Mémoires, les fictions et

documentaires hollywoodiens qu'elle a inspirés ne restent pas très en dessous de la réalité. On sait tout au moins que la chanteuse a subi des sévices pendant de longues années aux mains de son mari, tandis que leur duo, Ike and Tina Turner, conquérait la célébrité. Elle a fini par prendre la fuite en 1976, s'échappant d'une chambre d'hôtel du Texas, avec en tout et pour tout sur elle 36 centimes et une carte de crédit Mobil. Puis, en moins d'une décennie, Tina Turner a réalisé l'un des come-back les plus spectaculaires de l'histoire de la musique pop, sa voix inoubliable permettant à son album de 1984, *Private Dancer*, de devenir plusieurs fois disque de platine.

Au cours des années 1980, alors qu'elle triomphait, son chant exprimait une joie nouvelle qu'on n'avait plus entendue avec une telle force depuis *River Deep, Mountain High*, l'un des tubes d'Ike et Tina [grand succès en Europe, flop aux États-Unis], coécrit et coproduit par Phil Spector, l'homme du "mur de son". Apparemment, Spector avait invité Ike à se mettre en retrait sur cet enregistrement décisif, puis

incité Tina à modérer son côté explosif et à laisser davantage respirer la mélodie dans les paroles.

Écoutez d'ailleurs sa façon de chanter "higher" et "deeper", elle fait appel à tout son être. "J'étais tellement contente de chanter un autre style de chanson, explique-t-elle simplement dans *Tina*, un long documentaire très intime de 2021. *J'étais enfin libre de faire quelque chose de différent.*"

Si sa musique devient alors plus expressive, elle ne se départ pas pour autant de son énergie légendaire. Sur scène, Tina Turner était survoltée, et encore le mot est faible. Ses pieds battaient le rythme avec tant d'ardeur qu'elle donnait l'impression de vouloir tout casser. Elle qui au début de sa carrière avait peur de passer pour une simple danseuse qui pousse la chansonnette accomplissait ce double miracle, avec seulement une paire de

poumons, de réussir à fournir de l'oxygène à un corps sans cesse en mouvement et à chanter *Proud Mary* alors que le tempo s'accélère jusqu'au vertige. Tina Turner n'était pourtant pas du genre à s'extasier sur ses superpouvoirs. "Le corps est une machine, déclarait-elle au *Washington Post* en 1993. *Il fait ce qu'on lui demande.*"

Et c'est cet entraînement qui lui a permis dans les années 1980 de décrocher le plus grand succès de sa carrière. Quand *What's Love Got to Do With It?* sort à la radio, son timbre rocaillieux et poignant se distingue immédiatement de toutes les textures synthétiques et léchées qui saturaient les ondes à l'époque – et que d'ailleurs ses producteurs et elle avaient choisi pour poser sa voix. La même magie opère un an plus tard, avec *We Don't Need Another Hero (Thunderdome)*, qui s'envole en haut des charts, un titre volcanique issu de la bande originale du troisième volet de *Mad Max*, dont elle est aussi à l'affiche. On y entend une voix qui a vécu l'enfer mais s'en est sortie. Une voix âpre et lasse. Une voix de chair et de sang.

"Le corps est une machine. Il fait ce qu'on lui demande."

Tina Turner
AU "WASHINGTON POST" EN 1993

—Chris Richards,
publié le 24 mai

↳ Tina Turner en concert au Olympiahalle, à Munich en Allemagne, le 18 avril 1987, lors de sa tournée mondiale "Break Every Rule". Photo Zoran Veselinovic/Cover Images/SIPA

Vu d'Australie Reine de tout un peuple

De son manager à l'hymne de l'équipe nationale de rugby, de *Mad Max* à la danse inspirée de *Nutbush*, Tina Turner a conquis les Australiens.

J'ai toujours été très bien accueillie en Australie, j'y ai reçu beaucoup d'amour", affirmait Tina Turner, relate **The Sydney Morning Herald**. La grande histoire d'amour entre la superstar et l'île-continent a débuté dans les années 1980, explique le quotidien de Sydney.

Cela a commencé par le choix de son manager, l'Australien Roger Davies, qui l'a aidée à réussir son come-back en tant qu'artiste solo au début des années 1980 après s'être séparée de son mari violent, Ike Turner.

En 1984, cette passion a continué de s'amplifier avec le tournage sur l'île du film de science-fiction *Mad Max : au-delà du dôme du tonnerre*, réalisé par un enfant du pays, George Miller, dans lequel elle campe Aunty Entity. Le cinéaste a rendu hommage "au charisme scénique impressionnant" de son amie, qui "était une femme d'une incroyable sagesse, sans doute l'une des personnes les plus intelligentes qu'il m'ait été donné de rencontrer dans ma vie".

Et cette relation ne fit que s'intensifier. En 1989, Tina Turner offre un hymne à l'équipe nationale de rugby, avec *What You Get Is What You See*, puis un autre un an plus tard, *The Best*, qu'elle chantera en 1993 lors d'une finale de championnat. Une performance que la chanteuse estimait être "l'un des grands moments de [s]a carrière" et qui demeure l'hymne le plus iconique pour cette équipe australienne.

Preuve ultime de la passion des Australiens pour la reine du rock, selon le *Sydney Morning Herald*, l'accueil qu'a reçu *Nutbush City Limits* sur place. Ce titre de 1973 qui évoque *Nutbush*, la ville rurale du Tennessee où Tina Turner est née, "est devenu un véritable phénomène en Australie". Il a donné lieu à une danse collective, le *nutbush*, qui serait inspirée du madison et que les Australiens pratiquent toujours en masse, relate le quotidien. "Vous ne verrez nulle part ailleurs dans le monde les gens se précipiter sur la piste de danse pour effectuer cette chorégraphie."

— **Courrier international**

À la une



"LA REINE DU ROCK EST MORTE, STAR PLANÉTAIRE ET LÉGENDE ÉTERNELLE"

Le quotidien portugais **Público** consacre sa une à l'extraordinaire parcours de Tina Turner, modèle de persévérance.



"ÉTERNELLE REINE DU ROCK'N'ROLL"

The Washington Post salue le parcours d'une chanteuse dont la vie reste une source d'inspiration pour tous.



"ELLE A OUVERT LA VOIE À TELLEMENT DE FEMMES DANS LE ROCK"

Le journal britannique **The Guardian** insiste sur l'importance de l'héritage de Tina Turner pour les générations de chanteuses qui lui ont succédé.



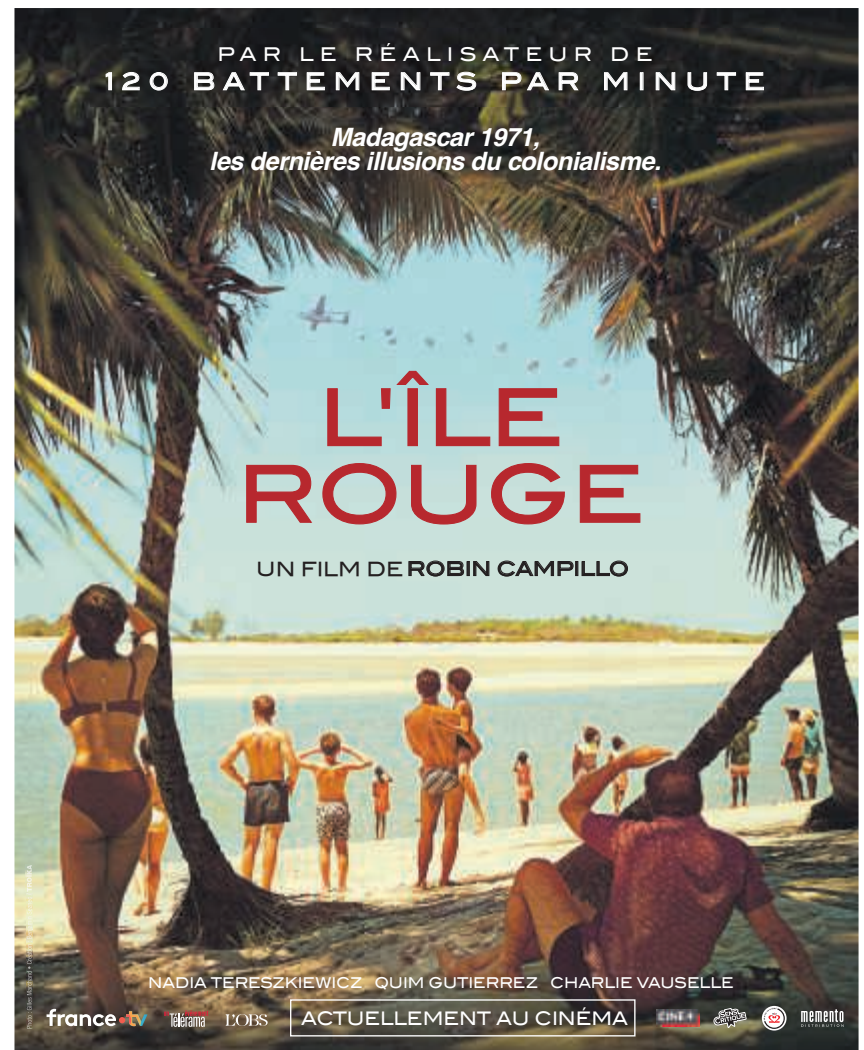
"VOIX SURPUISSANTE, FEMME RÉSILIENTE, SUPERSTAR ABSOLUE"

Le quotidien californien **Los Angeles Times** rend hommage à la voix unique de la star qui a vaincu tous les obstacles.

Bio express

TINA TURNER

est née Anna Mae Bullock en 1939 dans le Tennessee. Enfant, elle chante dans la chorale d'une église. Devenue infirmière après le lycée, elle rencontre le groupe Kings of Rhythm, dont elle devient la chanteuse en 1957, avant d'en épouser le fondateur, Ike Turner, en 1962. Très vite, ils forment un duo au succès fulgurant, avec des hits comme *Proud Mary* ou *River Deep, Mountain High*, et partent en tournée à travers le pays. En 1978, la reine du rock divorce après avoir fui son mari violent. Et réalise un come-back éclatant en 1984, avec l'album solo *Private Dancer*, sur lequel figure *What's Love Got to Do with It*. Les succès s'enchaînent, tout comme les duos avec David Bowie, Mick Jagger, Eric Clapton. En 1985, elle joue dans *Mad Max : au-delà du dôme du tonnerre*, de George Miller, et en signe la bande-son avec *We Don't Need Another Hero*. Dans ses Mémoires, en 1986, elle revient sur les violences qu'elle a subies de la part d'Ike Turner. En 2000, elle annonce sa retraite, mais revient en 2008 pour un duo avec Beyoncé et une dernière tournée. Parue en 2018, son *Autobiographie* retrace soixante années de carrière et sa grande histoire d'amour avec son époux, Erwin Bach.



Naomi Klein : “Les IA organisent le plus grand pillage de l’histoire de l’humanité”

Quand elles se fourvoient, les intelligences artificielles “hallucinent”, disent leurs concepteurs pour renforcer le mythe de machines douées de raison. Alors qu’elles sont de “terrifiants instruments de spoliation”, affirme l’essayiste canadienne.

—The Guardian, extraits (Londres)

Au milieu du déluge de polémiques inspirées par le lancement précipité des technologies dites d’“intelligence artificielle” (IA), une obscure querelle fait rage autour du verbe “halluciner”. C’est le terme qu’emploient les concepteurs et défenseurs des IA génératives pour caractériser certaines des réponses totalement inventées, ou objectivement fausses, formulées par les robots conversationnels, ou chatbots.

En récupérant un terme plus communément utilisé dans les domaines de la psychologie, du psychédélisme ou dans diverses formes de mysticisme, les apôtres de l’IA reconnaissent certes le caractère faillible de leurs machines, mais, surtout, ils renforcent le mythe favori de cette industrie : l’idée qu’en élaborant ces grands modèles de langue [LLM] et en les entraînant grâce à tout ce que l’humanité a pu écrire, dire ou représenter visuellement, ils sont en train de donner naissance à une forme d’intelligence douée d’une existence propre et sur le point de marquer un bond majeur pour l’évolution de notre espèce.

Si les hallucinations sont effectivement légion dans le monde de l’IA, elles ne sont pas le produit des chatbots, mais des esprits fiévreux de certains grands pontes de la tech. Les IA génératives mettront fin à la pauvreté dans le monde, nous disent-ils. Elles vont résoudre le problème du dérèglement climatique. Et elles vont redonner du sens à nos métiers et les rendre plus intéressants.

Il existe bien un monde où les IA génératives pourraient effectivement être au service de l’humanité, des autres espèces et de notre maison commune. Encore faudrait-il pour cela qu’elles soient déployées dans un environnement économique et social radicalement différent de celui que nous connaissons.

Nous vivons dans un système conçu pour extraire le maximum de richesses et de profits – à la fois des êtres humains et de la nature. Et dans cette réalité où le pouvoir et l’argent sont hyperconcentrés, il est nettement plus probable que les IA se transforment en terrifiants instruments de vol et de spoliation.

Je reviendrai sur ce point, mais, dans un premier temps, il est utile de réfléchir au *but* que servent les charmantes



IKON IMAGES

hallucinations des utopistes de l’IA. Voici une hypothèse : sous leur vernis brillant, ces jolies histoires permettent de dissimuler ce qui pourrait se révéler le plus vaste pillage, et le plus conséquent, de l’histoire de l’humanité. Car ce que l’on observe, c’est que les entreprises les plus riches de l’histoire sont en train de faire main basse sur l’intégralité des connaissances humaines consignées sous forme numérique et de les enfermer dans des produits propriétaires, parmi lesquels bon nombre porteront préjudice à des hommes et femmes dont le travail aura été utilisé – sans leur consentement – pour fabriquer ces machines.

C’est ce que la Silicon Valley appelle couramment “*disruption*” – un tour de passe-passe qui a trop souvent fonctionné. On connaît le principe : foncez dans le Far West réglementaire ; clamez haut et fort que les vieilles règles ne peuvent pas s’appliquer à vos nouvelles technologies.

La technologie est déjà si omniprésente que les législateurs et les tribunaux jettent l’éponge.

Le temps de dépasser l’effet de nouveauté et de commencer à mesurer les dégâts sociaux, politiques et économiques de ces nouveaux jouets, la technologie est déjà si omniprésente que les législateurs et les tribunaux jettent l’éponge

Voilà pourquoi les hallucinations sur tous les bienfaits qu’apporteront les IA à l’humanité prennent tant d’importance. Non seulement ces belles promesses tentent de faire passer un pillage à grande échelle comme un cadeau, mais en plus elles contribuent à nier les incontestables menaces que constituent ces technologies.

Mirage. Comment justifie-t-on le développement d’instruments qui présentent des risques aussi catastrophiques ? Généralement, en affirmant que ces outils recèlent d’immenses bénéfices potentiels. Sauf que la plupart de ces bénéfices relèvent de l’hallucination, du mirage. Examinons-en quelques-uns.

Parmi les qualités des IA, l’idée qu’elles pourront d’une manière ou d’une autre trouver une solution à la crise climatique figure presque invariablement en tête de liste. L’ancien PDG de Google Eric

✎ Dessin de **Robbie Porter**,
Royaume-Uni.

Schmidt résume cette conception dans un entretien paru dans *The Atlantic*, où il affirme qu'en matière d'IA, le jeu en vaut la chandelle : "Quand on pense aux principaux problèmes dans le monde, ils sont tous très compliqués – le changement climatique, les organisations humaines, etc. Et donc, je milite toujours pour que les gens soient plus intelligents."

Selon cette logique, l'absence de solution aux grands défis de notre époque – tels que la crise climatique – serait donc liée à un déficit d'intelligence. Sauf que cela fait des décennies que des gens très intelligents, bardés de doctorats et de prix Nobel, pressent les gouvernements de prendre des mesures impératives. Si leurs très judicieux conseils n'ont pas été écoutés, ce n'est pas parce qu'on ne les comprend pas. C'est parce qu'en suivant leurs recommandations, les gouvernements risqueraient de perdre des milliards et des milliards de dollars dans l'industrie des énergies fossiles et que cela ferait vaciller le modèle de croissance fondé sur la consommation, qui est la clé de voûte de nos économies interconnectées. L'idée qu'il vaut mieux attendre que des machines forment des solutions plus acceptables et/ou profi-

Plus les médias seront pleins de deepfakes et de clones, moins nous pourrions résoudre les troubles les plus pressants de l'humanité.

tables n'est pas un remède au mal, mais un symptôme de plus.

Balayez ces hallucinations et il apparaît nettement plus probable que le déploiement des IA contribuera au contraire à activement aggraver la crise climatique. D'abord parce que les immenses serveurs qui permettent à ces chatbots de produire des textes et des créations artistiques instantanés sont une source énorme et croissante d'émissions de CO₂. Ensuite, parce qu'à l'heure où des entreprises comme Coca-Cola investissent massivement dans les IA génératives pour doper leurs ventes, il devient parfaitement évident que l'objectif n'est pas de sauver le monde, mais d'inciter les gens à acheter toujours plus de produits émetteurs de carbone.

Enfin, cette évolution aura une autre conséquence, plus difficile à anticiper. Plus nos médias seront envahis de *deepfakes* et de clones, plus les informations se transformeront en zone de sables mouvants. Lorsque nous nous méfions de tout ce que nous lisons et voyons dans un environnement médiatique de plus en plus troublant, nous sommes encore moins bien équipés pour résoudre les problèmes les plus pressants de l'humanité.

Il s'agit ici d'évoquer un avenir proche dans lequel politiciens et bureaucrates, s'appuyant sur l'immense intelligence cumulée des IA, seront capables de "détecter des besoins récurrents et d'élaborer des programmes fondés sur des éléments concrets" pour le plus grand bénéfice de leurs administrés.

Comme pour le climat, la question mérite d'être posée : est-ce par manque d'éléments concrets que les responsables politiques imposent des décisions aussi cruelles qu'inefficaces ? Est-ce qu'ils ne comprennent vraiment pas le coût humain qu'impliquent les réductions budgétaires du système de santé en pleine pandémie ? Ne voient-ils pas le bénéfice pour leurs administrés de créer des logements non soumis aux règles du marché quand le nombre de sans domicile fixe ne cesse d'augmenter ? Ont-ils vraiment besoin des IA pour devenir "plus intelligents" ou bien sont-ils juste assez intelligents pour savoir qui financera leur prochaine campagne ?

Cruauté. Ce serait merveilleux si les IA pouvaient effectivement contribuer à rompre les liens entre l'argent des entreprises et la prise de décision de politiques irresponsables. Le problème est que ces liens sont précisément la raison pour laquelle des entreprises comme Google et Microsoft ont été autorisées à déployer leurs chatbots sur le marché en dépit d'une avalanche de mises en garde. L'an dernier, les grandes entreprises de la tech ont dépensé la somme record de 70 millions de dollars [65 millions d'euros] pour défendre leurs intérêts à Washington.

Alors qu'il connaît pertinemment le pouvoir de l'argent sur les politiques du gouvernement, Sam Altman, le PDG d'OpenAI – concepteur de ChatGPT –, semble halluciner un monde complètement différent du nôtre, un monde dans lequel les dirigeants politiques et les industriels prendraient leurs décisions sur la base des données les plus pertinentes. Ce qui nous amène à une troisième hallucination.

Si les séduisantes hallucinations de la Silicon Valley semblent plausibles, la raison en est simple. Les IA génératives en sont pour l'heure à un stade de développement qu'on pourrait qualifier de "simili-socialisme". C'est une étape incontournable dans la méthode désormais bien connue des entreprises de la Silicon Valley. D'abord, créez un produit attractif et mettez-le à disposition gratuitement ou presque pendant quelques années, sans apparent modèle commercial viable. Faites de nobles déclarations sur votre objectif de créer une "place publique" [Elon Musk à propos de Twitter] ou de "relier les gens", tout

L'autrice



NAOMIKLEIN.ORG

NAOMI KLEIN

Ses livres à succès *No Logo* et *La Stratégie du choc* en avaient fait l'une des égéries du mouvement altermondialiste dans les années 2000. Mais c'est pour son activisme écologique que l'on parle désormais de Naomi Klein. Infatigable pourfendeuse du capitalisme, la journaliste et essayiste canadienne (dont tous les livres sont traduits chez Actes Sud) voit dans le combat contre le réchauffement climatique la mère de toutes les luttes. Elle s'intéresse aussi beaucoup au numérique, à ceux qui le détiennent, le privatisent et le commercialisent... Il faut repenser Internet comme un service public utile aux citoyens, déclarait-elle déjà au site *The Intercept* en 2020.

en propageant la liberté et la démocratie. Puis, voyez les gens devenir accros à votre outil gratuit et vos concurrents faire faillite. Une fois le champ libre, faites de la place pour la publicité, la surveillance, les contrats avec l'armée et la police, la boîte noire des reventes de données utilisateurs et les frais d'abonnement croissants.

Des chauffeurs de taxi en passant par les locations saisonnières et les journaux locaux, combien de vies et de secteurs ont-ils été décimés par cette méthode ? Avec la révolution de l'IA, ces préjudices pourraient paraître marginaux par rapport au nombre d'enseignants, de programmeurs, de graphistes, de journalistes, de traducteurs, de musiciens, de soignants et tant d'autres professionnels menacés de voir leur gagne-pain remplacé par du mauvais code.

Précédents légaux. Mais n'ayez crainte, prophétisent les apôtres de l'IA – ce sera merveilleux. Qui a envie de travailler de toute manière ? Les IA génératives ne signeront pas la fin du travail, nous dit-on, seulement du travail "ennuyeux". Pour sa part, Sam Altman imagine un avenir où le travail "recouvre une notion plus large; [où] ce n'est pas quelque chose que l'on fait pour manger, mais pour laisser parler sa créativité, comme une source de joie et d'épanouissement".

Il se trouve que cette vision de l'existence qui fait la part belle aux loisirs est

partagée par de nombreux militants de gauche. Sauf que nous, gauchistes, pensons également que si gagner de l'argent n'est plus le but de l'existence, il faut d'autres moyens pour satisfaire à nos besoins essentiels, tels que la nourriture et le logis. Dans un monde débarrassé des métiers aliénants, l'accès au logement doit donc être gratuit, de même que l'accès aux soins, et chaque individu doit se voir garantir des droits économiques inaliénables. Et soudainement, le débat ne tourne plus du tout autour des IA, mais du socialisme.

Or nous ne vivons pas dans le monde rationnel et humaniste que Sam Altman semble voir dans ses hallucinations. Nous vivons dans un système capitaliste où les gens ne sont pas libres de devenir philosophes ou artistes, mais où ils contemplent l'abîme – les artistes étant les premiers à y plonger.

Alors que les géants de la tech voudraient nous faire croire qu'il est déjà trop tard pour revenir en arrière et renoncer aux machines qui supplantent les humains, il est bon de rappeler qu'il existe des précédents légaux démontrant le contraire. Aux États-Unis, la Commission fédérale du commerce (FTC) [l'autorité américaine de la concurrence] a contraint Cambridge Analytica, ainsi qu'Everalbum, propriétaire d'une application photographique, à détruire la totalité de plusieurs algorithmes entraînés avec des données et des photos acquises de manière illégale.

Un monde de *deepfakes* et d'inégalités croissantes n'est pas une fatalité. Il est le résultat de choix politiques. Nous avons les moyens de réglementer les chatbots qui vampirisent aujourd'hui nos existences et de commencer à bâtir un monde où les promesses les plus fantastiques des IA ne seront pas que des hallucinations de la Silicon Valley.

— Naomi Klein,
publié le 8 mai

SOURCE



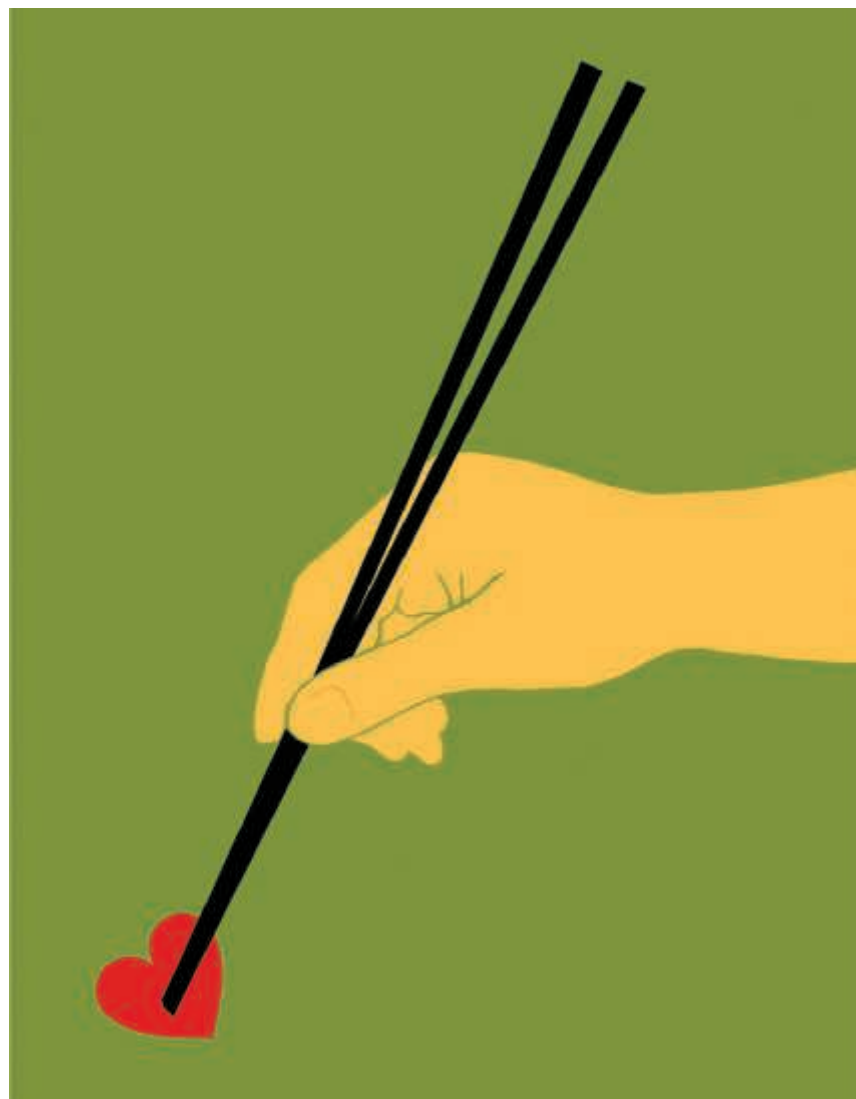
THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 134 443 ex. (2019)
theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. *The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

gastronomie.

✍ Dessin de Falco,
Cuba.



Le bol de riz gluant de Wenzhou, le plat qui rassemble

La région de Wenzhou est le principal territoire d'origine de la diaspora chinoise en France. Le magazine *The World of Chinese* décrit l'attachement de cette ville de l'est de la Chine à son riz fumant, consommé le matin dans une épaisse sauce noire.

—**The World of Chinese,**
extraits (Pékin)

Tandis que le patron du restaurant verse les grains de riz luisants dans un bol, les saupoudre de lamelles de beignet frit et d'une généreuse louche de sauce aux champignons et au porc émincé, Zhu Thong racle le

moindre centimètre de son bol avec une cuillère en inox.

Le riz gluant à la mode de Wenzhou est un petit déjeuner classique dans cette ville de la province du Zhejiang, dont Zhu est originaire. Et c'est ainsi qu'on le servait dans les restaurants familiaux à l'entrée de son village dans la banlieue de Wenzhou. Mais durant les vingt-six

premières années de sa vie, Zhu n'a connu de telles délices qu'une ou deux fois par an, quand ses parents l'amenaient en visite.

Né en 1988, Zhu a grandi dans le Hebei, à quelque 1 600 kilomètres au nord. Son père était un homme d'affaires et voyageait beaucoup. La famille retournait rarement dans sa ville d'origine, si bien que le goût de ce plat est particulièrement précieux pour Zhu.

Une âme distincte. En 1984, les dirigeants chinois retinrent Wenzhou parmi quatorze cités côtières afin de l'ouvrir aux investissements étrangers. Cela lança la ville dans une période de développement économique rapide. Les petites usines familiales poussèrent comme des champignons. Elles fabriquaient des chaussures, des vêtements ou des briquets, qui étaient ensuite distribués en Chine et dans le monde par des locaux. Ce bol de riz fumant est le lien qui unit la diaspora de Wenzhou.

Pour réaliser ce plat, on fait tremper du riz gluant pendant environ cinq heures, jusqu'à ce que les grains deviennent transparents et se cassent quand on les tapote du doigt. On le place ensuite dans un panier en bois enveloppé d'un linge et on le cuit à la vapeur pendant vingt minutes – ce qu'on appelle *chui* dans le dialecte local.

On peut déguster du riz gluant dans toute la Chine, mais la version de Wenzhou a une âme distincte. Chaque grain de riz absorbe le goût savoureux de l'épaisse sauce noire, tandis que l'arôme du porc et des shiitakés s'élève avec la vapeur du riz chaud. Après la première bouchée, au saut du lit, le croustillant de la friture et le goût légèrement sucré du riz vous rendent immédiatement apte à affronter une nouvelle journée.

Un bol coûte en général de 6 à 10 yuans [environ 1 euro] dans un établissement typique de Wenzhou. Les clients l'accompagnent souvent d'un bol de lait de soja. Retraités, cols blancs, étudiants et clients de tous âges mangent à la même table.

Le riz gluant à la mode de Wenzhou n'est pas très connu en dehors de cette agglomération. En Chine, les gens de cette ville sont réputés pour avoir le sens des affaires et être toujours sur la brèche (en plus de parler un dialecte horriblement difficile). Depuis le début des années 2000, les habitants des autres villes du pays dénoncent "*les spéculateurs immobiliers de Wenzhou*" – des hommes d'affaires venus y acheter des biens, ce qui les rend inaccessibles aux populations locales.

Xiao Zhi, 48 ans, tient un restaurant près d'une école secondaire de Wenzhou. Les affaires marchent bien, voilà vingt-six ans qu'elle vend du riz à la mode de Wenzhou tous les matins. Il n'y a,

selon elle, aucune raison particulière qui explique l'amour des gens de la ville pour ce plat. "*D'aussi loin que je me souviens, j'ai mangé du riz gluant.*"

Pour Zhu, en revanche, qui n'a pas grandi sur place, le bol de riz représente sa nostalgie adolescente de sa ville d'origine. En 2014, à l'âge de 26 ans, il a ouvert à Hong Kong, où il s'était installé en 2007, un restaurant baptisé Sticky House ["La maison du riz gluant"]. Zhu travaillait pour une compagnie publique, mais la "*nostalgie des saveurs du pays*" et l'"*incapacité à se poser*" propre aux gens de Wenzhou l'ont poussé à démissionner de son emploi pour se consacrer à son restaurant.

Zhu a vite trouvé des associés. L'équipe a passé un mois à Wenzhou pour étudier comment *chui* le riz avec un cuisinier local. "*Il nous a donné les grandes lignes de la recette pour la sauce, mais nous avons dû expérimenter nous-mêmes pour trouver le reste*", raconte Zhu. Une fois parvenus à la recette parfaite, "*nous avons pesé tous les ingrédients*". Dès l'ouverture, nombre de personnes âgées originaires de Wenzhou ont fréquenté le restaurant.

Selon des statistiques communiquées par la ville en 2016, on trouve des gens originaires de Wenzhou dans 131 pays et régions sur cinq continents. Les enfants

Pour Zhu, qui n'a pas grandi sur place, le bol de riz représente sa nostalgie adolescente de sa ville d'origine.

de la ville qui prennent racine loin de chez eux apportent leur petit déjeuner dans leurs bagages. Certains montent des épiceries chinoises ou des boutiques en ligne qui proposent le plat sous vide, prêt à être réchauffé à la vapeur.

L'Italie recensait à elle seule environ 300 000 personnes originaires de Wenzhou en 2011, et Milan compte actuellement plusieurs restaurants qui servent le riz gluant à la mode de Wenzhou à l'heure du petit-déjeuner. Les gens comparent habilement les ingrédients et les prix de chacun d'entre eux avant de choisir celui qu'ils vont fréquenter.

Le Sticky House de Zhu n'a tenu qu'environ six mois. Zhu est reparti dans le Hebei en 2019 pour rejoindre l'entreprise de son père, mais il cherche toujours les saveurs de sa jeunesse. Pendant un voyage en famille à Venise, il est tombé sur un restaurant qui servait du riz gluant à la mode de Wenzhou. Il en a pris une bouchée puis il a quitté l'établissement sans finir son bol : "*Peut-être était-ce les ingrédients qu'on trouve en Europe... Ce n'était pas assez authentique.*"

—**Wang Jiawei,**
publié le 17 janvier

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Juin-juillet 2023

À TABLE!

Qu'est-ce qu'on mange demain?
Insectes, viande de mammouth,
algues... Les chefs se mettent au vert
pour nourrir la planète sans la détruire.
Dans les cuisines et les laboratoires
s'inventent les assiettes du futur.
La gastronomie a de beaux
jours devant elle.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

Offre de bienvenue*

réservée aux nouveaux clients,
valable du 15/05/2023 au 15/07/2023

80€⁽¹⁾
de prime de
souscription

+ 4%⁽²⁾
brut garanti
pendant 3 mois

Livret Zesto par Renault Bank, épargnez pour vivre vos projets en toute liberté

Avec le Livret Zesto par Renault Bank, profitez d'une rémunération attractive et faites fructifier votre épargne !

Votre Livret d'épargne Zesto par Renault Bank vous assure une disponibilité immédiate des fonds, une gestion 100 % en ligne, des placements sans frais jusqu'à 10 millions d'euros, un service client géré depuis la France du lundi au samedi de 9 h à 19 h.

Si vous aspirez à voyager, acheter un bien ou financer un projet de vie... Profitez jusqu'au 15 juillet 2023 de notre offre promotionnelle de bienvenue !

Livret d'épargne Zesto par Renault Bank

**Ouvrez dès maintenant votre Livret d'épargne
sur www.renaultbank.fr !**

(1) Prime versée le 31/12/2023 sous condition que le solde de l'en-cours soit en permanence de 50 000 € minimum entre le 31/07/2023 et le 31/12/2023. (2) Taux promotionnel brut jusqu'à 100 000 €, puis taux actuellement en vigueur.

* L'offre, constituée d'un taux promotionnel et d'une prime de souscription, est valable du 15/05/2023 au 15/07/2023. Elle s'applique pour tout dossier complet déposé avant le 15/07/2023 et est réservée aux nouveaux clients, à l'exclusion de toute personne ayant résilié un Livret Zesto dans les 12 derniers mois précédant la demande de souscription. Le taux nominal annuel brut promotionnel de 4 % s'applique pendant 3 mois sur le dépôt initial et les versements complémentaires à compter de la date du dépôt initial. Le calcul des intérêts promotionnels portera sur le dépôt initial et les versements complémentaires nets d'éventuels retraits, dans la limite de 100 000 € de dépôts cumulés. Ce taux sera ramené au taux actuellement en vigueur de 2,50 % susceptible de variations au-delà de ces 3 mois, ou d'un en-cours du Livret supérieur à 100 000 €. Renault Bank se réserve le droit de ramener le taux nominal annuel brut promotionnel de 4 % sur les versements éligibles au taux actuellement en vigueur de 2,50 % susceptible de variations, si l'existence du Livret n'est pas maintenue jusqu'au 31/12/2023 inclus. Les intérêts sont calculés selon la règle des quinzaines et sont soumis aux prélèvements sociaux et fiscaux. La prime de souscription de 80 € sera versée au plus tard le 31/12/2023 sous réserve que le Livret soit toujours ouvert à cette date et que le solde de l'en-cours du titulaire ait été en permanence de 50 000 € minimum entre le 31/07/2023 et le 31/12/2023 inclus. Une seule prime par personne et par Livret. Offre non cumulable. Voir aussi les Conditions Générales du Livret Zesto par Renault Bank, et la Convention des Comptes Renault Bank sur le site www.renaultbank.fr. Renault Bank est une marque commerciale déposée par RCI Banque S.A. RCI Banque S.A. est un établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 100 000 000 €. Siège social : 15 rue d'Uzès - 75002 Paris, RCS de Paris n° 306 523 358. Orias n° 07023704 - Registre des intermédiaires en assurance consultable sur <https://www.orias.fr/>.